

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT
Année scolaire 1912-1913

Les Réticences
et les
Fausses Déclarations de l'Assuré
dans le Contrat d'Assurance
contre l'Incendie

Thèse de Doctorat juridique

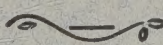
PRÉSENTÉE

à la **FACULTÉ DE DROIT DE LYON**
et soutenue publiquement le 18 Novembre 1912

PAR

Aimé BACHELARD

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon


AIX-LES-BAINS

—
Imprimerie Moderne, F. BLANC

—
1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546718_0050

Les Réticences
et les
Fausses déclarations de l'Assuré
dans le
Contrat d'Assurance contre l'Incendie

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT
Année scolaire 1912-1913

Les Réticences
et les
Fausses Déclarations de l'Assuré
dans le Contrat d'Assurance
contre l'Incendie

Thèse de Doctorat juridique

PRÉSENTÉE

à la **FACULTÉ DE DROIT DE LYON**
et soutenue publiquement le 18 Novembre 1912

PAR

Aimé BACHELARD

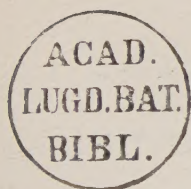
Avocat à la Cour d'Appel de Lyon



AIX-LES-BAINS

Imprimerie Moderne, F. BLANC

1912



Faculté de Droit de Lyon

MM.

CAILLEMER, O. ✱. I. 🌿. doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱. I. 🌿, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. 🌿, professeur honoraire.

FLURER, O. ✱. I. 🌿, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. 🌿, professeur de Droit criminel.

APPLETON Charles, I. 🌿, professeur de Droit Romain.

COHENDY, O. ✱. I. 🌿, professeur de Droit commercial.

PIC, I. 🌿, professeur de Droit international public.

APPLETON Jean, I. 🌿, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, prof. d'Histoire gén. du Droit français.

BOUVIER, I. 🌿, professeur de Science financière et de législation française des finances.

LAMEIRE, I. 🌿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. 🌿, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. 🌿, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. 🌿, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. 🌿, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. 🌿, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. 🌿, professeur de Procédure civile.

RECQ J., I. 🌿, secrétaire.

Membres du Jury

Président : M. COHENDY, *professeur.*

Assesseur : MM. GARRAUD, *professeur.*

APPLETON Jean, *professeur.*

La Faculté déclare que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages spéciaux.

- AGNEL. — Manuel général des assurances 4^{me} édition par de Corny, 1900.
- ALAUZET. — Traité général des assurances 1844.
- BONNEVILLE de MARSANGY. — Jurisprudence générale des assurances terrestres, 1882.
- DUHAIL. — Etude sur le contrat d'assurance contre l'incendie, 1883.
- GUIONIN. — Les clauses de déchéance dans le contrat d'assurance contre l'incendie, (Thèse 1905).
- DE LALANDE et COUTURIER. — Traité théorique et pratique du contrat d'assurance contre l'incendie, 1884.
- LASSAIGNE. — Manuel des assureurs.
- PHILOUZE. — Manuel du contrat d'assurance, 1879.
- DE LA PRUGNE. — Traité théorique et pratique de l'assurance en général, 1875.
- RUBEN de COUDER. — Dictionnaire de droit commercial, 1877-1891.
- Rapport de la commission de l'avant-projet de loi sur les Assurances. Imprimerie Nationale, 1904.

Ouvrages généraux.

- BEDARRIDE. — Commentaire du code de commerce livre II. Nos 1200 et suivants.
- COHENDY et DARRAS. — Code de commerce annoté article 348.
- DALLOZ. — Code de commerce article 348.
- FUZIER-HERMANN. — Répertoire Vis assurances en général et assurance contre l'incendie.
- PAUDECTES FRANÇAISES. — Vis assurances en général et assurance contre l'incendie.

NOTES AU RÉPERTOIRE

- Paul Appleton. Note au Dalloz. D. 1908. 1. 250.
- Chavegrin. Note au Sirey. S. 1901. 1. 481.
- Hémard. Note au Sirey. S. et P. 1908. 1. 337.
- Labbé. Notes au Sirey S. 1880. 2. 225 et S. 1883. 2. 25

Les Réticences
et les
Fausses Déclarations de l'Assuré
DANS LE CONTRAT D'ASSURANCE
Contre l'Incendie

INTRODUCTION

Ce qui frappe l'esprit dans l'étude de l'assurance contre l'incendie, c'est la rareté des prescriptions législatives concernant ce contrat. Tandis que de nombreux états ont déjà réglementé cette importante matière (1), notre législation présente à cet égard une véritable

(1) Voici quel est l'état des législations des différents pays sur la matière des assurances :

Belgique, loi du 11 juin 1874, relative aux assurances.
Espagne, code de commerce de 1885, art. 380 à 459.
Hongrie, code de commerce de 1875, art. 453 à 514.
Portugal, code de commerce de 1888, art. 425 à 462.
Roumanie, code de commerce de 1887, art. 442 à 477.
Japon, code de commerce de 1889, art. 383 à 430.
Code civil de l'Etat de New-York, art. 1357 à 1523.

lacune. Le code civil ne parle qu'incidemment de l'assurance dans son article 1964 pour la ranger au nombre des contrats aléatoires ; quant au code de commerce, il consacre un certain nombre d'articles aux assurances maritimes (art. 332 à 396), mais il est muet sur les assurances terrestres.

Si l'on excepte les lois, décrets et ordonnances qui ont réglementé les conditions d'existence et de contrôle des sociétés d'assurances (1), on ne rencontre guère que deux lois relatives aux rapports de l'assureur et de l'assuré, celle du 19 février 1889 sur l'attribution aux créanciers hypothécaires des indemnités dues par suite d'assurances, et la loi du 2 janvier 1902, sur la compétence, qui donne à l'assuré le droit d'assigner la compagnie par devant le tribunal de son propre domicile ou celui du lieu où s'est produit le sinistre (2).

Et cependant les assurances ont pris dans notre pays une extension considérable. Cela est vrai notamment pour les assurances contre l'incendie.

En 1902, les capitaux assurés par les compagnies françaises étaient évalués à 174 milliards et le montant des primes encaissées à 146 millions (3).

(1) Notamment : décret du 22 janvier 1868, portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances. D'autres décrets fort nombreux sont relatifs à l'assurance sur la vie.

(2) La promulgation de cette loi a été provoquée par les abus de certaines compagnies dont les polices contenaient attribution exclusive de juridiction aux tribunaux de la Seine.

3) *L'Economiste français* 1905, p. 518.

Néanmoins, on le voit, la réglementation des rapports de l'assureur et de l'assuré a été abandonnée à l'initiative des parties intéressées. La jurisprudence s'est efforcée de remédier à ses imperfections et d'en combler les lacunes; faute de textes, elle a dû s'en rapporter aux principes généraux de notre droit, et également aux règles formulées dans le code de commerce sur les assurances maritimes, quand l'analogie lui a permis de les rendre applicables aux assurances terrestres.

Il faut bien reconnaître que malgré son souci de trancher équitablement les difficultés qui se sont présentées, la jurisprudence n'est pas toujours parvenue à leur donner des solutions entièrement satisfaisantes. C'est qu'en effet elle a été le plus souvent liée par les termes mêmes du contrat passé entre l'assureur et l'assuré, et obligée d'en faire la stricte application en vertu de l'article 1134 du code civil aux termes duquel les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Or, les contrats d'assurance contiennent le plus souvent des clauses d'une excessive rigueur à l'égard de l'assuré. Cela tient à ce que les parties ne contractent pas toujours dans une situation de complète égalité. L'assuré est isolé et parfois incapable de saisir exactement le sens et la portée des différentes clauses de son contrat. Les compagnies d'assurance sont au contraire des organisations financières puissantes; elles ont par leur contentieux une connaissance approfondie de toutes les questions juridiques se rapportant à l'assu-

rance, et des solutions jurisprudentielles intervenues en cette matière. Mais de plus, ces compagnies, se sont pour la plupart constituées en syndicat en 1882. Ce syndicat a eu pour but la représentation des compagnies auprès des pouvoirs publics, l'organisation sur un plan uniforme des statistiques qui servent de base aux tarifs, et en particulier l'étude en commun des questions contentieuses administratives et financières qui intéressent l'industrie des assurances, ainsi que la rédaction des polices.

Les compagnies exercent donc dans une certaine mesure un véritable monopole de fait, et rien ne leur était plus facile que d'imposer leurs volontés aux assurés. Ce fut ce qui arriva : à l'heure actuelle les polices d'assurances sont rédigées par les compagnies en dehors de toute intervention de l'assuré. Les clauses qu'elles renferment sont leur œuvre exclusive ; la plupart d'entre elles, celles relatives aux conditions générales du contrat, sont imprimées d'avance, de sorte que l'assuré ne peut ni les modifier ni même les discuter. Il est réduit à ne pas s'assurer, ou à accepter purement et simplement les propositions qui lui sont faites en leur forme et teneur.

Parmi ces clauses, il peut y en avoir, et il y en a parfois de très préjudiciables à l'assuré, en ce sens qu'elles restreignent beaucoup, pour ce dernier, les avantages de l'assurance. L'on est frappé à la lecture d'une police, non seulement du nombre considérable d'obligations diverses que les compagnies lui imposent,

mais surtout de la rigueur excessive avec laquelle chacune d'elles est sanctionnée. L'assuré est assujéti à faire lors de la formation du contrat des déclarations très précises et très complètes sur la nature et la consistance de l'objet assuré, à payer régulièrement les primes pendant la durée de l'assurance, à renseigner l'assureur sur toutes les particularités aggravant le risque pendant l'exécution du contrat, et en cas de sinistre, à intenter son action en paiement de l'indemnité dans un délai restreint. Chacune de ces différentes obligations doit être par lui rigoureusement remplie, sinon il tombe sous l'application d'une clause pénale d'un ordre particulier, la déchéance, dont l'effet est de priver l'assuré de son droit à l'indemnité. Qu'il ait trompé sciemment la compagnie par des manœuvres déloyales ou des déclarations fausses ou mensongères, ou qu'il n'ait à se reprocher qu'une simple erreur commise de bonne foi; que l'inexécution de ses obligations ait causé ou non à la compagnie un préjudice quelconque, la sanction ne varie pas; si l'une des clauses de la police n'a pas été respectée, la déchéance doit s'appliquer nécessairement.

Ces clauses, si rigoureuses qu'elles soient, sont le plus souvent conçues en termes trop précis et trop formels pour être susceptibles d'interprétation. Elles sont obligatoires. Le juge n'a pas à se rendre compte des différentes solutions que pourrait inspirer l'équité; il n'a qu'à rechercher si le cas soulevé rentre ou non dans la catégorie de ceux déterminés par le contrat.

Les auteurs qui se sont livrés à l'étude de ces ques-

tions, considèrent on peut le dire à l'unanimité, qu'il y a là un véritable abus. Les annotateurs des répertoires de jurisprudence et en particulier MM. Labbé et Chavegrin (1), mettent en relief dans leurs savantes critiques, les dangers auxquels sont exposés les assurés de bonne foi, et ils estiment que certaines de ces clauses de déchéance sont inconciliables avec la plus élémentaire équité, et contraires à l'ordre public.

M. Planiol, de son côté, apprécie avec sévérité l'attitude de certaines compagnies d'assurances.

« Les compagnies d'assurances contre l'incendie sont exposées à des fraudes dangereuses pour elles ; beaucoup de gens sans scrupules brûlent leur maison pour toucher l'indemnité. Dans certaines régions, le fait était devenu si fréquent, qu'elles se sont vues obligées de refuser de nouveaux contrats. D'autre part, elles ont mis tant d'âpreté à se défendre et créé de si nombreuses causes de déchéance contre les assurés même de bonne foi, qu'elles risquent de décourager leur clientèle. Elles se montrent coulantes pour les petits sinistres, et résistent énergiquement contre les grands, au point qu'on a pu dire qu'en cas d'incendie, il n'y avait guère qu'une chose d'assurée, à savoir un procès.

En dépit de la prétention de droit français de n'avoir que des contrats de bonne foi, le contrat d'assurance est rempli de surprises. Les clauses des polices ont

(1) Notes au Sirey : S. 1880. 2. 225. — S. 1883. 2. 25. — S. et P. 1901. 1. 481.

réussi à créer pour le public une situation dangereuse et intolérable ! (1) »

Les récriminations qui se sont élevées à ce sujet, ont eu leur répercussion au Parlement. Elles ont constitué l'un des arguments en faveur du monopole des assurances par l'Etat. D'autre part, elles ont certainement contribué à provoquer l'élaboration d'un projet de loi destiné à régir tous les contrats d'assurances terrestres. Par arrêté ministériel du 2 mai 1902, le ministre du Commerce nommait une commission extra-parlementaire chargée de préparer ce projet. Trois rapports préparatoires furent présentés : le premier sur les assurances contre l'incendie, par M. Beer, président de Chambre à la Cour d'appel de Paris ; le second sur les assurances-vie par M. Lefort, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, le troisième sur les assurances diverses (assurances contre les accidents, contre les risques de transport, contre les actions en responsabilité civile, etc...), par M. Lyon-Caen, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Le 17 juin 1904, M. Lyon-Caen devenu rapporteur général, présentait au ministre un avant-projet qui devint le projet de loi déposé par M. Doumergue ministre du Commerce le 14 juin 1906 (2).

(1) Planiol, traité élémentaire de droit civil, 4^{me} éd., t. II. p. 680. Voir en ce sens : Thaller, traité de droit commercial n° 759.

(2) Journal officiel : séance du 14 juin 1906. Documents parlementaires. Chambre des députés 1906 p. 578.

Dans son rapport présenté au nom de la commission, M. Lyon-Caen déclare formellement que l'utilité principale d'une loi sur les assurances est de protéger l'assuré contre l'application de certaines clauses draconiennes insérées par les compagnies dans leurs polices.

« Une loi sur les assurances n'a pas seulement la double utilité de rendre irrévocables les bonnes solutions de la jurisprudence et de condamner les mauvaises. Sans doute pour les assurances comme généralement pour les autres contrats, le législateur doit le plus souvent par respect pour la liberté des conventions, se borner à édicter des règles interprétatives que les parties sont toujours libres d'exclure par l'expression d'une volonté contraire. Mais en cette matière, il est indispensable que la loi formule quelques dispositions prohibitives ou impératives.... Le législateur a ici un devoir impérieux que ne peuvent remplir les tribunaux pour lesquels la convention fait la loi des parties. Il faut que la loi remplisse une mission sociale, qu'elle intervienne pour protéger le faible contre le fort, l'assuré contre l'assureur, en prohibant certaines clauses ou en imposant certaines autres. »

A l'heure actuelle, ce projet n'a pas encore abouti. Mais à la veille de ce mouvement législatif, il nous a paru intéressant d'étudier parmi les diverses obligations que l'assureur impose à l'assuré, l'une des plus importantes, celle qui consiste à le renseigner d'une façon exacte et complète sur les diverses particularités qui sont de nature à influencer sur l'opinion du risque, tant au

moment de la formation du contrat que durant le cours de son exécution, et d'examiner quelles sont les conséquences de l'inaccomplissement de cette obligation.

Peut-être estimera-t-on que nous avons fait porter nos recherches sur un point trop particulier ; mais ne suffit-il pas pour justifier notre choix d'un sujet qui ne traite que des réticences et des fausses déclarations de l'assuré dans le contrat d'assurance contre l'incendie, de faire observer combien grande est son importance pratique, et d'insister sur son côté véritablement réaliste ?

Au surplus nous nous sommes proposé de montrer, et c'est là l'idée directrice de cette monographie juridique, dans quelle mesure les compagnies d'assurances, souveraines maîtresses de la rédaction de leurs polices ont aggravé à leur profit les dispositions des principes généraux du droit civil, et celles du Code de commerce applicables au contrat d'assurance contre l'incendie. Il n'était peut-être pas sans intérêt de rechercher en outre, quelle a été, dans ce conflit entre les compagnies et les assurés, l'attitude de la jurisprudence, et d'indiquer avec le plus de précision possible de quelle manière elle a résolu les graves difficultés qui se sont présentées pour l'interprétation de certaines clauses des polices particulièrement importantes.

Après avoir rapidement indiqué dans un premier chapitre quel intérêt présente pour l'assureur la parfaite connaissance de l'étendue du risque qu'il prend à sa charge, nous étudierons dans le chapitre II les réticences et les fausses déclarations de l'assuré d'après les règles

du droit civil, d'après l'article 348 du Code de commerce et d'après les clauses insérées dans les polices d'assurances. Le chapitre III sera consacré aux réticences et aux fausses déclarations postérieures à la formation du contrat. Nous examinerons ensuite dans le chapitre IV quelles sont les fins de non-recevoir que l'assuré peut opposer aux diverses exceptions de déchéance que l'assureur invoque contre lui; et enfin, dans un cinquième et dernier chapitre nous aurons à apprécier de quelle manière le projet de loi résout les principales difficultés qui se sont élevées sur ces différentes questions.

CHAPITRE PREMIER

De l'opinion du risque ; son importance.

L'assurance est un contrat (1) par lequel l'assureur s'oblige, moyennant une rémunération appelée prime ou cotisation, à indemniser l'assuré des pertes ou dommages que peut éprouver celui-ci par suite de la réalisation d'un événement préjudiciable appelé sinistre. On appelle « risque », l'étendue actuelle des dommages susceptibles de se réaliser, par rapport au degré plus ou

(1) Au point de vue économique, l'assurance comme le dit fort bien M. Chaufon (tome I, N° 107) « est la compensation des effets du hasard par la mutualité organisée suivant les règles de la statistique ; elle a pour cause la crainte d'un dommage éventuel, et pour objet la réparation de ce dommage. »

L'historique de l'assurance remarquablement tracé dans la notice du baron Cerise ne nous paraît pas avoir sa place marquée ici. Elle est inconnue dans l'antiquité ; son existence nous est révélée au moyen âge. Quelques compagnies d'assurances firent leur apparition à la fin du XVIII^{me} siècle, mais furent supprimées par la Révolution. Au cours de la Restauration l'assurance-vie et l'assurance-incendie prirent une grande extension. C'est à cette époque que se fondèrent la plupart des grandes compagnies actuelles.

moins grand de probabilité de leur réalisation dans une unité de temps déterminée. Plus simplement, le risque est l'étendue de la responsabilité qu'assume l'assureur au moment de la formation du contrat.

Il serait difficile sinon impossible, d'évaluer la gravité d'un risque si l'on envisageait un cas isolé. En effet, ou bien le sinistre se produira, ou bien il ne se produira pas. Dans le premier cas, il devra être évalué à zéro ; dans le second, on ne pourra en connaître l'étendue que postérieurement à sa réalisation. Mais la question change d'aspect lorsqu'on envisage un ensemble de risques. L'expérience démontre que les sinistres se produisent avec une fréquence déterminée. L'on sait par exemple, combien dans une ville composée d'un nombre donné de maisons, il se produira annuellement d'incendies ; l'on sait aussi quelle sera approximativement leur gravité. De savantes et minutieuses statistiques ont été dressées à cet égard par les compagnies. Elles sont d'autant plus exactes qu'elles portent sur un nombre de cas plus considérable. L'on est parvenu ainsi à ranger les risques en catégories diverses suivant leur importance, et à déterminer avec une rigueur mathématique, le degré de probabilité des sinistres dans des circonstances données. Cette certitude que les sinistres se produisent avec une régularité à peu près constante, présentant seulement des oscillations autour d'un chiffre moyen, est nécessaire au bon fonctionnement de l'assurance, car elle fait disparaître du côté de l'assureur le caractère aléatoire du contrat.

Si l'assurance fonctionnait comme contrat isolé, elle se réduirait à une sorte de pari à mise inégale, que le sinistre arrivera ou n'arrivera pas dans le délai fixé. Ainsi compris, ce contrat serait un marché de dupes, car l'assureur n'a aucune raison pour courir le risque à la place d'autrui (1). Si au contraire les assurés sont nombreux, l'assureur connaissant l'importance de la perte totale résultant des sinistres annuels, la répartit entre eux, en prélevant des primes ou des cotisations. La totalisation de ces versements constitue une épargne collective qui servira à indemniser les sinistrés. Chaque assuré peut donc grâce à un léger sacrifice pécuniaire, se mettre à l'abri de la perte éventuelle qui le menace.

Connaissant l'importance d'un ensemble de risques et les ayant rangés en différentes catégories, il sera facile à l'assureur d'évaluer un risque particulier. Plusieurs éléments influent sur la gravité du risque. Il y a en premier lieu la valeur plus ou moins grande de l'objet assuré. Il est bien évident que plus un immeuble est important, plus les pertes qui peuvent résulter d'un incendie même partiel, seront considérables ; En deuxième lieu, il y a le degré probable d'intensité du sinistre ; et enfin le degré de probabilité de sa réalisation, qui variera notamment avec la nature des matériaux dont est construite la maison assurée, l'éloignement des postes de secours contre l'incendie, etc.

C'est à l'aide de ces divers éléments que l'on par-

(1) Planiol : Traité de droit civil. Tome II, p. 675.

viendra à évaluer le risque, ou ce qui revient au même, à déterminer avec une précision rigoureuse quel doit être le taux de la prime destinée à dédommager l'assureur de la responsabilité qu'il assume. Si nous supposons que les trois éléments composant le risque soient représentés par les chiffres suivants :

Valeur de l'immeuble assuré. . . .	40.000
Importance probable du dommage .	1/4
Probabilité du sinistre (p ^r une année).	$\frac{2}{1.000}$

Il suffira pour connaître le taux de la prime de multiplier ces trois nombres. Nous aurons :

$$40.000 \times \frac{1}{4} \times \frac{2}{1000} = 20$$

La prime minima que l'assureur devra percevoir, sera donc de 20 francs.

A côté de ces éléments constitutifs du risque, qui sont objectifs et précis, il en est d'autres, d'ordre psychologique dont la connaissance sera très utile à l'assureur. Il est certain que les chances d'incendie augmenteront si l'assuré est une personne négligente ou peu précautionnée, ou encore assez peu scrupuleuse pour ne pas hésiter le cas échéant à mettre volontairement le feu à sa maison dans l'espoir de toucher l'indemnité stipulée (1).

(1) Pour déjouer de semblables calculs, les compagnies ne s'engagent à verser en cas de sinistre, qu'une somme généralement inférieure à la valeur de l'objet assuré. D'autre

L'intérêt qu'a l'assureur à se faire une opinion exacte du risque, est évident. C'est le seul moyen pour lui de déterminer le taux de la prime. A chaque catégorie de risques correspond un tarif spécial établi avec une extrême précision par le calcul des probabilités. Si son appréciation est erronée la prime ne sera pas équivalente à la gravité du risque. Or, si elle est insuffisante, il est manifeste que l'assureur sera lésé dans ses intérêts. L'évaluation du risque, la connaissance parfaite de toutes les particularités qui peuvent l'aggraver constituent les conditions *sine qua non* du bon fonctionnement de l'assurance.

Le conseiller Corvetto dans son rapport au Corps législatif du 8 septembre 1807 sur l'article 348 du Code de commerce, indique fort clairement combien est impérieuse l'obligation qui incombe à l'assuré de renseigner complètement l'assureur sur l'étendue du risque dont celui-ci assume la responsabilité.

« L'assureur a le droit de connaître toute l'étendue du risque dont on lui propose de se charger. Lui dissimuler quelque circonstance qui pourrait changer le sujet du risque, ou en diminuer l'opinion, serait lui faire supporter des chances dont il ne voudrait peut-être pas se charger, ou dont il ne se chargerait qu'à des con-

part, l'assurance étant un contrat d'indemnisation ne peut jamais être une source de bénéfice pour l'assuré. — Voir sur ce point le rapport sur l'avant-projet de la loi de M. Beer. — Commission du contrat d'assurance Imprimerie Nationale 1904.

ditions différentes. Ce serait en un mot le tromper. Dès lors le consentement réciproque qui seul peut animer un contrat viendrait à manquer. Le consentement de l'assuré porterait sur un objet et celui de l'assureur sur un autre ; les deux volontés marchant dans un sens divergent ne se rencontreraient pas, et il n'y a cependant que la réunion de ces volontés qui puisse constituer ce contrat. »

Par quel procédé l'assureur arrivera-t-il à déterminer rigoureusement l'importance du risque qu'il assume, et à connaître dans chaque cas particulier les diverses particularités qui l'aggravent?

Il peut évidemment procéder à une enquête et faire inspecter les lieux assurés par ses agents ou ses mandataires. Mais comme les détails à connaître sont fort nombreux, une enquête, pour être efficace, se transformerait en une véritable perquisition présentant un caractère vexatoire pour l'assuré. Mais de plus ses résultats seraient fort incertains. L'assuré seul connaît la véritable situation matérielle et juridique de l'objet assuré. Il est donc simple et logique à la fois, et conforme d'ailleurs à ce principe que l'assurance est un contrat de bonne foi, de lui imposer l'obligation de faire des déclarations aussi précises et aussi complètes que possible, sur l'étendue du risque.

CHAPITRE II.

Les réticences et les fausses déclarations lors de la formation du contrat.

Il arrive fréquemment dans la pratique, que l'assuré ne fait pas au moment de la formation du contrat des déclarations aussi exactes et complètes que l'assureur serait en droit de l'exiger. Cela tient à deux raisons distinctes.

En premier lieu, l'assuré peut être de mauvaise foi. Il cherche dès lors à contracter dans les conditions les moins onéreuses. Il sait que la prime est d'autant plus forte que le risque est plus considérable. S'il est peu scrupuleux, il s'efforcera de tromper l'assureur, en lui donnant à croire que le danger du feu est moins grand qu'il ne l'est réellement. Il emploiera dans ce but deux moyens : les réticences, c'est-à-dire les omissions volontaires et faites en connaissance de cause, et les fausses déclarations. Il parviendra ainsi à dissimuler à la compagnie diverses particularités qui, aggravant le risque, auront pour effet d'augmenter le taux de la prime. Par exemple, il dissimulera à l'assureur la présence dans sa

maison de marchandises ou denrées inflammables, ou d'un appareil d'éclairage ou de chauffage considéré comme dangereux ; il ne mentionnera pas que l'immeuble assuré est situé à proximité d'une usine ou d'une habitation couverte en chaume, il affirmera faussement qu'il n'a jamais subi de sinistres antérieurs, etc.

En second lieu, l'assuré peut être de bonne foi, et ignorer l'existence de certaines particularités que l'assureur a cependant intérêt à connaître, ou s'abstenir de faire certaines déclarations qu'il juge complètement inutiles, alors qu'elles influent néanmoins sur la gravité du risque. Enfin, il peut involontairement commettre certaines erreurs sur des points de détail.

Frauduleuses ou non, les omissions ou les inexactitudes de l'assuré causeront à l'assureur un préjudice plus ou moins grand. Dans les deux cas, il importe que des sanctions interviennent, car l'assuré n'a pas rempli les obligations auxquelles il était assujéti. Il est même juste de dire qu'elles doivent être particulièrement sévères en raison même de la multiplicité des contrats que passe l'assureur ; il importe d'éviter que l'assuré négligent ou déloyal ne trouve de trop nombreux imitateurs.

Quelle est d'une manière précise l'étendue de l'obligation qui incombe à l'assuré de faire lors de la formation du contrat des déclarations exactes et complètes sur le risque, et quelles sont les sanctions qu'elle comporte ?

La question présente une certaine complexité, et les textes sur cette matière sont très peu nombreux. Pour plus de clarté, nous l'envisagerons successivement :

1° D'après les principes généraux du code civil.

2° D'après les dispositions de l'article 348 du code de commerce.

3° D'après les clauses des polices d'assurances qui ont introduit de graves dérogations aux principes du droit commun.

SECTION I.

Les réticences et les fausses déclarations

d'après le code civil.

Les principes généraux du code civil sur la matière des contrats en général, peuvent dans certains cas et sous certaines conditions, sanctionner de deux manières différentes, l'obligation qu'assume l'assuré de faire lors de la formation du contrat des déclarations exactes et complètes sur le risque.

Si ces déclarations sont fausses, ou contiennent des réticences, ou même simplement des erreurs ou des omissions, l'assureur aura le choix entre deux partis : il pourra invoquer la nullité du contrat, ou réclamer à l'assuré des dommages-intérêts, en raison de l'inexécution de ses obligations.

Toutefois ces deux actions ne protègent qu'insuffisamment l'assureur, car la première est d'une application fort restreinte, et la seconde ne lui permet pas d'ob-

tenir la réparation intégrale du préjudice qui lui est causé.

A. — Action en nullité.

L'assureur ne s'engage à indemniser l'assuré en cas de sinistre, qu'après s'être fait une certaine opinion sur le risque d'après les déclarations de l'assuré. Si cette opinion se trouve erronée, son consentement pourra, dans certaines conditions, n'être pas considéré comme valable, et dès lors il sera recevable à demander la nullité du contrat. S'il réussit à la faire prononcer, le contrat sera nul et de nul effet; d'une part, il devra restituer le montant des primes, mais d'autre part, il sera délié de son engagement de réparer en cas de sinistre le préjudice causé. La nullité du contrat produira donc un résultat très avantageux pour l'assureur, mais très préjudiciable à l'assuré; celui-ci, en cas de sinistre n'aura droit à aucune indemnité.

Dans quelles conditions les réticences ou les fausses déclarations de l'assuré, ses omissions ou ses inexactitudes pourront-elles diminuer l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur, au point que celui-ci puisse prétendre que son consentement n'a pas été valable?

D'après l'article 1109 du code civil, les vices qui peuvent altérer le consentement au point de le rendre nul, et entraîner en conséquence la nullité du contrat, sont l'erreur, la violence et le dol : « Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné

que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence, ou surpris par dol ».

Laissons de côté la violence, car le contrat d'assurance n'est pas de ceux que l'on conclut sous la pression exercée par des gens mal intentionnés, mais il n'en est pas de même de l'erreur et du dol dont la pratique connaît certains exemples.

I^o — Nullité du contrat pour erreur dans
le consentement.

Aux termes de l'article 1110 l'erreur n'est une cause de la nullité de la convention que dans le cas où elle porte sur la substance même de la chose qui en est l'objet. En quoi consiste la substance de la chose ? Dans un premier système, la substance consiste dans l'ensemble des éléments matériels et des propriétés qui constituent la nature spécifique de la chose et la distinguent d'après l'opinion commune des choses et de toute autre espèce, ou encore dans la qualité dont l'absence dénature la chose (1).

Dans un second système, la substance est la qualité la plus importante de la chose, celle que les parties ont eue principalement en vue en contractant, et dont l'ab-

(1) Aubry et Rau. 4^e éd., t. 4, N^o 343. p. 296. — Huc. t. 7, N^o 22.

sence si elle eût été connue, eût mis obstacle à la conclusion du contrat (1).

Mais quelle que soit, l'opinion adoptée, il est certain que dans la majorité des cas, les erreurs ou les omissions contenues dans les déclarations de l'assuré ne porteront pas sur la substance même du risque, mais seulement sur sa gravité, c'est à dire sur sa valeur. Si, pour prendre un exemple, l'assuré omet de déclarer que sa maison contient des denrées inflammables ou qu'elle est contigüe à une usine, ou s'il ne mentionne pas qu'il a éprouvé un sinistre antérieur, sa réticence n'aura d'autre effet que de porter l'assureur à considérer le risque comme moins grave qu'il ne l'est réellement. Or, la valeur d'une chose ne peut être considérée comme une qualité substantielle. L'erreur d'une des parties sur cette valeur, ne peut donc entraîner la nullité du contrat, sauf dans le cas où la lésion est admise comme une cause de rescision (2).

De même, il n'y a pas erreur sur la substance de la chose, lorsque l'assuré n'a pas mentionné en quelle qua-

(1) En ce sens Laurent : t. 15, Nos 488 et suivants. — Baudry-Lacantinerie et Barde : t. 1, N^s 53 et suivants. — Planiol : 2^e éd., tome 2, N^o 1053 — D. P. 74, 1, 329 — 92, 2, 257.

(2) Demolombe t. 24 N^o 128. — Baudry-Lacantinerie et Barde t. 1, N^o 71. — Planiol t. 2, N^o 1055.

En ce sens : Pau 20 janvier 1875. D. P. 76, 2. 238. — Cass. Req. 1^{er} mars 1876. D. P. 77. 1. 155. — Douai 31 juillet 1895. D. P. 98. 1. 354.

lité il agit, s'il se prétend par exemple le propriétaire de l'immeuble assuré, alors qu'il en est que l'usufruitier. Cela résulte des dispositions de l'article 1120 2^m alinéa : « L'erreur n'est pas une cause de nullité lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a l'intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention ». En tous cas, l'assureur devra faire la preuve fort difficile qu'il n'aurait pas contracté s'il avait connu la véritable qualité juridique de l'assuré.

Les réticences et les fausses déclarations de l'assuré, ne seront donc pas en général, constitutives de l'erreur dans le sens de l'article 1110 du Code civil. Dans des cas exceptionnels, il pourra cependant y avoir erreur sur la substance même du risque, lorsque par exemple, croyant assurer tel immeuble, la Compagnie en a assuré tel autre, ou lorsqu'au lieu de garantir son cocontractant contre le préjudice résultant de la perte de l'objet du contrat, elle le garantit contre le recours des voisins ou des locataires.

Toutefois, lorsque l'action en nullité pour cause d'erreur pourra être utilement intentée par la compagnie, elle présentera pour elle l'avantage considérable de pouvoir être exercée même contre un assuré de bonne foi. Peu importe, en effet, que les déclarations de ce dernier aient été ou non frauduleuses, si elles ont abouti à tromper l'assureur sur la substance même du risque. La compagnie n'aura donc pas en ce cas, à faire la preuve souvent difficile de la mauvaise foi de l'assuré.

II. — Nullité du contrat pour cause de dol.

Dans quelles conditions les réticences et les fausses déclarations de l'assuré sur le risque peuvent-elles rendre l'assureur recevable à intenter l'action en nullité du contrat pour cause de dol ?

Aux termes de l'article 1116 du Code civil, le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Evidemment comme dans le cas précédent, le consentement ne sera tenu pour vicié par le dol qu'autant que la partie qui en a été la victime, a été induite en erreur. Mais à la différence du vice d'erreur défini par l'article 1110 du Code civil, il n'est pas nécessaire qu'elle ait porté sur la cause de l'obligation contractée, ou sur la substance de la chose qui en fait l'objet. Il suffira qu'elle porte sur des qualités non substantielles ou sur des motifs de circonstance qui ont pu déterminer son consentement (1).

La preuve que devra faire le demandeur dans l'action en nullité pour cause de dol sera donc moins difficile à ce point de vue que dans le cas d'erreur. Peu importe que l'assureur se soit mépris sur la substance même du risque ou seulement sur l'une de ses qualités circons-

(1) Demolombe t. 24 N° 181. — Aubry et Rau t. 4 p. 304. — Planiol t. 2, N° 1065.

tanciennes, s'il établit que le dol a été déterminant, c'est-à-dire s'il prouve que sans ce dol il n'aurait pas contracté.

Mais, par contre, il devra prouver en outre, aux termes mêmes de l'article 1116 du Code civil que l'assuré a employé pour le tromper des manœuvres frauduleuses. Un simple mensonge ne constitue pas le dol, encore moins une réticence (1). Il ne suffira donc pas que l'assuré se soit borné à diminuer l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur, il faudra de plus qu'il ait employé dans ce but des artifices coupables destinés à le circonvenir, et l'empêcher d'apprécier sainement l'étendue du risque (2).

Or, le plus souvent, les réticences et les fausses déclarations ne sont pas accompagnées de ces manœuvres dolosives. Les compagnies n'ont pas l'habitude de procéder à une inspection minutieuse des lieux et préfèrent s'en rapporter aux déclarations de l'assuré quitte à en contrôler l'exactitude après le sinistre quand le moment sera venu de payer l'indemnité. Il suffira donc à l'assuré de mauvaise foi de passer sous silence certaines des particularités qui aggravent le risque, ou de les signaler inexactly. L'action en nullité pour

(1) Baudry-Lacautinerie et Barde, N° 102. — Larombière, t. 1, art. 1116, N° 5. — Laurent, t. 15, N° 528.

(2) Aix, 2 juillet 1826, J. G. Obligat. 207. — Montpellier, 9 janvier 1869 sous Req. 1^{er} déc. 1870, D. P. 70. 1.200. — Trib. civ. Seine 3 août 1897 D. P. 98. 2. 51.

cause de dol sera comme la précédente d'une application délicate et restreinte.

B. -- Action en dommages-intérêts.

Les articles 1146 et suivants du code civil relatifs aux dommages-intérêts dus en raison de l'inexécution des obligations, permettent à l'assureur de demander à l'assuré la réparation du préjudice qu'il éprouve en raison de ses réticences et de ses fausses déclarations.

En effet, de la nature même du contrat d'assurance résulte pour l'assuré l'obligation de renseigner l'assureur sur l'étendue du risque qu'il met à sa charge; s'il ne le fait pas, si, soit de mauvaise foi, soit par négligence coupable, il lui donne des indications erronées, il commet une faute contractuelle dont il doit réparation.

En actionnant l'assuré en dommages-intérêts, l'assureur n'a à sa charge que le fardeau d'une preuve facile. Il n'a à prouver ni son erreur sur la substance de la chose, ni les manœuvres frauduleuses de son cocontractant, mais seulement le préjudice subi et la violation du contrat.

Mais par contre, les réparations qu'il pourra ainsi obtenir seront loin d'équivaloir à celles qui résultent de la nullité du contrat d'assurance. Si le contrat est frappé de nullité, l'assureur est déchargé de l'obligation d'indemniser l'assuré. Cette obligation subsiste au contraire dans le cas qui nous occupe. L'indemnité stipulée devra être versée par lui au moment du sinistre. Le juge pourra

seulement en déduire le montant de la somme qu'il lui allouera à titre de dommages-intérêts.

En dehors du cas où ces dommages-intérêts sont déterminés par une clause pénale, le juge ne pourra les octroyer que dans les limites fixées par la loi et notamment par les articles 1150 et 1151 du Code civil (1).

Or, les dispositions des dits articles restreignent considérablement le pouvoir d'appréciation du juge. Aux termes de l'article 1150 le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors de la formation du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée. L'article 1151 se plaçant dans l'hypothèse où l'auteur de la faute contractuelle est de mauvaise foi, dispose que même dans ce cas les dommages-intérêts ne doivent comprendre à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention. Or, si l'on envisage le cas où les déclarations de l'assuré ont été frauduleuses, quelle sera la suite immédiate et directe de ses réticences et de ses fausses déclarations ? Elle consistera purement et simplement en un manque à gagner pour la compagnie d'assurances, résultant de ce qu'elle n'a pas perçu des primes suffisamment élevées. L'assureur ne pourra donc demander que le complément de ces primes. Pour le surplus, le contrat subsistera dans tous ses effets.

L'assureur ne peut se contenter d'une semblable

(1) Civ. c. 3 mars 1897. D. P. 98. 1. 118.

solution. Elle n'est équitable qu'en apparence. Il est vrai qu'en obtenant le complément des primes, il se trouve dans la même situation que si les déclarations de l'assuré avaient été sincères et exactes, mais il n'en est ainsi que dans ses rapports avec l'assuré coupable de la réticence ou de la fausse déclaration. Les autres assurés comprenant qu'ils ont tout à gagner et rien à perdre, à diminuer même sciemment l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur, ne tarderaient pas à commettre à leur tour des réticences et à faire de fausses déclarations. Ce serait pour l'assureur un danger considérable. Ainsi par le seul fait que l'assurance ne fonctionne jamais comme contrat isolé, mais implique au contraire l'existence d'un grand nombre de contractants, il est nécessaire de sanctionner plus rigoureusement que d'après les principes du droit commun l'obligation qui incombe à ceux-ci de faire connaître à l'assureur l'étendue exacte du risque, au moment de la formation du contrat.

SECTION II.

Les réticences et les fausses déclarations d'après
l'art. 348 du Code de commerce.

Nous avons vu que les principes généraux du Code civil en matière de nullité des contrats pour vice du

consentement, et en matière de dommages-intérêts pour inexécution des conventions, ne suffisaient pas à protéger l'assureur contre les réticences et les fausses déclarations de l'assuré.

Le législateur l'a compris, et il a comblé cette lacune par l'article 348 du Code de commerce ainsi conçu : « Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, toute différence entre le contrat d'assurance et le connaissance qui diminueraient l'opinion du risque, ou en changeraient le sujet, annulent l'assurance.

L'assurance est nulle, même dans le cas où la réticence, la fausse déclaration ou la différence n'auraient pas influé sur le dommage ou sur la perte de l'objet assuré ».

Cet article contenu dans le titre deuxième du livre II du Code de commerce sur les assurances maritimes, a été reconnu applicable aux assurances contre l'incendie par tous les auteurs et par une jurisprudence unanime(1).

Ce texte tient à marquer sa rigueur. Il annule l'assurance, même dans le cas où la réticence et la fausse déclaration n'ont point influé sur le dommage ou sur la perte de l'objet assuré. Il déroge au droit commun sur tous les points où celui-ci était insuffisant. La nullité qu'il édicte est d'un ordre particulier ; elle sera prononcée même si l'erreur porte sur une qualité non substantielle de la chose, et n'a pour effet que

(1) Voir Rép. gén. dr. fr. V^o ass. terr. N^o 590.

de diminuer l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur.

Quelles sont d'une manière précise les conditions d'application de l'article 348 du Code de commerce? Elles sont au nombre de deux : une réticence ou une fausse déclaration, et une diminution de l'opinion du risque.

A. Réticence et fausse déclaration.

Une controverse s'est élevée en doctrine sur le sens qu'il convient de donner aux mots *réticence* et *fausse déclaration*. Dans un premier système on a soutenu que ces mots impliquaient la mauvaise foi de l'assuré, et qu'en conséquence la nullité édictée par l'article 348 ne devait pas être prononcée lorsqu'on se trouvait en présence d'un assuré de bonne foi coupable seulement d'une omission ou d'une erreur involontaire.

Dans un second système beaucoup plus défavorable aux intérêts des assurés, et qui a triomphé en doctrine et partiellement en jurisprudence, on a prétendu au contraire qu'une simple erreur ou une simple omission échappée par mégarde à un assuré de bonne foi, suffisait, si elle diminuait l'opinion du risque, à rendre l'assureur recevable à demander la nullité de l'assurance, et à priver l'assuré en cas de sinistre de tous les avantages du contrat.

Le premier système a pour lui l'autorité de M.

Labbé (1). Il a été également soutenu par M. Chavegrin (2). Ces auteurs ont été frappés de la sévérité particulière des dispositions de l'article 348, Suivant leur opinion elle n'est légitime et équitable que si l'on suppose que l'assuré a trompé sciemment l'assureur pour lui faire accepter des risques dont il n'aurait pas voulu se charger ou dont il se serait chargé dans des conditions différentes. Il leur paraît inadmissible que l'on puisse soumettre à une règle identique la bonne et la mauvaise foi.

« Traiter la bonne foi comme le dol, dit M. Chavegrin, annuler l'assurance, assimiler l'honnête homme... au spéculateur indélicat qui ment pour réaliser un profit, ce serait méconnaître l'équité la plus élémentaire, ce serait aussi consacrer un résultat peu favorable au développement de l'assurance. Si le proposant qui ne cache rien de ce qu'il sait ou peut savoir, court, malgré sa loyauté, le danger d'une annulation, beaucoup hésiteront à traiter. Il serait donc à la fois juste et politique de restreindre au cas de mensonge ou d'inexactitudes non excusables, la nullité de la convention » (3).

Aussi dans ce système le législateur n'a-t-il voulu atteindre que les assurés de mauvaise foi, et l'on donne de l'article 348 l'explication suivante : Il serait à peu de

(1) Voir notamment note au Sirey sous Rouen 7 mai 1875 S. 1880. 2. 225 et suiv.

(2) Note au Sirey. S. 1901. 1. 481. — Journal La Loi 1890. p. 247.

(3) S. 1901. 1. 484.

chose près une application particulière de l'article 1116 du Code civil sur le dol ; seulement l'assureur serait dispensé de prouver que les manœuvres dolosives, ou simplement la fraude de l'assuré ont été déterminantes. Il n'aura pas à établir que sans elles il n'aurait pas contracté ; il suffira qu'elles aient abouti à une simple diminution de l'opinion du risque. Mais en dehors du cas de mauvaise foi, il faut retomber dans l'application du droit commun en matière d'erreur, et s'en rapporter purement et simplement à l'article 1110 du Code civil. On ne saurait sans un texte formel, édicter la nullité d'un contrat pour cause d'erreur non substantielle. C'est ce qu'indique M. Labbé :

« D'après sa rédaction, l'article 348 a un sens non équivoque à nos yeux. Il fait allusion à la mauvaise foi ; il applique au contrat d'assurance le principe de la nullité pour cause de dol. Il suffit alors que l'erreur aggravée par le dol ait eu simplement la portée de modifier l'opinion du risque. La loi commerciale semble déroger au droit commun en ce point qu'elle n'exige pas la preuve que sans l'erreur le contrat n'aurait pas été fait, que l'erreur a été déterminante. Elle permet à l'assureur de demander la nullité même au cas où il serait vraisemblable que complètement éclairé sur les circonstances il aurait contracté, mais seulement à d'autres conditions. La loi a épargné au juge cette distinction difficile... Le dol, quelle que soit la gravité de l'erreur emporte la nullité de la volonté de l'assureur. Mais l'article 348 nous paraît s'accorder avec le droit commun en ce qu'il fait

découler la nullité de la mauvaise foi, toutes les fois que l'erreur n'est pas substantielle (1) ».

Il faut donc dans ce système, distinguer soigneusement le cas du dol de celui de la bonne foi. Si l'assuré a trompé sciemment l'assureur, la nullité du contrat sera prononcée même lorsque le dol n'a pas été déterminant. Si au contraire l'assuré est de bonne foi, il faudra appliquer la théorie ordinaire de l'erreur. La diminution de l'opinion du risque ne suffira pas pour faire annuler l'assurance, il faudra de plus que la réticence ou la fausse déclaration ait provoqué dans l'esprit de l'assureur une confusion portant sur la substance même de la chose.

Enfin cette théorie s'appuie sur le sens grammatical des mots *réticence* et *fausse déclaration*. Ils évoquent l'idée de mauvaise foi, et c'est rigoureusement exact : la réticence est le fait de garder sous silence une chose que l'on devrait déclarer.

Cette interprétation de l'article 348 du Code de commerce, très favorable aux assurés, ne présenterait pas, disent les auteurs qui en sont partisans, de graves inconvénients pour les compagnies d'assurances.

« Les compagnies d'assurances, dit M. Labbé, pourraient sans danger s'y rallier. Elles renonceraient à quelques rares procès, à quelques gains médiocres. Elles inviteraient à se faire assurer une foule de personnes

(1) N. au Sirey. 1880, 2. 226.

qui dans une matière aussi délicate veulent ne répondre que de leur loyauté (1) ».

Cette argumentation n'a pas été sans écho. Tandis que la jurisprudence applique rigoureusement l'article 348 sans tenir compte de la bonne foi de l'assuré en matière d'assurances maritimes, elle ne maintient pas unanimement une semblable solution en matière d'assurances terrestres. Certaines décisions établissent une distinction assez subtile, basée sur la connaissance qu'avait l'assuré des points litigieux au moment de la formation du contrat. L'assuré connaissait-il les diverses particularités qui font l'objet des réticences ou des fausses déclarations ? Dans ce cas, même s'il a été de bonne foi, même si c'est par erreur ou par oubli qu'il ne les a pas mentionnées exactement à l'assureur, le contrat est entaché de nullité, car il y a de sa part une négligence coupable. Au contraire les ignorait-il ? Dans ce cas il est d'une bonne foi absolue, et on ne saurait retenir contre lui une réticence ou une fausse déclaration d'après le sens précis de ces expressions, car elles doivent pour entraîner l'annulation, avoir été sinon dolosives, du moins conscientes. C'est ce qu'exprime clairement M. Dupuich dans une note au Sirey : « Si la nullité du contrat est écartée, ce n'est pas parce l'erreur a été commise de bonne foi, c'est parce que légalement, il n'y a pas

(1) Labbé, note au Sirey sous Paris 17 février 1881. S. 83. 2. 25.

réticence. Pour taire, il faut savoir. La réticence ne se comprend que d'une chose que l'on connaît (1) ».

C'est aussi l'avis de M. Bédarride :

« Ainsi que l'indique le mot lui-même, la réticence ne peut s'entendre que d'un fait connu par l'assuré et non déclaré par lui. En conséquence, l'exception la plus péremptoire à opposer à la poursuite en application de l'article 348 est celle que fournirait l'ignorance dans laquelle aurait été l'assuré relativement au fait signalé. Cette ignorance est toujours présumée. La réticence est un dol ou une fraude qui n'est jamais présumée, c'est à l'assureur qui l'allègue à la justifier. Or, la preuve à cet égard doit avoir un double objet, l'existence d'un fait au moment de la signature de la police, la connaissance qu'en a eue l'assuré à la même époque (2) ».

Ainsi, dans cette opinion, le souscripteur de la police conservera le bénéfice du contrat si par exemple, assuré contre l'incendie, il omet de déclarer des sinistres antérieurs dont il n'avait pas eu connaissance, ou si, assuré sur la vie, il ne renseigne pas la Compagnie sur telle ou telle maladie dont il ne se savait pas atteint (3).

(1) S. 1894. 2. 594. Voir aussi Dupuich traité des assurances sur la vie p. 193 n. 2 N° 84. — Lefort traité théorique et pratique des assurances sur la vie t. III. p. 53.

(2) Bédarride commentaire du Code de commerce. Livre II. N° 1214. — Voir aussi le N° 2117.

(3) Tribunal Seine, 29 octobre 1888, journal des assurances 88. p. 15. — Trib. Seine, 5 mai 1890, journ. ass. 90.

D'autres décisions sont allées plus loin. Elles refusent de prononcer la nullité du contrat lorsque les réticences ou les fausses déclarations ne sont pas dolosives, sans distinguer si l'assuré connaissait ou ignorait les différentes circonstances que l'assureur a intérêt à connaître. Elles interprètent l'article 348 restrictivement : elles n'en appliquent les dispositions qu'au cas de mauvaise foi de l'assuré. Ce principe est formulé dans un arrêt rendu le 17 mai 1889 par la Cour d'appel de Paris :

« Considérant, dit la Cour, que si la dissimulation ou la réticence par l'assuré vis-à-vis de l'assureur peut entraîner la nullité de la convention passée entre eux et décharger l'assureur de ses obligations, il faut que la dissimulation ou la réticence soit volontaire et dolosive et de nature à influencer sur l'opinion de l'étendue du risque (1) ».

Plusieurs décisions ont été rendues dans le même sens(2); mais la Cour de cassation n'est pas prononcée.

p. 443. — Paris 29 juin 1892 journ. ass. 92. p. 191. — Trib. Tours 30 août 1871 D. P. 78. 2. 58. — Nancy 12 nov. 1887. S. 88. 2. 150. — Paris 18 juillet 1895. D. P. 96. 2. 428. — Trib. comm. Lyon 30 mars 1903 journ. ass. 1908. p. 207.

(1) Paris 17 mai 1889. S. 91. 2. 215.

(2) Rouen 21 janvier 1876. S. 1878. 2. 237. D. 78. 1. 296. — Rouen 7 mai 1877. S. 1880. 2. 225. — Nancy 12 nov. 1887. S. 1888. 2. 150. — Comm. Seine 4 août 1892. journ. ass. 92. p. 422. D. P. 64. 2. 593. — Paris 12 janvier 1894 D. P. 94. 2. 593. — Paris 22 mars 1893. D. P. 94. 2. 425. — Paris 22 mars 1894. D. P. 94. 2. 593 avec note.

Reconnaissant aux juges du fond un pouvoir souverain d'appréciation sur le sens des conventions passées entre les parties, elle se borne à constater qu'ils ont pu interpréter dans un sens ou dans l'autre les dispositions de l'article 348 du Code de commerce suivant l'intention probable des parties (1). Tout se réduit alors à une question de fait.

Cette première interprétation de l'article 348 ne nous semble pas exacte, et nous préférons nous ranger à l'avis de la doctrine qui admet la nullité du contrat d'assurance, même dans le cas où les réticences et les fausses déclarations ont été faites de bonne foi.

Cette seconde théorie est formulée nettement dans un *attendu* d'un arrêt de la Cour de Rennes du 14 juin 1869, ainsi conçu :

« Attendu en droit que les fausses déclarations de l'assuré n'ont pas besoin pour entraîner la nullité du contrat d'avoir été faites de mauvaise foi ; qu'il suffit qu'elles soient de nature à induire l'assureur en erreur sur le caractère du risque (2) ».

L'article 348 doit être considéré comme dérogatoire à l'article 1110 du Code civil en ce sens qu'il édicte la nullité du contrat même dans le cas où l'erreur n'est pas substantielle, quand elle provoque une simple diminution de l'opinion du risque. La sévérité de ses dis-

(1) Req. 19 juin 1900. D. P. 1901 1. 356. — Cass. 10 déc. 1902. S. et P. 1903. 1. 261.

(2) Rennes 14 juin 1869. D. P. 71. 2. 126.

positions à l'égard de l'assuré est très compréhensible, d'abord parce que l'assureur est obligé pour apprécier le risque de s'en rapporter presque exclusivement aux déclarations qui lui sont faites ; ensuite parce qu'en matière d'assurance, une erreur même légère est d'une grande importance en raison même du caractère aléatoire du contrat. Si comme le dit M. Labbé, une erreur portant sur une qualité susceptible de plus ou de moins n'est pas considérée comme substantielle dans la plupart des contrats, il doit en être différemment dans le contrat d'assurance, car elle aboutira à faire passer le risque d'une catégorie dans une autre. Or, il est rigoureusement indispensable pour l'assureur que chaque risque soit rangé dans la catégorie qui lui correspond. On peut même dire qu'une exacte classification du risque porte sur la substance même de l'objet du contrat d'assurance. C'est l'avis de M. Couteau :

« Le dol vicie le consentement, mais l'erreur le vicie également lorsqu'elle porte sur la substance. Or ici, la substance du contrat, c'est l'appréciation des risques (1) ».

Peu importe donc que ce soit par inadvertance que l'assuré ait omis de déclarer quelque circonstance essentielle ; l'erreur même commise de bonne foi n'en est pas moins une erreur.

Au surplus le doute n'est pas permis si l'on se reporte aux travaux préparatoires de l'article 348. Dans son

(1) Couteau. Traité des assurances sur la vie. t. II p. 340.

exposé des motifs, le conseiller d'Etat Corvetto ne fait aucune distinction suivant que l'assuré est de bonne ou de mauvaise foi. L'assureur, dit-il, a le droit de connaître toute l'étendue du risque dont on le propose de se charger. S'il en ignore quelque circonstance, le consentement réciproque qui seul peut animer le contrat viendrait à manquer. Cette solution d'ailleurs était celle de l'ancien droit (1) dont s'est inspiré le législateur.

On ne saurait utilement invoquer en sens contraire la signification grammaticale des termes *réticence* et *fausse déclaration*. Ils évoquent il est vrai dans l'esprit, l'idée de dol, mais il convient de retenir que l'article 348 ajoute « toute différence entre le contrat d'assurance et le connaissance », ce qui indique bien que la seule diminution de l'opinion du risque, même lorsqu'elle ne provient pas de la mauvaise foi de l'assuré, peut annuler l'assurance.

Enfin plusieurs législations étrangères adoptent une solution identique (2). Il en est ainsi notamment du code de commerce belge qui contient une loi du 11 juin 1874 consacrée aux assurances dont l'article 9 est ainsi conçu : « Toute réticence, toute fausse déclaration de la part de l'assuré, *même sans mauvaise foi*, rendent l'assu-

(1) Emerigon, traité des assurances et des contrats à la grosse, chap. I, section IV, travaux préparatoires exposés par Locré, législation civile et commerciale, t. XVIII, p. 456.

(2) Code de commerce italien, art. 452. — Code de commerce allemand, art. 810 et 813. — Grand-Duché du Luxembourg, loi du 16 mai 1891 sur les assurances, art. 8.

rance nulle quand elles diminuent l'opinion du risque, c'est-à-dire donnent à penser que le risque est moindre qu'il ne l'est en réalité, ou en changent le sujet, de telle sorte que l'assureur, s'il avait connaissance de la vérité toute entière, n'aurait pas traité aux mêmes conditions ».

En raison de ces diverses considérations, une grande partie de la doctrine estime que la réticence et la fausse déclaration sont des causes de nullité même quand elles ne sont pas dolosives (1). M. Bédarride est particulièrement formel à cet égard.

« La nullité édictée par l'article 348 rétroagit de plein droit à l'origine du contrat, l'efface et le fait disparaître. C'était la conséquence de l'erreur dans laquelle l'assureur a été jeté et qui vicie le consentement lui-même. Le contrat manquant ainsi d'une des conditions essentielles à sa validité est censé n'avoir jamais existé... Quel que soit le résultat, quelle que soit même la bonne foi de l'assuré, le fait matériel suffit pour que le consentement de l'assureur ayant été vicié dans son essence, si ce fait a diminué l'opinion du risque, ou en a changé le sujet, il n'y ait jamais eu de contrat » (2).

De nombreuses décisions des tribunaux et des

(1) Emerigon, chap. I, section V. — Alauzet, code de commerce, tome VI, Nos 2106 et suivants. — Boistel N° 1351. — Ruben de Couder, dictionnaire de droit commercial V°, assurance N° 849. — De Valroger, t. 3, N° 1527. — Weill, p. 102. — Desjardins, t. 7, N° 1462. — Lyon-Caen et Renault, t. 6, N° 1447.

(2) Bédarride, commentaire du code de commerce, t. 3, N° 1204.

cours d'appel ont été rendues en ce sens (1), mais en général la difficulté est résolue par les polices d'assurances ; les compagnies ont en effet pris l'habitude de stipuler formellement ou tacitement que l'assuré sera privé du bénéfice de son contrat, même dans le cas où la réticence ou la fausse déclaration ne sont pas dolosives.

B. Diminution de l'opinion du risque

La seconde condition requise pour l'application de l'article 348 du Code de commerce, est que la réticence ou la fausse déclaration diminuent l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur. Le juge devra donc se demander quelle aurait été l'intention de l'assureur s'il avait connu exactement l'étendue du risque. Aurait-il certainement contracté ? Aurait-il contracté dans les mêmes conditions ? Dans ce cas la convention reste valable. Au contraire, s'il y a lieu de croire qu'il aurait refusé l'assurance ou qu'il ne l'aurait acceptée que moyennant une prime plus élevée, il devra prononcer la nullité du contrat.

L'examen des tarifs des compagnies fournira au

(1) Cass. 27 janvier 1845, D. 45, 1. 124. S. 45, 1. 201. — Paris, 5 juillet 1878, D. 81, 2. 234. — 17 fév. 1881, jur. gén. Supplément V^o ass. terr. 312. — 5 juillet 1878, journ. ass. 1878 p. 301. — Rennes, 14 juin 1869 D. 71 2. 126. — Cass. 4 av. 1887, S. 89, 2. 160, trib. Seine 14 mai 1891 journ. ass. 91. 246. — Rouen 13 janvier 1897, S. et P. 98, 2. 1. Note de M. Blondel.

juge un élément d'appréciation d'une grande importance. Si en raison de la réticence ou de la fausse déclaration l'assureur a accepté le risque moyennant une prime d'un taux inférieur à celui prévu par les tarifs, nul doute que l'opinion du risque n'ait été diminuée. Toutefois si ce criterium est généralement adopté par les tribunaux, il n'est pas absolu ; ils prononcent parfois la nullité de l'assurance même quand les fausses déclarations de l'assuré n'ont pas provoqué une diminution de la prime.

Cela se conçoit ; il existe une foule de circonstances que l'assureur a intérêt à connaître et qui sont susceptibles d'aggraver le risque sans néanmoins le faire passer d'une catégorie dans une autre. Ainsi, l'assuré était-il propriétaire ou usufruitier de l'immeuble ? agissait-il en son nom personnel ou comme représentant d'un mineur ? avait-il subi des sinistres antérieurs ou contracté d'autres assurances ? la maison assurée était-elle bâtie sur le terrain d'autrui ? Tous ces détails peuvent évidemment influencer sur l'opinion du risque, sans que les tarifs en soient modifiés. Aussi est-ce avec raison que la jurisprudence prononce dans ces divers cas la nullité de l'assurance, lorsqu'en fait l'assureur avait un réel intérêt à connaître les diverses particularités qui ne lui ont pas été révélées (1).

Les tribunaux n'ont pas à rechercher si la réticence

(1) Req. 5 déc. 1853. D. P. 54. 1. 80. — Rouen 4 déc. 1845. D. P. 45. 2. 439. Paris 11 août 1897. D. P. 98. 2. 142. — Req. D. 98. 1.215. — Paris 6 juin 1894. D. P. 99. 2. 45.

ou la fausse déclaration ont influé sur l'événement du sinistre. Cela résulte des termes mêmes de l'article 348. « L'assurance est nulle même dans le cas où la réticence, la fausse déclaration ou la différence, n'auraient pas influé sur le dommage ou sur la perte de l'objet assuré ».

Cette seconde partie de l'article découle évidemment du principe formulé dans la première. Le contrat d'assurance n'ayant pas eu d'existence juridique, aucun effet n'a pu en résulter. Dès lors il est indifférent que le sinistre se produise par une chance sur laquelle la réticence ou la fausse déclaration n'auraient pas influé. L'assureur serait toujours autorisé à répondre qu'il a assuré sur tel risque, et que ce risque n'a pas existé (1).

Il est difficile de déterminer exactement quelles sont les réticences qui peuvent diminuer l'opinion du risque ou en changer le sujet, et qui par suite sont de nature à priver l'assuré de son droit à indemnité. C'est là une question de fait qui varie avec les circonstances ; c'est aussi une question d'appréciation. La formule employée par le législateur est très large, de telle sorte que les décisions sont loin d'être unanimes pour chaque hypothèse particulière.

Les réticences et les fausses déclarations susceptibles d'entraîner la déchéance, portent d'une manière gé-

(1) Corvetto, commentaire de l'art. 348. — De Lalande et Couturier : traité du contrat d'assurance contre l'incendie N° 223 p. 152. — En ce sens : Orléans 25 janvier 1907, S. et P. 1908. 1.166. — Cass. 27 août 1878. S. 80. 1. 76. — Cass. 5 nov. 1906 S. et P. 1907. 1.212. Pand. 1907. 1. 18.

rale soit sur la qualité de l'assuré, soit sur les objets soumis au risque, lorsque l'assuré en a insuffisamment désigné la situation ou la nature, et qu'il peut résulter de cette insuffisance de désignation un accroissement des chances du sinistre, ou encore lorsqu'il n'en a pas fait une description suffisamment exacte pour permettre à l'assureur de se rendre compte de l'importance du risque (1).

La question de savoir s'il y a réticence ou fausse déclaration dans le sens de l'article 348 du Code de commerce, est laissée entièrement à l'appréciation des juges du fond. Les décisions rendues à cet égard ne peuvent donc tomber sous le contrôle de la Cour de cassation (2).

(1) Il a été jugé qu'il y a réticence lorsque l'assuré a négligé de déclarer que sa maison est construite sur le terrain d'autrui. Req. 5 mars 1853. D. P. 54. 1. 80. — 7 mars 1898. D. P. 98. 1. 215.

Lorsqu'il n'a pas déclaré qu'il est débiteur hypothécaire. Paris 6 juin 1894. D. P. 99. 2. 245. — 13 mai 1896, *ibid.*

Lorsqu'il n'a pas déclaré des sinistres antérieurs. Grenoble 13 août 1906. D. P. 109. 5. 18.

Lorsqu'il n'a pas déclaré des assurances préexistantes : Limoges 7 juin 1876 D. P. 77. 1. 479. — Amiens 12 juin 1888 sous Req. 16 mars 1891 D. P. 92 1. 46. — Lyon 27 nov. 1897 D. P. 1900. 1. 381. — Civ. 6 fév. 1900 D. P. 1904. 1. 491. — Req. 12 fév. 1905 D. P. 1906. 1. 255.

(2) Req. 15 janv. 1848, jur. gén. ass. terr. t. 5 p. 314. — Req. 5 déc. 1853 D. P. 54 1. 80. — Req. 21 av. 1880 D. P. 80. 1. 410. — Cass. 14 déc. 1880 S. 81. 1. 252. D. 81. 1. 164. — Req. 16 déc. 1895 D. P. 99. 1. 316. — Req. 10 déc. 1902

Il est à remarquer que la grande latitude qui est ainsi laissée aux tribunaux et au Cours d'appel se traduit en pratique par des décisions qui sont nettement favorables aux assurés. Il est peu équitable, en effet, qu'un assuré après avoir régulièrement payé ses primes soit privé du bénéfice de son contrat, lorsque la réticence ou la fausse déclaration qui lui est imputable, ne présente pas un caractère de suffisante gravité. C'est sans aucun doute sous l'empire d'une semblable considération qu'une partie de la jurisprudence s'est refusée, en matière d'assurances terrestres, à prononcer la nullité du contrat lorsque l'assuré a été sincère et de bonne foi ou lorsqu'il ignorait la particularité non révélée à l'assureur.

Adoptent-ils, au contraire, la théorie en vertu de laquelle la réticence et la fausse déclaration vicient le contrat même lorsque l'assuré est de bonne foi, les tribunaux éviteront d'en prononcer la nullité lorsque l'opinion du risque n'aura pas été notablement diminuée dans l'esprit de l'assureur. Telle omission, telle inexactitude

D. P. 1903. 1. 156. — Req. 14 nov. 1905 D. P. 1906. 1. 480.

En ce sens : Alauzet c. comm. t. 6 N° 2106. — Lyon-Caen et Renault, t. 6. N° 1446. — Chavegrin, note sous cas. S. et P. 1901. 1. 481. — Bédarride droit commercial t. 3. N° 1205. — De Lalande et Couturier, traité ass. incendie N°s 229 et suiv.

Voir aussi : Cass. 14 nov. 1905. S. et P. 1908. 1. 235 D. 1905. 1. 480. — Cass. 19 oct. 1908. S. et P. 1909. 1. 15. D. 1908. 1. 536.

de l'assuré seront jugées sans conséquence et ne le priveront pas de son droit à l'indemnité (1).

(1) Req. 15 déc. 1884 D. 85. 1. 421. — Req. 20 fév. 1884 D. P. 85. 1. 228. — Paris 23 juin 1899 D. P. 99. 2. 429. — Lyon 21 déc. 1901. D. P. 1903. 2. 306. Pau 17 janv. 1900. 2. 467.

Il a été jugé qu'il n'y avait pas réticence dans le sens de l'art. 348, au cas d'énumération incomplète des objets assurés. Req. 4 juillet 1893. D. P. 84. 1. 463, notamment quand ces objets sont une annexe ou une dépendance nécessaire des choses assurées. Agen 30 décembre 1891. D. P. 92. 2. 148.

Quand l'assuré n'a pas désigné avec suffisamment de précision différents objets mobiliers. Req. 28, act 1901. D. P. 1908. 1. 292

Quand il n'a pas indiqué quelle profession était exercée dans l'immeuble assuré. Req. 4 mars 1904. D. P. 1905. 5. 25.

Quand il n'a pas déclaré qu'il était débiteur hypothécaire. Paris 23 juin 1899. D. P. 99. 2. 429.

Quand il n'a pas déclaré une assurance antérieure : Toulouse 18 nov. 1854. D. P. 57. 2. 31. — Douai 30 avril 1877. D. P. 78. 1. 223. — Aix 20 janvier 1890. D. P. 90. 2. 169. — Req. 11 mars 1890. D. P. 90. 1. 356. — 14 avril 1890. D. P. 90. 5. 34.

Quand il n'a pas déclaré qu'il était propriétaire par indivis : Pau 5 mai 1898. D. P. 98. 2. 239.

SECTION III

Les réticences et les fausses déclarations d'après les polices d'assurances

Les dispositions de l'article 348 du Code de commerce sont évidemment favorables aux compagnies qui puisent dans ce texte le moyen de paralyser de nombreuses tentatives de fraude des assurés et de se garantir contre leur négligence par des procédés plus commodes et efficaces que ceux qui leur sont procurés par l'application des principes généraux du Code civil.

Toutefois cette protection très large ne leur a pas paru suffisante. Quand elles demandent au juge de prononcer la nullité du contrat pour cause de réticence ou de fausse déclaration, elles peuvent se heurter, en effet, à deux sortes de difficultés.

1° Elles devront, d'après la théorie admise par une partie de la jurisprudence, établir la mauvaise foi de l'assuré ; tout au moins celui-ci échappera à l'action en nullité s'il prouve qu'il n'avait pas connaissance des diverses particularités qu'il n'a pas mentionnées dans la police, ou qu'il a mentionnées inexactement.

2° Elles seront dans l'obligation de prouver que les réticences et les fausses déclarations ont réellement diminué dans leur esprit l'opinion du risque, ou en d'au-

tres termes, d'établir que si elles en avaient exactement connu l'étendue et la gravité, elles n'auraient pas accepté l'assurance du moins aux mêmes conditions.

Pour couper court à toute discussion, les compagnies d'assurances ont inséré dans les polices diverses clauses qui déterminent avec la plus grande précision l'étendue des obligations de l'assuré.

Ces clauses énumèrent les diverses particularités que celui-ci doit faire connaître, et elles stipulent que l'assuré sera déchu de son droit à l'indemnité nonobstant sa bonne foi s'il se rend coupable d'une omission ou d'une inexactitude.

L'on voit immédiatement le grave danger que présente pour l'assuré l'existence de semblables clauses. Il est à la merci de la moindre erreur. Au moment du sinistre on ne manquera pas de la lui faire observer, et malgré sa loyauté et la ponctualité avec laquelle il a payé les primes, il se verra opposer la déchéance.

Voici pour donner un exemple un extrait des polices de la compagnie d'assurances contre l'incendie « Le Phénix » énumérant les différentes déclarations que doit faire l'assuré au moment de la formation du contrat :

Art. 8. — « L'assuré doit déclarer et faire mentionner dans la police sous peine de n'avoir droit en cas d'incendie à aucune indemnité, s'il est propriétaire, locataire, usufruitier, administrateur, vendeur ou acquéreur à réméré, dépositaire, commissionnaire des objets dont il propose l'assurance, et généralement en quelle qualité il agit ; si les bâtiments sont construits sur le terrain d'autrui, s'ils sont contigus à un théâtre ou une fabrique,

où à d'autres bâtiments construits en bois ou en chaume, recouverts en papier ou tissus goudronnés vernis ou bitumés, à des récoltes en meules ou à des établissements contenant des marchandises ou produits d'une espèce dangereuse, ou s'ils en sont séparés par une distance de moins de dix mètres, le tout sous peine de n'avoir droit en cas d'incendie à aucune indemnité.

Art. 9 al. 1. — « Si l'assuré a fait garantir avant la date de la présente police, ou s'il fait garantir postérieurement les objets sur lesquels porte l'assurance, ou même des objets autres que ceux assurés mais faisant partie du même risque, soit par des associations mutuelles, soit par d'autres assureurs, que ce contrat antérieur ou postérieur à la présente police soit destiné à garantir le risque d'incendie, de chômage, de perte de loyers, etc., ledit assuré est tenu dans tous les cas, sous peine de n'avoir droit à aucune indemnité en cas de sinistre, de le déclarer et de le faire mentionner dans la police ou dans un avenant postérieurement établi.

Al. 2. — Lors des déclarations ci-dessus, la compagnie se réserve le droit de résilier la police par lettre recommandée, et les primes payées ou échues lui demeurent acquises.

Al. 3. — Si elle consent à continuer sa garantie à l'assuré, elle ne lui devra jamais d'indemnité en cas de sinistre qu'au *pro rata* de la somme garantie par elle, quand bien même les contrats passés avec les autres assureurs seraient pour un motif quelconque restés sans effet. »

Ces clauses ont pour but de lier le juge, de le contraindre à prononcer la déchéance quand bien même les particularités non signalées à l'attention de l'assureur n'ont pas eu d'influence sur l'opinion du risque, et quand bien même l'assuré est de bonne foi. Les tribunaux n'auront pas à faire application de l'article 348 du Code

de commerce, mais uniquement de l'article 1134 du Code civil en vertu duquel les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, et ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel.

Ce principe, si fréquemment invoqué par les assureurs et presque aussi souvent appliqué par les tribunaux n'est évidemment légitime qu'à la condition que les conventions aient été librement acceptées par chacune des parties au contrat. Il faut que l'assuré aussi bien que l'assureur ait eu la faculté d'en peser le sens, de les discuter et de les modifier.

Or, rien n'est moins certain qu'il en soit ainsi : Les clauses des polices ne sont pas toujours acceptées par les assurés en pleine connaissance de cause, et souvent un certain nombre d'entre elles, ne sont pas, malgré leur importance examinées par eux. C'est qu'en effet, tant en raison des nécessités pratiques, que de l'entente étroite qui existe entre les grandes compagnies, ces clauses, au lieu d'être insérées dans le contrat après avoir été débattues une à une, sont soumises en bloc à l'approbation de l'assuré sous la rubrique « Conditions générales du contrat d'assurances ». Il importe d'observer qu'en outre elles sont imprimées d'avance, et le plus souvent en caractères très fins, de telle sorte qu'elles échappent aisément à l'attention de l'assuré.

C'est ce que constataient le 15 mai 1889 MM. Alfred Colle, de Salignac-Fénelon et Armand Vieillard dans leur exposé des motifs, en déposant sur le bureau de

la Chambre une proposition de loi relative aux assurances (1).

« Les compagnies insèrent en général dans leurs polices au milieu d'une interminable série d'articles sans importance pour l'assuré, quelques clauses plus ou moins claires dont elles savent se prévaloir en cas de sinistre, soit pour considérer l'assurance comme résiliée de plein droit, soit pour réduire dans des proportions inattendues l'indemnité à verser.

« Les polices d'assurances sont toutes imprimées en caractères tellement fins que leur lecture est pour tous un véritable travail et pour les trois-quarts une impossibilité matérielle. De plus, le flot d'inutilités dans lequel sont noyées les clauses réellement vitales du contrat, suffirait à lui seul pour empêcher les intéressés d'y attacher l'importance voulue. Un modeste négociant qui aurait recours à d'aussi mesquines habiletés vis-à-vis des clients naïfs, serait sévèrement flétri par l'opinion publique et condamné par la justice. Il est indispensable qu'on y mette un terme en émondant les polices d'assurances de tous les articles inutiles, et en y résumant par quelques articles écrits en caractères très lisibles, les clauses véritablement importantes du contrat et du mode de règlement ».

Aussi la doctrine s'est-elle émue de la situation ainsi faite à l'assuré, surtout lorsque celui-ci est peu lettré et

(1) Journal officiel. Documents parlementaires. Chambre des Députés, 1889. 2^{me} partie p. 1583.

incapable de saisir nettement le sens des clauses au bas desquelles il met sa signature sans en approfondir la portée, et qui lui sont présentées comme des généralités peu dignes de retenir l'attention.

M. Thaller est d'avis qu'on ne saurait leur donner la même importance qu'aux clauses manuscrites:

« Les tribunaux, dit-il, partent de l'idée que toutes les dispositions contenues dans la partie supérieure des polices lient l'assuré de la même manière que les dispositions manuscrites. Il les a acceptées en y mettant sa signature, il serait irrecevable à se soustraire à leur observation, sous le prétexte qu'il n'en a point pris lecture. C'est pousser peut-être le principe du respect du contrat au-delà de ce que l'équité commande, et même procéder parfois au rebours de l'équité ; l'assuré subit la déchéance pour avoir négligé des formalités dont il ne se savait même pas tenu. Ce fait rend d'autant plus regrettable le parti qu'a suivi jusqu'à présent la législation française en s'abstenant de réglementer l'assurance contre l'incendie et l'assurance sur la vie (1) ».

Une jurisprudence ancienne s'était inspirée de semblables considérations. Lorsqu'une clause était nettement défavorable à l'assuré, elle estimait qu'elle n'avait pas fait l'objet d'un réel accord de volontés entre lui et l'assureur.

« Attendu (dit la cour de Paris dans un arrêt du 19

(1) Thaller : traité élémentaire de droit commercial p. 409, n° 459.

décembre 1849,) que la clause n'est pas manuscrite, qu'elle n'a pas été stipulée d'une manière formelle, qu'elle se trouve dans l'imprimé des polices et qu'elle a pu facilement échapper à l'attention de l'assuré... (1) » et la cour de Paris tient la clause litigieuse pour non écrite.

Mais la jurisprudence ne tarda pas à se fixer définitivement en sens contraire. Elle assimile actuellement les clauses imprimées aux clauses manuscrites ; elle estime que la signature de l'assuré implique l'examen et l'approbation de toutes les différentes stipulations du contrat sans aucune exception. L'arrêt précité fut cassé par la cour suprême qui statua en ces termes :

« Attendu que la signature apposée par les contractants en bas de la police implique de leur part la connaissance et l'acceptation de toutes les stipulations qui l'ont précédée sans qu'il y ait lieu de distinguer entre celles qui ont été exprimées en termes imprimés, et celles qui se trouvaient tracées à la main... (2) »

Depuis cet arrêt la jurisprudence malgré la résistance de certains tribunaux tient pour pleinement valables les clauses imprimées (3). Cette jurisprudence nous

(1) Paris 19 décembre 1849. D. P. 1850. 1. 40.— En ce sens : Chambéry 11 nov. 1874. Journ. ass. 1875. p. 402.

(2) Voir la note précédente.

(3) Rouen 4 av. 1845. D. P. 45. 4. 39.— Civ. 1^{er} fév. 1853. D. P. 53. 1. 77.— Civ. 2 août 1875. D. P. 75. 1. 410.— Civ. 30 mars 1892 D. P. 92. 1. 295. — Trib. Nîmes 5 mai 1909. la Loi 20 oct. 1909. Rec. ass. 1909. p. 597. — En ce sens Emerigon t. I. chap. 2. sect. 3.— Pardessus t. II n^o 792.— Grün et Joliat n^o 201.— Quénault p. 126 n^o 152.

semble devoir être approuvée, quels que soient les inconvénients que présente pour les assurés la solution qu'elle adopte. Il y a lieu d'observer en effet que la rédaction d'un écrit n'est nullement indispensable à la validité du contrat d'assurance (1) ; dès lors, si un accord purement verbal est valable, il doit *a fortiori* en être de même d'une convention rédigée en caractères imprimés. D'autre part si la jurisprudence contraire avait prévalu, elle aurait certainement dépassé le but qu'elle se proposait en permettant à tout contractant de faire tenir pour non écrites, les conventions imprimées ou non qui ne seraient pas exprimées en caractères suffisamment lisibles. Il importe que toutes les conventions signées soient considérées comme approuvées par le signataire ; la sécurité des contrats est à ce prix (2).

Valables en la forme, les clauses de déchéance ne sont-elles pas contraires à l'ordre public, et aux principes mêmes de l'assurance ? La question méritait d'être posée. L'article 348 du Code de commerce impose à l'assuré une obligation stricte et rigoureuse, mais du moins il n'édicte la nullité du contrat que dans le cas où la réticence et la fausse déclaration ont diminué l'opinion du risque.

(1) Paris 4 fév. 1897. D. P. 97. 2. 79. — 11 mars 1898. D. P. 98. 2. 392. — Req. 12 juin 1899. D. P. 99. 1. 608.

(2) Toutefois la rigueur du principe peut-être atténuée dans certaines circonstances. Ainsi, il n'est pas tenu compte des clauses manuscrites quand elles paraissent contraires aux intentions évidentes des parties. (Req. 6 fév. 1877. D. P. 77. 1. 148.)

Cette sévérité a donc sa raison d'être. Mais il n'en est plus de même si les inexactitudes ou les omissions d'un assuré de bonne foi sont en fait indifférentes à l'assureur, et si elles n'ont pas eu pour effet de lui faire accepter un contrat dont il n'eût pas voulu s'il eût été mieux renseigné. La déchéance de tout droit à une indemnité est une sanction extrêmement grave. Doit-elle intervenir quand l'assuré n'a à se reprocher qu'une faute légère qui ne fait éprouver à l'assureur aucun préjudice ?

Les tribunaux ont statué très souvent sur ce point ; sans s'arrêter à des considérations de pure équité, ils ont déclaré valables les clauses de déchéance non pas en vertu de l'article 348 du Code de commerce, mais par application de l'article 1134 du Code civil. Lorsqu'une compagnie oppose à un assuré une réticence ou une fausse déclaration, le juge ne recherche pas si le risque a été diminué dans l'esprit de l'assureur. Toute la question est désormais de savoir si les faits articulés contre l'assuré sont prévus dans les clauses de la police. Tel est le principe extrêmement rigoureux qui a été constamment adopté par la cour suprême et qui n'est plus aujourd'hui discuté en jurisprudence.

Il est formulé avec une absolue netteté dans un arrêt de la cour de cassation du 30 mars 1892 (1) :

(1) S. et P. 93. 1. 13.— En ce sens Bonneville et Marsangy 2^{me} partie. p. 147 et 394. — Philouze p. 65.— De Lalande et Couturier n° 233. — En sens contraire Alauzet t. II, n° 416. D'après M. Alauzet l'assureur ne peut invoquer la déchéance que s'il justifie d'un intérêt légitime ou d'un préjudice réel.

« Attendu (dit la cour), que pour refuser de prononcer la déchéance demandée par l'*Union*, l'arrêt attaqué se fonde sur la bonne foi de l'assuré, et sur ce que son silence ou ses réticences n'ont pu dans le cas spécial diminuer l'opinion du risque,

Mais attendu que la disposition de l'article 12 est absolue ; qu'elle édicte une déchéance de droit applicable sans qu'il y ait lieu d'examiner la bonne ou la mauvaise foi de l'assuré ni l'influence de l'absence de déclarations sur l'opinion du risque ; que subordonner une pareille déchéance aux conditions d'application de l'article 348 du Code de commerce serait lui enlever toute portée et méconnaître l'esprit autant que la lettre d'une clause qui n'est contraire ni à l'ordre public ni aux lois, et qui n'est pas non plus en contradiction avec les principes aléatoires du contrat d'assurance ».

C'est en ce sens que furent rendues de nombreuses décisions (1). Elles sont toutes basées sur le principe de la liberté des conventions, et cependant plus d'un jugement reconnaît dans ses « attendus » que ces clauses ne sont pas toujours équitables. Le tribunal de Nantes va jusqu'à proclamer qu'elles sont draconiennes et captieu-

(1) Cass. 19 déc. 1905 S. 1906. 1. 255. D. 1906. 1. 235. — Cass. 6 fév. 1900. D. 1904. 1. 491. — Agen 4 déc. 1907. journ. ass. 1908. p. 193. — Cass. 23 janv. 1908. journ. ass. 1908 p. 457. — Cass. civ. 26 mai 1908. Gaz. Pal. 1908. 1. 714. — Cass. 16 nov. 1908. Gaz. Pal. 7 déc. 1908. — Grenoble 24 mars 1909. Gaz. Pal. 1909. 2. 124. — Lyon 25 juin 1909. Rec. ass. 1909. 517. la Loi 8 sept. 1909. — Cass. 31 oct. 1906. D. P. 1907. 1. 99.

avec une précision qui ne laisse place à aucune incertitude, les tribunaux ne se reconnaissent pas le droit d'atténuer par voie d'appréciation l'effet d'une omission ou d'une inexactitude que l'assuré aurait commise, si minime qu'elle ait été et si excusable qu'ait paru son oubli (1).

(1) Aix 12 déc. 1905. *Juris. civ. Marseille* 1906 p. 300 — Nancy (1^{re} ch.) 10 nov. 1906. *Rec. Nancy* p. 316.

CHAPITRE III

Les réticences et les fausses déclarations au cours du contrat

L'assuré doit faire connaître à l'assureur tous les événements qui au cours de l'assurance peuvent augmenter le danger de l'incendie, et plus généralement modifier l'opinion qu'il se fait du risque.

L'on comprend aisément la nécessité d'une semblable obligation : L'assureur a déterminé le taux de la prime en considération de la gravité du risque au moment de la formation du contrat ; si plus tard le danger de l'incendie augmente pour quelque cause que ce soit, l'assureur doit avoir la faculté ou bien de continuer sa garantie en imposant à l'assuré le paiement d'une prime plus forte, ou de résilier la police. Pour prendre l'un ou l'autre de ces deux partis, il est nécessaire qu'il soit avisé de toutes les modifications survenues ; de là incombe à l'assuré le devoir de déclarer les divers changements apportés aux risques pendant la durée de l'assurance.

La déclaration de ces divers changements devra évidemment être faite avant l'événement du sinistre ;

une démarche tardive serait considérée comme nulle et non avenue.

Quelle est la sanction de cette obligation ? Il y a lieu de distinguer deux hypothèses suivant que les polices contiennent ou ne contiennent pas de conventions particulières à cet égard.

A. Silence des polices

Si les polices ne contiennent aucune disposition sur ce point, la jurisprudence fait purement et simplement application de l'article 348 du Code de commerce. Assimilant les réticences et les fausses déclarations commises au cours du contrat à celles qui sont contemporaines de sa formation, elle frappe le contrat de nullité si elles ont eu pour effet de diminuer l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur. L'assuré sera en conséquence privé de son droit à indemnité.

Une telle sanction est extrêmement rigoureuse. Elle se conçoit pour les réticences et les fausses déclarations que commet l'assuré lors de la formation du contrat, car à ce moment son attention est nécessairement attirée sur les diverses particularités du risque ; mais pendant le cours du contrat, sa vigilance pourra aisément se trouver en défaut, de sorte que malgré sa bonne foi et sa ponctualité il sera constamment exposé à perdre le bénéfice de l'assurance.

La jurisprudence invoque à l'appui de sa théorie deux arguments.

1° L'article 348 ne fait pas de différence entre les réticences et les fausses déclarations contemporaines du contrat, et celles qui lui sont postérieures. Il faut donc dans les deux cas appliquer une solution identique.

2° Le contrat d'assurance est de sa nature continu. Les obligations qui en découlent ne sont pas susceptibles de s'exécuter en une fois. Il en est de l'obligation de renseigner l'assureur comme de celle de payer les primes. Cette obligation étant la même au moment de la formation du contrat et pendant le cours de son exécution, comporte dans les deux cas une même sanction.

Cette théorie est clairement exposée dans un arrêt de la cour de cassation du 4 avril 1877 :

« Attendu dit cet arrêt, que le contrat d'assurance est un contrat *sui generis* essentiellement de bonne foi ; que les assureurs doivent connaître les circonstances de nature à modifier l'opinion du risque.

Que l'article 348 prononce la nullité de l'assurance dans tous les cas ; que non seulement il ne distingue pas entre les réticences contemporaines du contrat, et celles qui se rattachent à des faits postérieurs, mais que de ses expressions mêmes il résulte que cette disposition s'applique à toutes les réticences pouvant affecter l'opinion du risque et pouvant dès lors intervenir dans toute sa durée et jusqu'à la consommation des effets de l'assurance.

Que cette distinction repoussée par les termes mêmes de la loi, ne serait pas moins contraires à son esprit et à l'essence du contrat d'assurance, contrat continu dont les effets ne peuvent être modifiés par

l'une des parties au préjudice de l'autre pendant la période des risques auxquels celle-ci a entendu seulement se soumettre (1). »

La doctrine s'est unanimement prononcée en sens contraire. Suivant son avis les dispositions de l'article 348 du Code de commerce étant déroatoires aux principes du droit civil en matière de nullité, doivent s'interpréter restrictivement. Elles ne concernent que les réticences et les fausses déclarations commises lors de la conclusion de l'assurance, et il n'y a aucune raison pour lui donner comme le fait la jurisprudence, une portée aussi générale. « La cour de Cassation dit M. Cauvet a créé un principe nouveau, auparavant inconnu, qu'aucun auteur n'a indiqué, que passent sous silence toutes les législations des peuples maritimes. Jusqu'au moment où l'arrêt de 1852 a été rendu, on ne parlait au palais et dans les œuvres des jurisconsultes que des faits antérieurs à l'assurance ; jamais de ceux qui n'existent pas encore au moment où elle a été conclue. » (2)

Il est très vraisemblable en effet que l'article 348 n'a pas voulu viser les réticences et les fausses déclarations postérieures à la formation du contrat. Cela résulte des travaux préparatoires. Comme le fait remarquer un annotateur anonyme sous l'arrêt précité, les commentateurs de l'ordonnance de 1681 n'envisageaient la nullité

(1) Cass. civ. 4 av. 1887. D. P. 87. 1. 241. — En ce sens Req. 13 juillet 1852. S. 53. 1. 311. — Civ. 28 janv. 1880. D. P. 80. 1. 224. — Douai D. P. 1902. 2. 233.

(2) Cauvet, traité des assurances, tome 1. n° 221.

du contrat que dans le cas où l'assuré n'avait pas révélé à l'assureur l'étendue exacte des risques dont il le chargeait au moment où se faisait l'accord des volontés des parties contractantes (1).

Or, plus tard, lors de la promulgation du Code de commerce, les rédacteurs de l'article 348 n'ont fait que consacrer législativement cette règle déjà admise par la doctrine ; c'est ce qui ressort de l'exposé des motifs présentés par Corvetto au corps législatif : « Quoique cet article soit nouveau, il est moins une addition à l'ordonnance qu'un sommaire des principes qu'elle avait consacrés ».

C'est encore dans cet exposé de motifs que la doctrine puise un argument décisif. En effet sur quoi Corvetto fait-il reposer la nullité du contrat en cas de diminution de l'opinion du risque ? Uniquement sur ce qu'en raison des réticences ou des fausses déclarations, il n'y a pas eu accord de volontés, le consentement de l'assuré portant sur un risque, et celui de l'assureur sur un autre : « Le consentement réciproque, dit Corvetto, qui seul peut animer un contrat viendrait à manquer... les deux volontés marchant dans un sens divergent ne se rencontreraient pas, et il n'y a cependant que la réunion de ces volontés qui puisse constituer ce contrat ».

Mais après que le consentement de l'assureur a été donné en pleine connaissance de cause, l'article 348 ne

(1) Pothier, traité des assurances, 191 et suiv.— Emerigon chap. I sect. V.

saurait recevoir son application. Au surplus, la connaissance exacte de l'étendue des risques, importante pour l'assureur au moment où il donne son consentement, ne représente plus le même intérêt, après qu'ayant consenti, il est irrévocablement enchaîné (1).

D'ailleurs, comme le faisait remarquer M. Desjardins, (2) l'interprétation de la jurisprudence est en contradiction avec les dispositions de divers articles du Code de commerce sur les assurances, et notamment des articles 379 et 380. D'après ces textes, l'assuré qui ne déclare pas en faisant le délaissement toutes les assurances qu'il a contractées, commettant ainsi une réticence des plus graves, n'est pas hors le cas de fraude privé des effets de son contrat. Le délai du paiement est simplement suspendu. « Peut-on de bonne foi, dit M. Desjardins, combiner ce mécanisme avec le système d'annulation à outrance qu'on prête au rédacteur de l'article 348 ».

Quant à l'objection tirée de la continuité du contrat, elle ne saurait prévaloir contre ces considérations ; de ce que les obligations de l'assuré sont continues, on ne peut conclure qu'elles soient sanctionnées de la même manière dans tous les cas. D'autres sanctions beaucoup moins rigoureuses que la nullité peuvent intervenir.

Pour ces diverses raisons la plupart des auteurs combattent vivement la théorie de la jurisprudence qui

(1) Note au Dalloz, loc. cit. D. 87. 1. 241.

(2) Voir la note précédente.

néanmoins ne s'est pas modifiée (1). La nullité du contrat d'assurance sera donc prononcée toutes les fois que les réticences et les fausses déclarations de l'assuré, même postérieures à la formation du contrat, auront diminué l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur.

**B. Clauses des polices d'assurances relatives
à l'aggravation du risque.**

En général les polices d'assurances déterminent quelles sont les aggravations du risque que doit déclarer l'assuré (1). Elles édictent la déchéance pour le cas où il ne les signalerait pas en temps voulu. Mais l'assuré n'est

(1) Cauvet, traité des assurances, t. 1, n° 221 et 222. — Droz traité des assurances maritimes, t. 1, p. 267. — Lyon-Caen et Renault t. 2, n° 2270. — De Valroger, Droit maritime t. 3, n° 1522. — Alauzet, comment. Code, comm. t. 6 n° 2109. — Boistel, Précis, dr. commercial, n° 1400.

(1) Les principales sont les suivantes : Changements ou constructions de nature à augmenter les risques et effectués dans les bâtiments assurés.

Etablissement dans ces bâtiments ou dans des bâtiments contigus de fabriques, usines, machines à vapeur, ou d'une profession augmentant les dangers du feu.

Introduction dans les lieux assurés de denrées ou de marchandises inflammables.

Contiguïté de bâtiments couverts en chaume ou en bois, en papier ou tissus vernis ou bitumés.

Les changements survenus sont constatés dans des avenants qui sont annexés à la police primitive.

ses (1). Ces différentes solutions sont d'ailleurs approuvées par les annotateurs (2) ; ils estiment qu'on ne peut tirer argument d'une prétendue violation de l'article 348 dont les dispositions ne sont pas impératives, et que d'autre part les clauses litigieuses ne sont pas contraires à l'ordre public ni au principe formulé dans l'article 1134 al. 2 du Code civil, en vertu duquel les conventions doivent être exécutées de bonne foi.

Il faut cependant remarquer que toutes les fois que les clauses de la police ne sont pas claires et précises au point de n'être susceptibles d'aucune interprétation, la jurisprudence n'en tient aucun compte. Au lieu d'appliquer les sanctions édictées par la convention des parties, elle revient aux dispositions de l'article 348 du Code de commerce, et ne prononce la nullité du contrat que si l'opinion du risque a été réellement diminuée dans l'esprit de l'assureur. Il faut même convenir que parfois les tribunaux ont passé sous silence certaines stipulations des polices, ou du moins ne s'en sont pas tenus à leur sens littéral cependant précis, pour éviter l'application d'une clause de déchéance à un assuré de bonne foi.

Aussi les compagnies ont-elles fréquemment formé des pourvois devant la cour de cassation, moyen pris de la violation de l'article 1134 du Code civil, et des articles

(1) Nantes 9 janv. 1905. journ. ass. 1906. p. 56.

(2) Voir note au Sirey sous l'arrêt précité ; voir aussi Sirey 1901. 1. 481. 2^{me} colonne.

de leurs polices dont les juges du fond avaient à leur avis, insuffisamment tenu compte. Mais la cour suprême reconnaît à ceux-ci le pouvoir d'apprécier souverainement non seulement l'importance et la gravité des réticences ou des fausses déclarations alléguées, mais aussi l'intention des parties contractantes, à la condition toutefois de n'en pas dénaturer le sens. Reste à savoir dans quel cas les juges du fond interprètent les conventions des parties, et dans quel cas ils les dénaturent. C'est là avant tout une question de fait, et l'on ne saurait étudier dans le détail les nombreuses décisions intervenues en la matière. Souvent certaines d'entre elles ont été cassées qui présentent avec d'autres, cependant maintenues par la cour suprême, une évidente analogie (1). Ce que l'on peut dire, c'est que la cour suprême n'est pas disposée à rectifier volontiers l'opinion que les juges du fond se sont faits de l'intention des parties, et c'est là ce qui explique la contradiction apparente qui existe dans la jurisprudence à ce sujet. Tous les arrêts reconnaissent bien la validité intrinsèque des clauses de déchéance, mais beaucoup n'en font pas la stricte application d'abord parce qu'ils les estiment susceptibles d'interprétation, et ensuite pour des raisons de pure équité (2).

(1) Cass. civ. 26 nov. 1906. D. P. 1908. 1. 250.— Cass. 14 nov. 1905. S. et P. 1908. 1. 235.— Req. 16 déc. 1895. D. P. 99. 1. 316.

(2) Cass. 21 mai 1880. D. P. 80. 1. 410. — Cass. 12 déc. 1893 S. et P. 96. 1. 91.— Cass. 19 juin 1900. S. et P. 1901. 1. 116.— Cass. 2 juin 1902 S. et P. 1907. 1. 270. —

Nous devons à ce sujet signaler un arrêt de la Cour de Rennes particulièrement significatif, car il va dans cette voie beaucoup plus loin que les décisions sus-indiquées. Pour éviter à un assuré de bonne foi l'application d'une clause de déchéance, il n'hésite pas à tenir pour inopérante une stipulation contenue dans l'article 5 d'une police d'assurance, aux termes de laquelle la déchéance devait être prononcée en cas de fausse déclaration sur un certain nombre de détails énumérés dans la police, même dans le cas où cette fausse déclaration aurait été sans influence sur l'événement du sinistre.

« Considérant dit la Cour... que la police contient une fausse déclaration dans le sens matériel du mot, de la part de l'assuré, mais que cette circonstance ne suffit pas pour faire encourir la déchéance, qu'il est nécessaire en outre pour que le contrat puisse être vicié dans son point essentiel, que l'assureur ait été induit en erreur par cette fausse déclaration, que l'opinion du risque ait été diminuée dans son esprit, que son consentement se soit trouvé influencé par cette circonstance ».

Et après avoir constaté que la compagnie connaissait la circonstance non déclarée et avait contracté en pleine connaissance de cause, la Cour de Rennes déclare que la déchéance ne doit pas être prononcée. La compagnie « La Providence » se pourvut en cassation

Cass. 4 mai 1903. S. et P. 1904. 1. 285. — Cass. 18 oct. 1904 S. et P. 1905. 1. 68. — Cass. 14 nov. 1905. S. et P. 1908. 1. 235.

contre cet arrêt, moyen pris de la violation de l'article 1134 du Code Civil et de l'article 5 de la police, mais la Cour suprême estimant que l'arrêt attaqué avait interprété sans les violer les conventions passées entre les parties, rejeta le pourvoi (1).

Ce qui donne à notre avis une portée considérable à cet arrêt, c'est qu'il fait de la diminution de l'opinion du risque une condition *sine qua non*, de l'application, non pas de l'article 348 du Code de commerce, mais bien des clauses de déchéance purement conventionnelles insérées par les compagnies dans les polices précisément dans le but d'enlever au juge tout pouvoir d'appréciation à cet égard. En obligeant l'assuré à faire des déclarations précises sur une foule de circonstances diverses soigneusement énumérées dans les conditions générales des polices, les compagnies prétendaient lier le juge, et le contraindre à déclarer l'assuré déchu de ses droits sans qu'il ait à considérer quelle avait pu être l'influence de ses réticences et de ses fausses déclarations sur le consentement donné par l'assureur. Mais la Cour de Rennes estime qu'il y a lieu de subordonner la validité de ces

(1) Rennes 22 mai 1904 et Cass. 14 nov. 1905., S. et P. 1908. 1. 235. Voir dans même sens un arrêt de la Cour de Pau du 5 mai 1898 D. P. 98. 2. 239 et de la Cour de Douai du 12 janvier 1900. D. 1910. 2. 467 qui refusent de faire l'application de la clause déchéance, alors que dans le premier cas l'assuré avait commis certaines erreurs au sujet de meules de paille placées près de son habitation, et que dans le second il avait omis de dire qu'il était propriétaire par indivis de l'immeuble assuré.

clauses à cette condition qu'elles ne visent que les cas où leur violation provoquerait dans l'esprit de l'assureur une diminution de l'opinion du risque dans le sens que donne à cette expression l'article 348 du Code de Commerce.

Cependant il convient d'observer que la police litigieuse reproduisait dans son article 10 les termes du dit article 348. Cette considération diminue dans une certaine mesure l'intérêt qui s'attache à la décision de la Cour de Rennes, car c'est dans l'article 10 et non pas dans l'article 5 qu'elle a trouvé la sanction de l'obligation incombant à l'assuré.

De cet arrêt il convient de rapprocher celui de la Cour de Grenoble dn 28 décembre 1909 qui refuse de faire application d'une clause de déchéance à l'égard d'un assuré de bonne foi qui avait inexactement déclaré qu'il était propriétaire de certains des objets assurés alors qu'il n'en était que l'usufruitier. L'article 5 des conditions générales de la police lui imposait l'obligation de déclarer lors de la formation du contrat en quelle qualité il agissait et s'il en était le propriétaire, le copropriétaire, le nu-propiétaire, l'usufruitier, ou le locataire. La violation dudit article n'était pas douteuse et cependant la Cour de Grenoble conserva à l'assuré le bénéfice de son contrat sous le prétexte que la clause n'était pas d'une précision suffisante à l'égard de l'intéressé, paysan peu habitué à traiter de semblables affaires.

« Considérant dit la Cour que cette disposition plutôt vague et imprécise, ne vise pas un cas complexe comme celui de l'espèce, et ne fait pas une obligation à

l'assuré d'entrer dans l'énumération de tous les titres dont il est armé et de tous les intérêts auxquels il entend se pourvoir.

« Qu'en vérité Bouvier en raison de l'étendue de ses droits a pu raisonnablement penser, lui paysan peu éclairé, surtout avec le concours et l'agrément de l'agent de la Compagnie, qu'en spécifiant qu'il agissait pour son compte, il se servait d'une formule résumant par sa portée générale et son sens compréhensif les qualités multiples dont il était revêtu, et donnant satisfaction suffisante aux exigences de l'article 5, et qu'il est d'évidence que les énonciations de sa déclaration d'incendie faite hâtivement, à titre provisoire et conservatoire, ne sauraient réfléchir sur la situation juridique qu'il avait acquise au regard de la *Caisse centrale*... ».

Une semblable interprétation peut paraître véritablement hardie, car il semble bien, contrairement à l'arrêt susvisé que la clause litigieuse est parfaitement formelle et précise, mais la Cour de Grenoble n'en apprécie pas la clarté à un point de vue abstrait et général ; elle l'envisage en tenant compte du degré de compréhension de l'assuré ; celui-ci, peu éclairé, n'en a pas exactement saisi le sens ; cela suffit pour qu'il n'en soit pas faite application.

Nombreux sont donc les cas où la jurisprudence est intervenue en faveur des assurés de bonne foi pour leur éviter la rigoureuse déchéance (1). « Cette intervention,

(1) Cas. 27 fév. 1907. S. et P. 1911. I. 374, avec note et références. — Cass. 26 mai 1908 et 16 novembre 1908 S. et P. 1909. I. 239.

dit M. P. Appleton, se fonde semble-t-il, sur cette idée que dans un contrat rédigé par une des parties, contrat que l'on peut seulement répudier ou accepter en bloc, la liberté pour la partie qui rédige le contrat d'en dicter les clauses à sa guise, doit être réduite dans la mesure même où la liberté de la contre-partie d'adhérer au contrat ou de le repousser, est limitée. A la conception purement subjective de la liberté dans les contrats qui paraît avoir été seule prise en considération par le Code civil, la jurisprudence substitue ainsi une conception objective de cette liberté. Elle frappe certaines clauses de principe, sans rechercher si en fait la contre-partie a donné ou non un consentement libre, parce que de leur nature, ces clauses sont de celles que les assurés n'accepteraient pas s'ils étaient vraiment libres (1) ».

Faut-il en conclure qu'une évolution s'est produite dans la jurisprudence, et que désormais les juges du fond ne prononceront la déchéance que dans le cas où la réticence ou la fausse déclaration auront diminué l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur ? Nous ne le pensons pas. Les décisions ci-dessus rapportées sont avant tout des décisions d'espèce dans lesquelles un semblable principe n'est nulle part formulé. Par contre des arrêts récents ont maintenu dans toute sa rigueur le principe si souvent invoqué par les compagnies que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

(1) Paul Appleton : note sous Cass. 24 nov. 1906. D. P. 1908. 1. 251.

C'est ainsi que la cour de Lyon n'hésite pas à déclarer un assuré déchu de son droit à indemnité pour n'avoir pas déclaré un sinistre antérieur, alors que ce sinistre avait été éprouvé non pas par lui-même, mais par une société en nom collectif dont il faisait partie (1). Il convient de noter la rigueur particulière dont cet arrêt fait preuve à l'égard de l'assuré, car au lieu d'interpréter restrictivement cette clause rigoureuse, il en étend d'une façon inattendue l'application à une hypothèse qui n'était même pas prévue par la police (2), contrairement d'ailleurs à une jurisprudence constante !

De même, la cour d'Orléans, dans son arrêt du 25 janvier 1907, fait la stricte application d'une clause véritablement draconienne, « attendu, dit-elle, que cette clause si rigoureuse qu'elle soit est licite... que de plus elle est claire et précise et qu'il ne saurait y avoir lieu à interprétation (3).

Ainsi donc, lorsqu'une déclaration sur des points déterminés est imposée à l'assuré sous peine de déchéance

(1) Lyon, 15 Juin 1909. S. 1911. 2. 53.

(2) Cass. 26 mai 1908 et 16 nov. 1908. S. 1909. 1. 239.

(3) Orléans 25 janvier 1907 S. et P. 1908. 1. 166 : Cet arrêt prononce la déchéance contre le sieur Davy, parce que celui-ci avait à un moment donné, au cours de l'exécution de son contrat, éclairé sa minoterie avec des bougies brûlant à l'air libre pendant qu'il faisait réparer son appareil d'éclairage électrique. L'inobservation momentanée et presque imposée par les circonstances de ses obligations à cet égard, n'avait nullement été la cause du sinistre qui se produisit longtemps après et pour des raisons entièrement différentes,

pas toujours tenu avec la même rigueur et dans la même mesure. Les polices établissent une distinction entre les faits qui dépendent de la volonté de l'assuré et ceux qui n'en dépendent pas.

Les premiers doivent être déclarés à la compagnie avant leur accomplissement. Dans ce cas en effet, l'assuré ne peut se retrancher derrière son ignorance ; il doit avertir la compagnie en temps utile de manière à ce qu'elle sache si son intérêt est de demander un supplément de primes ou de résilier l'assurance.

Quand aux faits qui sont indépendants de la volonté de l'assuré, les polices impartissent pour leur déclaration un délai qui est ordinairement d'un mois ou de quinze jours et qui court à partir du jour où s'est produit le fait à signaler.

Ces différentes clauses sont valables, nous retrouvons ici des solutions jurisprudentielles identiques à celles concernant les réticences et les fausses déclarations contemporaines de la formation du contrat. La déchéance sera donc encourue en cas d'inexécution de ces obligations sans qu'il y ait lieu de rechercher si la réticence ou la fausse déclarations ont influé sur l'événement du sinistre (1), ou si l'assuré a été de bonne ou de mauvaise foi.

Cependant une question se pose ; il peut se faire

(1) V. notamment. Douai 19 Juin 1900. D. 1902. 2. 223.
— Lyon 25 janvier 1895 rapporté dans le manuel des assureurs de M. Lassaigue, p. 96.

que l'assuré ait ignoré l'existence de la particularité qui a augmenté les chances d'incendie. Perdra-t-il même dans ce cas le bénéfice de son contrat ? M. Aguel répond par la négative, solution que l'équité suggère tout d'abord.

« L'obligation d'avertir la compagnie, dit-il, s'applique à des objets plus ou moins visibles pour l'assuré. En effet, s'il s'agit de l'établissement d'un théâtre, d'une fabrique, d'une usine ou d'une machine à vapeur, dans un bâtiment contigu à celui qu'habite l'assuré, il serait bien difficile d'admettre que ce dernier n'en ait pas connaissance ; mais s'il s'agit de la construction d'un bâtiment couvert en bois ou en chaume, l'assuré peut ignorer cette circonstance ; par exemple, il peut arriver que ce bâtiment nouvellement élevé soit masqué par d'anciens murs qui empêchent l'assuré de l'apercevoir. Dans cas ou dans d'autres semblables, il serait injuste de faire supporter à l'assuré qui doit être présumé de bonne foi, les conséquences d'un fait auquel il est entièrement étranger, et dont il peut, ainsi qu'il en justifie, n'avoir eu aucune connaissance » (1).

Ce système est-il très fondé au point de vue juridique ? Evidemment non, si l'on fait reposer sur l'erreur la nullité édictée par l'article 348 du Code de commerce. L'assureur pourra dire : « Que n'importe la circonstance que le fait aggravant le risque ait été connu de l'assuré ou ait échappé à son observation ? Dans l'un ou dans

(1) Aguel manuel des assurances n° 105.

l'autre cas, mes intérêts ne sont-ils pas aussi compromis? les conditions primitives du contrat ne sont-elles pas changées? Dès lors pourquoi établir une distinction qui n'est pas dans la police » ? (1)

La jurisprudence ne s'arrête pas en général à cette observation et refuse de prononcer la déchéance quand l'assuré ignorait le fait aggravant le risque (2).

Elle fait ici la même distinction que pour les réticences et les fausses déclarations commises au moment de la formation du contrat. Elle prononce la déchéance contre l'assuré coupable de dol ou de négligence, mais conserve au contraire le bénéfice de son contrat à l'assuré qui n'a pas fait de déclaration pour la raison majeure qu'il ne croyait pas devoir en faire.

Cette solution est ici fort judicieuse, car tout en s'inspirant de considérations de pure équité, elle respecte les principes du contrat d'assurance. A quoi, en effet, la police oblige-t-elle l'assuré? A faire connaître à la compagnie les aggravations du risque. Ce ne peut donc pas être l'existence seule de l'aggravation, mais bien le défaut d'avertissement qui pourrait enlever à l'assuré son droit à indemnité. Si l'assuré justifie qu'il ignorait le fait à déclarer et si son ignorance est excusable, comme lui reprocherait-on de ne s'être pas con-

(1) De Lalande et Couturier n° 309.

(2) Paris 29 juin 1892. *journ. ass.* 1892 p. 191.— Paris 18 juillet 1895. *D. P.* 96. 2. 428.

En ce sens Bédarride n° 1214 et 1217.— De Lalande et Couturier n° 310.

formé à la clause de la police ? Mais évidemment c'est à l'assuré à faire la preuve qu'il ignorait l'existence du fait aggravant les risques.

II

Parmi les différents événements que l'assuré doit signaler à l'assureur pendant l'exécution du contrat, il en est d'une importance pratique considérable, ce sont les mutations de propriété concernant les objets soumis aux risques.

La compagnie a le droit de les connaître ; le contrat d'assurance en effet est jusqu'à un certain point consenti *intuitu personne*. La vigilance, la moralité du souscripteur de la police ont pu exercer une influence déterminante sur son consentement au moment de la formation du contrat. Il en est de même du degré de solvabilité de l'assuré. On ne peut dans notre droit, aux termes de l'article 1271 du Code civil, substituer un débiteur à un autre sans l'assentiment du créancier. Le nouveau propriétaire des objets assurés s'acquitterait peut-être moins ponctuellement que le propriétaire primitif de l'obligation de payer les primes.

Il en résulte qu'en principe le contrat d'assurance contre l'incendie prend fin par l'aliénation de l'objet assuré. Toutefois, hâtons-nous de le dire, ce principe est loin d'être absolu, et ne reçoit en pratique qu'une application très restreinte.

Une distinction s'impose à ce sujet, suivant que

l'acquéreur est un ayant-cause à titre universel ou un ayant-cause à titre particulier.

1^o Ayant-cause à titre universel. — Dans cette hypothèse l'aliénation n'empêche pas le contrat de produire ses effets. L'héritier, le légataire ou le donateur à titre universel sont de plein droit les bénéficiaires de l'assurance contractée par leur ayant-cause. Ils sont par contre, tenus de payer les primes à dater du décès ou de la donation. Sous ce double aspect le contrat continue comme par le passé. La considération que le contrat d'assurance est consenti *intuitu personnae* ne saurait prévaloir contre les dispositions de l'article 1122 du Code civil, aux termes duquel on est censé avoir stipulé pour ses héritiers à moins que le contraire ne résulte de la convention. Or, l'assuré, au moment de la formation du contrat, a certainement entendu garantir ses héritiers aussi bien que lui-même de l'éventualité d'un sinistre.

En conséquence, les ayants-cause à titre universel, ne sont pas tenus en principe de déclarer à la compagnie la mutation de propriété dont ils sont les bénéficiaires. Mais en général les polices les obligent à le faire. Elles leur impartissent pour cela un délai fixé ordinairement à un mois. Si la déclaration n'est pas faite dans ce délai, l'assurance est résiliée de plein droit. Parfois la sanction est moins grave : les effets du contrat sont seulement suspendus jusqu'au moment où se fera la déclaration requise ; mais dans les deux cas si la déclaration est faite après le sinistre, elle est considérée comme inopérante, et la compagnie pourra opposer la clause de déchéance.

Ces stipulations sont considérées comme licites et obligatoires (1).

2° Ayant-cause à titre particulier. — Lorsque l'acquéreur de l'objet assuré est un ayant-cause à titre particulier de l'assuré primitif, l'assurance prend fin en principe par le seul fait de l'aliénation. C'est ce que décident la doctrine et la jurisprudence (2).

La théorie adverse n'a pas prévalu. L'acquéreur ne sera donc lié avec la compagnie par aucun rapport de droit. S'il veut s'assurer, il devra passer avec elle un nouveau contrat, comme si le premier n'avait jamais existé.

Certaines compagnies n'ont pas songé à modifier

(1) De Lalande et Couturier n° 280 et suiv. — Pau 22 mars 1886 et Toulouse 15 fév. 1887. S. 88. 2. 207. P. 88 1. 1104. — Bordeaux 4 mars 1895. Simonin. jurisp. ass. terr. 2^me partie, p. 347.

(2) Bordeaux 14 juillet 1873 sous cass. 13 juillet 1874. S. 74. 1. 365. P. 1874. 912. — Lyon 22 juin 1883. journ. ass. 1884. p. 111. — Alger 23 janv. 1893. S. et P. 93. 2. 291. — Nancy 20 juin 1893 S. et P. 93. 2. 289. — Cass. 4 mai 1903. S. et P. 1904. 1. 508. — Cass. 18 oct. 1904 S. et P. 1905. 1. 68. — Cass. 4 nov. 1907. S. et P. 1908. 1. 337 et la note de M. Hémar.

En ce sens : Duhail étude sur le contrat d'assurance, n° 149. — De Lalande et Couturier n°s 285 et 287. — Agnel et de Corny n° 138. — Rép gén. dr. fr. V^o assur. contre l'incendie n° 318 et suiv.

En sens contraire Laon 22 fév. 1841 sous Cass. 12 janv. 1842. S. 1842. 1. 14. Rouen 29 avril 1845. Bonneville de Marsangy 2^me partie p. 66.

par des conventions particulières un semblable état de choses. Elles imposent à l'acquéreur l'obligation de déclarer sa qualité et de faire constater cette déclaration dans un avenant.

Mais cette solution présente en pratique de graves inconvénients: En premier lieu, le contrat ayant été rompu le vendeur, assuré primitif, pourra être condamné à payer à l'assureur des dommages-intérêts; d'autre part, l'acquéreur ne bénéficiant pas de l'assurance n'aura aucun recours contre la compagnie en cas de sinistre; enfin l'assureur est constamment exposé à la rupture du contrat en raison d'une aliénation imprévue.

A ces différents points de vue, il serait plus avantageux de considérer le bénéfice de l'assurance comme attaché à l'objet assuré, et transmissible par suite d'une cession expresse ou tacite, aux ayants-cause à titre particulier de l'assuré primitif, en réservant toutefois à l'assureur le droit de résilier le contrat, si l'acquéreur ne lui présente pas des garanties suffisantes de moralité et de solvabilité.

C'est ce que la plupart des compagnies ont compris. Elles insèrent dans leurs polices des clauses qui ont pour but d'empêcher la résiliation de plein droit du contrat d'assurance, par le fait de l'aliénation.

Ces clauses sont en général ainsi conçues : « En cas de vente ou de donation des objets assurés, le vendeur ou le donateur devra dans le délai d'un mois en faire la déclaration à la compagnie et lui remettre l'engagement écrit des nouveaux propriétaires de continuer l'assurance, faute de quoi, passé ce délai, la police sera rési-

liée de plein droit, et l'assuré sera tenu de payer à la compagnie outre les primes échues, une somme égale à une année de primes à titre d'indemnité ».

D'un autre côté, les vendeurs d'immeubles prennent soin de stipuler dans les actes de vente, que l'acquéreur devra continuer l'assurance contre l'incendie garantissant les immeubles aliénés, soit en se bornant à une mention générale à ce sujet, soit en désignant spécialement auprès de quelle compagnie les assurances doivent être souscrites. Dans les cahiers des charges des adjudications, les créanciers poursuivant la saisie, insèrent des clauses analogues.

Quelle sera d'après ces clauses, la situation de l'acquéreur de l'objet assuré ? Aucune difficulté ne se présente s'il a pris parti sur la continuation de l'assurance au moment où se produit le sinistre. Mais quelle sera sa situation s'il ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, et si le sinistre se produit dans le délai d'un mois fixé par la compagnie ? Sera-t-il encore recevable à accepter l'assurance, et toucher l'indemnité en faisant connaître sa qualité à l'assureur ?

La jurisprudence répond par l'affirmative. Elle voit dans les clauses sus-indiquées une stipulation pour autrui basée sur l'article 1121 du Code civil. La compagnie joue le rôle de promettant en s'engageant à continuer l'assurance si l'acquéreur se fait connaître à elle dans le délai d'un mois ; l'acquéreur est le bénéficiaire. Cette interprétation permet à celui-ci d'invoquer le bénéfice de l'assurance immédiatement après l'aliénation et pendant le mois suivant. Tant que court ce délai la compagnie est

engagée vis-à-vis de lui ; elle est présumée l'avoir accepté pour assuré puisqu'elle a imposé au souscripteur de la police l'obligation de lui rapporter l'engagement de son ayant-cause. Seulement cette prorogation de l'assurance est conditionnelle ; elle est soumise à cette condition suspensive que l'acquéreur acceptera l'assurance dans le délai fixé. Dès lors de deux choses l'une : ou bien l'acquéreur ne fait pas la déclaration requise, et il perd le bénéfice de l'assurance qui sera censé n'avoir jamais existé à son égard, ou bien il la fait, et dans ce cas la compagnie est liée envers lui à partir du moment précis où l'aliénation a eu lieu, pendant le délai d'un mois. Donc, si l'incendie éclate dans le mois qui suit l'aliénation, l'acquéreur sera toujours à temps de régulariser sa situation à l'égard de la compagnie en faisant transférer à son profit la police, et il sera recevable à réclamer l'indemnité.

Les compagnies ont cependant soutenu le contraire : Elles ont prétendu qu'avant l'acceptation le droit de l'acquéreur étant conditionnel, n'est plus susceptible d'être consolidé après le sinistre, puisque l'incendie en détruisant l'immeuble assuré a rendu le contrat d'assurance sans objet.

Mais ce système n'a pas prévalu en jurisprudence (1).

(1) Cass. 11 nov. 1872. — S. 1872. 1. 365. — Paris 8 avril 1876 Bonneville de Marsangy 2^{me} partie p. 522. — Trib. St-Calais 12 juin 1903. *journal. ass.* 1904. p. 162. — Besançon 11 déc. 1901. S. et P. 1904. 2. 83. — Paris 13 juillet 1905. *Rec. pér. ass.* 1906 p. 123. — Orléans 4 août 1905 et Cass. 4 nov. 1907. S. et P. 1908. 1. 337 avec la note de M. Hémar. — V. De Lalande et Couturier n° 290 et suiv.

Elle considère que l'acceptation de l'acquéreur faite dans dans le délai à lui imparti, produit un effet rétroactif, et que par conséquent il doit être considéré comme titulaire d'un droit existant et valable immédiatement après l'aliénation.

Dans une semblable hypothèse, l'acquéreur jouira donc de tous les effets du contrat quand bien même il n'aurait pas déclaré à l'assureur la mutation de la propriété avant l'événement du sinistre, si toutefois au moment où il fait cette déclaration, le délai n'est pas expiré.

Ainsi, par le libre jeu des conventions, le bénéfice de l'assurance tend à devenir une sorte de droit réel accompagnant l'objet assuré. Cette solution est d'ailleurs pleinement d'accord avec les nécessités pratiques, car on ne citerait guère d'exemples où une compagnie aurait refusé de continuer l'assurance avec l'acquéreur. Ce qu'elle redoute plutôt, en cas de vente de la chose assurée, c'est de voir l'assurance lui échapper pour être reprise pour une compagnie rivale (1).

Enfin l'assuré doit déclarer à l'assureur les nouvelles assurances qu'il contracte sur les mêmes objets.

En effet, les assurances multiples ne sont pas interdites, à la condition toutefois que l'assuré ne puisse dans aucun cas toucher des indemnités dont le total serait supérieur au préjudice que lui cause le sinistre. Il

(1) Beer : rapport préparatoire, commission du contrat d'assurance p. 118.

y aurait là une assurance cumulative, prohibée par l'article 334 al. 2 du Code de commerce, qui frappe le contrat de nullité si l'assuré est de mauvaise foi, et d'une réduction de l'assurance s'il est de bonne foi. L'assurance étant un contrat d'indemnisation, ne peut être une source de bénéfice pour l'assuré.

Mais en dehors de cette hypothèse l'assuré peut contracter pour le même objet une nouvelle assurance avec un autre assureur, soit que la première assurance ne couvre pas, soit même qu'elle couvre la valeur entière de l'objet. Dans ce dernier cas, elle sera seulement réduite (1)

Mais si la validité de l'assurance multiple est admise en principe, l'on n'est pas pleinement d'accord sur ses effets, au moment du sinistre. D'après une première opinion la perte doit se répartir proportionnellement entre les assureurs (2). Dans un autre système adopté par la Cour de Cassation, il convient d'appliquer aux assurances terrestres l'article 359 du Code de Commerce ; par suite le premier contrat doit seul produire ses effets s'il garantit la valeur totale des objets assurés (3). Mais en général la difficulté est prévue par les compagnies. Elles stipulent en cas d'assurances multiples le concours proportionnel des assureurs. Chaque compagnie a donc le plus grand intérêt à connaître les autres

(1) Philouze p. 64. Duhail n° 78. De Lalande et Couturier n° 235.

(2) Caen 17 av. 1867. D. P. 67. 2. 28.

(3) Cass. 8 janv. 1878. D. P. 78 1. 223.

assurances contractées par le souscripteur de la police, pour n'être pas exposée en cas de sinistre à payer plus qu'elle ne doit. Aussi l'assuré doit-il sous peine de déchéance déclarer à son premier assureur la nouvelle assurance qu'il vient de conclure, de même qu'au moment de la formation du contrat il doit déclarer ses assurances antérieures.

Ces clauses sont valables ; elles ont été fréquemment appliquées par les tribunaux (1). Mais leur application suppose bien entendu qu'un délai moral doit être accordé à l'assuré pour faire sa déclaration. Lorsqu'il n'est pas déterminé par la police, les tribunaux apprécient souverainement quel en est le point de départ et la durée (2).

(1) Paris 17 janv. 1867. D. P. 69. D. 70. — Douai 11 août 70. D. P. 72. 2. 184. — Civ. 6 août 1884 D. P. 85. 1. 57. — Req. 16 mars 1891. D. P. 92. 1. 46. — Lyon 27 nov. 1897. D. P. 1900. 1. 381. — Req. 20 déc. 1899. D. P. 1900. 1. 95. — Civ. 6 fév. 1900. D. P. 1904. 1. 491. — Req. 12 déc. 1905. D. P. 1906. 1. 255.

(2) Douai 30 av. 1877. D. P. 78. 1. 223. — Req. 6 mars 1888 D. P. 88. 1. 416.

CHAPITRE IV

Les diverses répliques de l'assuré à l'exception de déchéance

La preuve matérielle de la réticence ou de la fausse déclaration ne suffit pas pour libérer l'assureur. L'assuré peut prouver de son côté que pour des raisons diverses, la compagnie ne peut se prévaloir contre lui de l'exception de déchéance.

Il convient d'observer en premier lieu que la déchéance étant basée au moins en principe sur une faute contractuelle de l'assuré, celui-ci doit conserver le bénéfice de son contrat, s'il établit qu'il n'a pas commis la faute qu'on lui reproche et qu'elle incombe entièrement à l'assureur lui-même. Il en sera ainsi notamment lorsque l'agent de la compagnie a rédigé lui-même la police, et lorsque d'une manière générale l'assureur avait connaissance de la particularité non mentionnée, ou mentionnée inexactement. Pleinement renseigné sur l'étendue du risque, il ne saurait au moment du règle-

ment de l'indemnité, prétendre s'exonérer de ses obligations, en alléguant une prétendue assurance.

En second lieu, il peut se faire que la compagnie ayant eu pleinement connaissance de la réticence ou de la fausse déclaration de l'assuré, mais désireuse de le conserver au nombre de ses clients, manifeste clairement sa volonté, soit avant, soit après le sinistre, de continuer l'exécution du contrat. Elle sera censée dans cette hypothèse, avoir renoncé à invoquer la déchéance.

De là résulte que l'assuré peut opposer à la compagnie deux répliques principales.

I^o La connaissance par l'assureur de la consistance réelle du risque.

II^o La renonciation tacite de l'assureur à invoquer la clause de déchéance.

Leur étude est intéressante, car elle montre comment les compagnies ont su ingénieusement profiter de ce qu'elles étaient les souveraines maîtresses de la rédaction du contrat, pour imposer à l'assuré de nouvelles clauses, en vertu desquelles elles prétendent conserver malgré tout le droit d'opposer la déchéance, et comment les tribunaux se sont efforcés sans grand succès d'ailleurs, de protéger l'assuré contre leur application.

SECTION I

De la connaissance par l'assureur de la consistance réelle du risque

Les compagnies d'assurances à primes fixes ont à leur tête un directeur. A côté de lui des administrateurs contrôlent la gestion financière de la société ; au-dessous sont les agents qui sous la surveillance des inspecteurs mettent la compagnie en relation avec le public.

Il y a deux sortes d'agents : les agents particuliers qui dans les grandes villes prennent le nom de courtiers et les agents généraux. Les premiers ne sont nullement les représentants de la société. Ils n'en ont pas la signature, et n'ont ni qualité ni pouvoir pour passer un acte en son nom. Leur rôle se borne à recruter des assurés et leur rémunération consiste en une commission proportionnelle à l'importance de chaque contrat. Se bornant à mettre les assurés en rapport avec les agents généraux, ils ne peuvent par leurs agissements engager la compagnie (1).

Les agents généraux au contraire, sont les mandataires de la compagnie dans le sens des articles 1984 et

(1) Agen 4 déc. 1907. *Journ. ass.* 1908 p. 193. — Nancy 20 juillet 1907 *Journ. ass.* 1907 p. 556. — Rennes 19 juillet 1909 *Journ. ass.* 1909 p. 563. — Il a pu en être autrement dans une circonstance particulière : Bordeaux 12 fév. 1906. *Gaz. Pal.* 1906. 2. 87.

suivants du Code civil ; ils ont la signature de la société qu'ils représentent, et transforment en traités définitifs les propositions d'assurances qui leur sont faites.

Il arrive souvent en pratique que les agents généraux de la compagnie se rendent sur les lieux avant de conclure une assurance, et se font une opinion personnelle du risque au lieu de s'en rapporter aveuglément aux déclarations de l'assuré. De la sorte, ils connaîtront complètement et mieux sans doute que l'assuré lui-même, certains éléments du risque ; ils pourront se renseigner notamment sur la valeur et la nature de l'objet assuré, et sur les diverses particularités relatives à la contiguïté et au mode de construction qui augmentent les dangers du feu.

Si après une semblable inspection l'assuré rédigeant lui-même sa police, commet une réticence ou une fausse déclaration, en sera-t-il responsable dans la même mesure, et pourra-t-on lui opposer la nullité du contrat ou la déchéance ?

La jurisprudence ne l'admet pas. Si elle impose à l'assuré une bonne foi particulière en raison de l'importance exceptionnelle que présente une appréciation exacte du risque, elle se montre également rigoureuse pour l'assureur à ce point de vue. Les tribunaux estiment avec raison que la nullité du contrat ou la déchéance reposant sur une opinion erronée du risque, l'assureur ne peut plus les invoquer lorsqu'il en a connu la consistance réelle.

Ils ont fait de nombreuses applications de ce principe ; la jurisprudence fut fixée en ce sens par un arrêt

de la Cour de Paris de 1844. Une dame Merkell avait assuré à la compagnie « la Prudence » une fabrique d'allumettes chimiques. Après le sinistre, cette compagnie refusa de payer l'indemnité stipulée sous le prétexte que ses statuts lui interdisaient d'assurer des risques aussi graves. Ses prétentions furent repoussées par la Cour de Paris, en raison de ce que son directeur, avant de conclure le contrat, procéda à l'inspection des lieux assurés.

« Attendu (dit la cour) que le directeur de la compagnie « la Prudence » a reconnu à l'audience qu'il avait d'abord refusé d'assurer cet établissement ; que si plus tard il y a consenti, c'est après s'être transporté sur les lieux.

« Attendu qu'il est impossible d'admettre que lors du transport, le directeur de la compagnie n'ait pas reconnu que la dame Merkell fabriquait des allumettes ;

« Attendu qu'au surplus aucun des faits de la cause ne prouve que la dame Merkell ait induit la compagnie en erreur ; que le transport du directeur et la vérification par lui faite prouvent au contraire que la dame Merkell était de bonne foi, et que la compagnie était à même de connaître l'établissement qu'elle assurait.

Par ces motifs, confirme (1) ».

(1) Paris 1844. D. P. 45. 2. 7. — En ce sens Paris 1844. D. P. 45. 2. 8. — Cass. 24 mars 1896 S. et P. 96. 1. 488. Pand. pér. 97. 1. 69. — Cass. 7 mars 1898. Pand. pér. 1898. 1. 228. — Cass. 20 nov. 1905 S. et P. 1906. 1. 124. Pand. pr. 1907. 1. 185. — Cass. 14 nov. 1905 S. et P. 1908. 1. 237. et Rennes *ibid.*

Un autre argument est parfois invoqué par les assurés, et admis par les tribunaux. Ils refusent de prononcer la nullité du contrat, non seulement parce que la compagnie a connu la particularité non révélée par l'assuré, mais encore parce qu'ils considèrent que l'agent de la compagnie a le devoir d'attirer l'attention de l'assuré sur les déclarations qu'on lui impose, et sur les conséquences de ses fausses déclarations.

« Considérant (dit la Cour de Paris) dans un arrêt de 1877, qu'en admettant ce qui n'est pas établi, que Gauthier a fait le commerce de vins et d'alcools, la Société l'*Europe* ne fournit pas la preuve qu'il ait cherché à la tromper sur la nature de sa profession.....

« Que les agents d'assurances dont le devoir est de faire préciser les déclarations à eux faites, et d'éclairer les assurés sur leurs conséquences, ont été à même de vérifier la profession réelle de Gauthier (1) ».

On ne peut qu'approuver une semblable jurisprudence, mais il importe de n'en point exagérer la portée. Si l'assuré a commis une réticence où une fausse déclaration présentant un caractère dolosif, il perdra le bénéfice de son contrat malgré l'inspection des lieux par l'agent de la compagnie ; cette inspection est faite dans l'intérêt exclusif de cette dernière ; si l'assuré induit l'agent en erreur par des manœuvres ou des déclarations mensongères, il ne pourra par la suite s'en prévaloir. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation

(1). D. P. 78. 2. 123.

du 8 juillet 1878 rendu dans une affaire concernant le sieur Planché et la compagnie l'*Urbaine*. Le sieur Planché avait déclaré faussement qu'il n'existait dans l'immeuble dont il proposait l'assurance, aucune industrie augmentant les dangers du feu. En fait il y avait une distillerie. Après le sinistre la compagnie l'*Urbaine* opposa la déchéance, mais le sieur Planché la prétendit inapplicable en raison de l'inspection des lieux par un agent de la compagnie avant la conclusion définitive du contrat, fait dont il demandait à administrer la preuve. Mais en raison de ce que sa réticence avait été commise de mauvaise foi, la Cour de Bordeaux et plus tard la Cour suprême déclarèrent sa demande irrecevable :

« Attendu (dit la Cour suprême), que vainement le demandeur allègue que l'existence de la distillerie était connue de l'agent de la compagnie rédacteur de la police ;

« Qu'en effet cette circonstance a pu être considérée comme absolument indifférente en présence de la déclaration de l'assuré portant qu'il n'est exercé dans les bâtiments aucune profession augmentant les risques, autre que celle de tonnelier.

« Attendu qu'en rejetant dans ces conditions la demande de preuve, la Cour d'appel n'a pu violer aucune loi. Par ces motifs rejette (1) ».

L'assuré ne peut donc échapper à la nullité édictée

(1) Req. 8 juillet 1878 D. P. 80. 1. 62. — En ce sens, Besançon 4 mars 1882. D. P. 82. 2. 166. — Rouen 2 juillet 1869. D. P. 71. 2. 61.

par l'article 348, ou à l'application des clauses de déchéance, que s'il est de bonne foi.

Lorsque l'agent d'assurances se rend sur les lieux, il ne se borne pas toujours à les inspecter. Souvent il se substitue complètement à l'assuré et rédige lui-même la police. L'assuré préfère s'en rapporter complètement à lui en raison de son expérience professionnelle. L'agent jouera donc le rôle prépondérant : il procédera par interrogations, se bornant à enregistrer les réponses de l'assuré, où même les lui suggérant. Il dépend donc de lui de commettre certaines omissions, ou d'insérer dans la police des déclarations inexactes.

Il est certain dans ces conditions qu'il faut lui imposer une bonne foi extrêmement rigoureuse. L'assuré met une confiance entière dans la sincérité ou le savoir-faire de l'agent qui dès lors devient son gérant d'affaires ou même son mandataire, responsable envers lui en vertu des articles 1374 et 1992. Si après le sinistre on lui oppose une clause de déchéance pour réticence ou fausse déclaration, il pourra se retourner contre la compagnie responsable elle-même des agissements de son agent. De quoi en effet pourrait-elle se plaindre, puisque d'une part elle a connu par l'intermédiaire de son agent la consistance réelle du risque, et que d'autre part la réticence et la fausse déclaration est l'œuvre exclusive du même agent d'assurances.

Aussi la jurisprudence est-elle unanime à déclarer la compagnie responsable du fait de son préposé, et irrecevable dans ce cas à opposer la déchéance.

« Attendu (dit la Cour de Cassation), que l'arrêt

Constate que les polices d'assurances ont été faites par la compagnie, et rédigée par ses agents, et qu'excepté l'apposition de leur signature les assurés ont été absolument étrangers à la confection des polices.

« Attendu qu'il suit de ces circonstances que la police a été faite par les assureurs, que les lieux ont été vérifiés par eux ; que s'il y a erreur elle n'a pu être commise à l'insu de la compagnie puisqu'elle serait l'œuvre de ses agents ; que dès lors s'il en est résulté un préjudice pour elle, elle doit se l'imputer... (1) ».

La situation est identique lorsqu'il s'agit non pas d'une réticence, mais d'une fausse déclaration. Si l'agent a inspecté les lieux et visité la police, la compagnie ne pourra l'opposer à l'assuré.

« Attendu, (dit encore la Cour suprême), qu'il a été déclaré dans l'arrêt attaqué que Paul Coste, agent de la compagnie la *Providence* à Châlons-sur-Saône, a rédigé la police d'assurance passée avec Jeannin ; que c'est lui qui a fait la désignation de l'assurance mobilière ; qu'il avait la connaissance personnelle que des feuilles de maïs, marchandise réputée hasardeuse, se trouvait en dépôt dans un grenier au-dessus du magasin de Jeannin ; que si aucune déclaration de marchandises hasardeuses n'a été faite dans la police, c'est par suite de la négligence du rédacteur de cette police qui a laissé l'assuré dans l'erreur.

« Attendu que les faits du préposé d'une compagnie

(1) Cass. 1845, D. P. 1845. 1. 423.

d'assurance lorsqu'ils sont relatifs à la rédaction de la police et aux stipulations qu'elle contient, engagent la compagnie vis-à-vis de l'assureur.

« Attendu que la compagnie ne peut se prévaloir contre l'assuré d'une omission ou d'une fausse déclaration contenue dans la police rédigée par son propre préposé alors qu'il est constaté en fait que le préposé avait une entière connaissance de toutes les circonstances du contrat qu'il consentait au nom de la compagnie, et alors que l'assuré suivait la foi du préposé rédacteur de la police, et savait que ce préposé n'ignorait rien de ce qui concernait l'état et la consistance des objets assurés...(1) ».

Les compagnies ont objecté que l'assuré n'était pas

(1) Cass. civ. 18 mai 1852. Cet arrêt confirmait celui de la Cour de Dijon du 31 juillet 1849 attaqué en violation des articles 1382, 1383, 1384 et 1998 du Code civil. La Cour de Dijon avait condamné la compagnie en vertu desdits articles, estimant avec raison qu'elle était responsable de la faute contractuelle commise par l'agent, son mandataire : « Considérant dit-elle, qu'il est dans la nature du contrat d'assurance que le directeur ou l'agent d'une compagnie ait le caractère d'un mandataire et d'un préposé ; qu'en conséquence, à moins d'une collusion frauduleuse avec l'assuré il oblige la compagnie non seulement par les stipulations insérées dans la police, mais encore à l'égard des faits relatifs au contrat d'assurance qui lui sont personnels et qui peuvent en modifier les causes et les effets ; que s'il en était autrement, un assuré ne pourrait jamais contracter avec sécurité, puisqu'il aurait toujours à craindre un refus d'indemnité sous le prétexte qu'un agent aurait excédé ses pouvoirs ou que la compagnie ne serait pas obligée par les faits ou la négligence de son préposé ». (D. 1852. 1. 174.)

à l'abri de toute critique, et qu'il avait l'obligation avant de signer le contrat d'examiner si toutes les déclarations qu'il avait faites à l'agent y avaient été fidèlement transcrites. Il y a donc, a-t-on dit, une faute de sa part, car il ne tenait qu'à lui d'y introduire les changements nécessaires.

Mais la Cour d'Alger a répondu victorieusement à cette objection en décidant que si une faute légère pouvait être reprochée à l'assuré, elle ne faisait nullement disparaître celle, beaucoup plus lourde, de l'agent :

« Attendu dit-elle, que la déclaration a été faite au sieur Blot agent de la compagnie, ainsi que cela résulte de la mention écrite par cet agent lui-même, sur un projet de police par lui dressé ; qu'il importe peu qu'il ait ensuite omis de la reporter sur les polices qu'il a seul rédigées et qui ont été signées le 10 décembre suivant ;

« Qu'en ne le faisant pas, il a commis une faute dont la compagnie est responsable ;

« Qu'en vain on allègue que Villars a signé ces polices après qu'elles ont été garnies, et qu'ainsi il doit subir les conséquences de l'omission qu'elles contiennent.

« Qu'effectivement Villars en faisant ses déclarations à l'agent, avait rempli toutes ses obligations, que la rédaction des polices étant l'œuvre exclusive de l'agent, il n'avait pas à vérifier un travail qu'il avait le droit de juger conforme à ses déclarations ;

« Qu'en supposant même qu'il eût été imprudent en ne faisant pas cette constatation, son imprudence ne

saurait empêcher la faute de l'agent de produire ses conséquences légales (1) ».

La Cour d'Alger, on le voit, a réfuté fort judicieusement l'argumentation de la compagnie. C'est qu'en effet la balance n'est pas égale entre l'assuré et l'agent. Tandis que ce dernier en rédigeant la police exerce un métier qu'il connaît parfaitement et qu'il pratique chaque jour, l'assuré au contraire ne connaît pas exactement l'étendue de ses obligations. Il ignore ce que l'agent n'a pas voulu lui apprendre, et sans vouloir supposer chez celui-ci une arrière pensée de fraude, il est certain qu'il s'abstient parfois, volontairement ou non, d'attirer l'attention de l'assuré sur chaque point particulier en précisant ses devoirs. L'agent a du reste un caractère presque public qui inspire confiance ; s'il se substitue pour la rédaction de la police à l'assuré qui s'en rapporte aveuglément à lui, il n'est que très juste qu'il assume la responsabilité de ses propres erreurs.

C'est en ce sens d'ailleurs que la jurisprudence s'est fixée. Toutes les fois que la compagnie a connu la particularité non révélée par l'assuré, soit par l'inspection des lieux, soit en raison de ce que son agent a rédigé la police, soit de toute autre manière, elle ne saurait articuler contre l'assuré, ses réticences ou ses fausses déclarations (2). Bien rares sont les jugements qui

(1) Alger. 30 décembre 1891. D. P. 92. 2. 148.

(2) Cass. D. P. 71. 2. 61. n° 4. — Dijon 18 juillet 1872. S. 73. 2. 208. — Cass. 8 juillet 1873. S. 73. 1. 438. — Paris

repoussent ce principe, et encore ne constituent-ils que des décisions d'espèce, dans lesquelles on rencontre la mauvaise foi de l'assuré (1).

II

Pour que cette jurisprudence soit applicable, il est bien évident que l'assuré est dans l'obligation d'établir, s'il veut échapper à la déchéance, que l'assureur a connu la consistance réelle du risque en dehors des déclarations qui lui ont été faites.

Quand il voudra faire cette preuve, l'assuré se heurtera non seulement à des difficultés de fait, mais à des difficultés d'ordre juridique. Les compagnies n'ont pas manqué en effet de se retrancher derrière l'application de l'article 1341 du Code civil aux termes duquel il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse

20 avril 1877 D. P. 78. 2. 123.— Cass. 15 mars 1880. S. 82. 1. 75.— Riom 20 mai 1886. D. P. 87. 2. 26.— Limoges 22 janvier 1883. D. P. 85. 1. 228.— Rennes 13 nov. 1878 et Cass. 15 mars 1880. 1. 405.— Cass. 20 fév. 1884. S. 84. 1. 148.— Toulouse 16 mai 1894 et Cass. 24 mars 1896. D. P. 97. 1. 461. S. 96. 1. 488.— Trib. civ. Seine 17 nov. 1902. Gaz. Pal. 1902. 2. 699.— En ce sens, Lyon-Caen et Renault t. 6. n° 1455.— Droz t. 1. n° 266. De Lalande et Couturier, n° 218 et 228.

(1) Besançon 4 mars 1882. S. 83. 2. 60.— Paris 13 mai 1896. S. 96. 2. 132. avec note.— Trib. comm. Seine 28 déc. 1893. Journ. ass. 94. p. 97.— Lyon 18 janvier 1898. Rec. pér. ass. 1898. p. 362.

d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs.

Cette disposition est-elle applicable aux polices d'assurances ? Empêchera-t-elle les assurés de prouver par tous les moyens possibles que l'assureur a eu par l'intermédiaire de son agent, connaissance de la particularité qui lui a été signalée inexactement, ou que celui-ci a rédigé lui-même la police ? Cette question présente un intérêt pratique considérable.

Pour échapper à l'application de l'article 1341 les assurés ont avec des succès divers, invoqué plusieurs arguments.

a) Ils se sont prévalu tout d'abord des dispositions de l'article 1347 du Code civil, dont l'alinéa 1 dispose : « Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit ». Or, a-t-on dit, il existe un commencement de preuve par écrit, c'est la police elle-même. Ce raisonnement est certainement sans valeur, et la Cour de cassation en a fait justice (1). On ne peut admettre sans violer les dispositions de l'article 1341, que la police soit considérée comme constituant un commencement de preuve par écrit dans le sens de l'article 1347, puisque c'est contre et outre ses dispositions que l'assuré demande à administrer sa preuve.

(1) Cass. 13 juin 1883. D. P. 84. 1. 38 : « Il n'est pas permis de prouver outre et contre le contenu aux actes ; cette défense est absolue et ne saurait être éludée sous le prétexte que l'acte contre lequel il s'agit de prouver, vaudrait comme commencement de preuve par écrit ».

b) Les assurés ont aussi invoqué le caractère commercial du contrat d'assurance et les dispositions de l'article 109 du Code de commerce qui admet la preuve par témoins en matière commerciale. La portée de cet argument, s'il avait quelque valeur, serait diminuée par ce fait que seuls les contrats d'assurance passés par les sociétés à primes fixes, constituent des actes de commerce ou des actes mixtes, (suivant que l'assuré est ou n'est pas commerçant) tandis que les contrats passés avec des sociétés mutuelles ont un caractère purement civil (1).

Mais au surplus, le contrat d'assurance n'est pas assimilé en matière de preuve aux autres contrats commerciaux. En vertu de l'article 332 du Code de commerce, il doit être rédigé par écrit. Cela n'est pas à dire que la validité du contrat soit subordonnée à l'existence d'un écrit, mais cet article a pour but de rendre applicables au contrat d'assurance les règles édictées par l'article 1341 du Code civil (2). Donc si l'importance du litige dépasse 150 francs, la preuve du contrat d'assurance ne saurait être faite par témoins où à l'aide de présomptions.

Quelques auteurs estiment même que l'article 332

(1) Cass. 24 janv. 1865. S. 65. 1. 153. P. 65. 1. 369 avec note. — Rouen 12 mars 1873. D. 74. 2. 60. — Grün et Joliat, n° 346. — Quénault n° 397.

(2) Paris 4 fév. 1897. D. P. 97. 2. 279 avec note. — Paris 11 mars 1898. 2. 392. — Req. 12 juin 1899. D. P. 99. 1. 608. — Cass. 2 mars 1903. D. P. 1904. 1. 142.

du Code de commerce est plus rigoureux encore en matière de preuve que l'article 1341 du Code civil, et qu'un commencement de preuve par écrit n'autorise pas l'admission de la preuve testimoniale (1). Quoiqu'il en soit, dans l'un comme dans l'autre de ces deux systèmes, le témoignage doit être rejeté comme moyen de rectifier le contrat d'assurance et d'en combler les lacunes.

Mais l'article 332 consacré aux assurances maritimes doit-il être étendu par analogie aux assurances terrestres ? M. Chavegrin a soutenu la négative ; à son avis, les dispositions de cet article étant exorbitantes du droit commun doivent être interprétées restrictivement. S'il en était ainsi, l'assuré aurait évidemment le droit de prouver par tous les moyens énoncés dans l'article 109 du Code de commerce, et notamment par témoins, que la compagnie a connu les diverses particularités qui n'ont pas été signalées dans la police. En effet le contrat d'assurance présente en général un caractère mixte, commercial pour l'assureur, civil pour l'assuré. Or les preuves du droit commercial doivent être admises contre celui pour qui le contrat doit être considéré comme commercial sans tenir compte de la juridiction saisie (2).

(1) Desjardins traité de droit maritime t. 6. n° 1303. — Lyon, Caen et Renault t. 6 n° 1176. — En sens contraire : Boistel précis de droit commercial n° 1310. — Chavegrin note au Sirey 1901. I. 481.

(2) Lyon-Caen et Renault t. 3. n° 78 et 87. — Thaller traité élem. dr. comm. n° 40. — Boistel n° 437 et 446. — Cass. 26 oct. 1886. S. 1887. I. 153.

Mais l'opinion soutenue par M. Chavegrin n'a pas prévalu. La jurisprudence a étendu aux assurances terrestres la règle édictée par l'article 332 1^{er} alinéa du Code de commerce (2). Il en résulte que la preuve par témoins ne peut être admise dans le contrat d'assurance contre l'incendie au-dessus de cent cinquante francs.

c) Les assurés pour échapper à l'application de l'article 1341 du Code civil, ont invoqué avec plus de succès un troisième argument tiré de la distinction que fait la loi en matière de preuve entre les faits purs et simples et les actes juridiques.

Les faits purs et simples, c'est-à-dire ceux qui par leur nature ne produisent que des résultats matériels et ne comportent ni obligation ni libération, peuvent toujours être prouvés par témoins. Or il en est ainsi des faits articulés par l'assuré. Il est évident que le fait qu'un agent d'assurances inspecte les lieux avant de conclure le contrat, ou qu'il rédige lui-même la police, ne saurait être considéré comme comportant en lui-même obligation ou décharge. Mais en est-il de même du fait qu'un assuré a fait à l'agent certaines déclarations que ce dernier n'a pas reproduites dans la police ? Sur ce point encore, la jurisprudence a donné raison aux assurés.

« Attendu, dit la Cour de cassation, que l'arrêt attaqué ne conteste nullement que, ainsi que l'a déclaré

(2) Cass. civ. 5 juillet 1859. D. P. 59. 1. 258. — Req. 5 nov. 1862. — D. P. 63. 1. 229. — Civ. 13 juillet 1874. S. 1874. 1. 365. — Besançon 7 nov. 1900. D. P. 1903. 2. 252. avec note. — Cass. 2 mars 1903. D. P. 1904. 1. 142.

Vanas, la rédaction de la police a été l'œuvre exclusive de la compagnie, et que Vanas n'a fait qu'y apposer sa signature quand Erny (agent de la compagnie l'*Assurance coloniale*) la lui a présentée.

« Attendu que dans ces circonstances, Vanas demandant à faire prouver en réponse à l'exception opposée par la compagnie, et tirée de la prétendue réticence de Vanas, qu'il avait fait connaître exactement à Erny avant la conclusion du contrat, la tentative d'incendie dont l'immeuble à assurer avait été l'objet, n'articulait qu'un fait pur et simple qui n'avait d'importance que par sa corrélation avec la passation du contrat d'assurance, et qui ne restait pas moins distinct de l'acte lui-même destiné à constater les engagements de l'assureur et de l'assuré ; qu'ainsi en refusant d'admettre la preuve des faits articulés sous prétexte que ce serait prouver contre et outre le contenu de la police qui ne les mentionnait pas, l'arrêt attaqué a faussement appliqué et en même temps violé l'article 1341 (1) ».

De nombreuses décisions ont été rendues dans ce sens, et la jurisprudence à cet égard semble définitivement fixée (2). La distinction ainsi établie entre les faits

(1) Cass. 28 mars 1888. P. 88. 1. 1048. S. 88. 1. 424.

(2) Cass. 19 janvier 1870. S. 71. 1. 98.— Cass. 13 juillet 1874. D. P. 75. 1. 173.— Rouen 22 mars 1904 et Cass. 14 nov. 1905. S. et P. 1908. 1. 235.— Rouen 18 mai 1904 sous Cass. 26 nov. 1906. D. P. 1906. 1. 253.— Bordeaux 12 fév. 1906. Gaz. Pal. 1906. 2. 87.

purs et simples et les faits juridiques permet donc à l'assuré d'échapper à la déchéance lorsque la compagnie a connu *extrinsecus* les diverses particularités qui n'ont pas été mentionnées dans la police.

III

Des observations qui précèdent, il résulte qu'un double principe a été adopté par la jurisprudence.

1° L'assuré n'est pas déchu du bénéfice de son contrat lorsque la réticence ou la fausse déclaration qui lui est reprochée est imputable à l'agent de la compagnie soit parce qu'il a inspecté les lieux, soit parce qu'il a rédigé la police.

2° L'assuré est admis à prouver malgré les dispositions de l'article 1341 du Code civil que l'agent de la compagnie a été le rédacteur de la police, et que soit par l'inspection des lieux, soit de toute autre manière, il avait connaissance des diverses particularités concernant le risque, qui n'y ont pas été mentionnées ou qui l'ont été inexactement.

Cette jurisprudence apportait quelques tempéraments à ce que les clauses de déchéance pour réticence ou fausse déclaration présentaient de véritablement rigoureux. Mais les compagnies, s'inspirant d'un formalisme excessif, voulurent interdire à l'assuré de se prévaloir du rôle joué par les agents lors de la formation du contrat.

Dans ce but elles ont ajouté aux conditions géné-

rales de leurs polices trois dispositions qui sont devenues de style et qui sont les suivantes :

1° L'assuré ne peut en aucun cas, exciper de la visite des lieux par l'agent de la compagnie.

2° L'assuré ne peut en aucun cas exciper de ce que la police serait l'œuvre de l'agent de la compagnie ;

3° La police est rédigée par les seules déclarations de l'assuré qui doivent toutes, à peine d'être réputées non avenues, être consignées par écrit. L'assuré ne peut demander à faire aucune preuve outre et contre les énonciations du contrat.

Il est facile de voir que ces clauses mettent l'assuré de bonne foi dans une situation dangereuse. Lorsque soit par impéritie soit au contraire par une trop grande habileté, l'agent de la compagnie n'aura pas mentionné avec exactitude dans la police qu'il a lui-même rédigée, les diverses particularités aggravant le risque et qu'il connaissait fort bien, l'assuré n'aura pas la ressource d'établir que les réticences et les fausses déclarations lui sont imputables. En vertu des deux premières clauses, il ne peut exciper du rôle joué par l'agent. Voudra-t-il prouver qu'en dehors même de son intervention dans la rédaction du contrat l'agent connaissait certains faits que l'assuré a omis de mentionner lui-même, par exemple une assurance ou un sinistre antérieurs, on lui opposera la troisième clause, et il sera débouté dans sa demande de preuve, car il s'est engagé (du moins son contrat l'indique) à consigner par écrit dans la police elle-même, toutes les déclarations qu'il avait le devoir

de faire, et s'est interdit de faire une preuve quelconque contre et outre les énonciations du contrat.

Si donc ces clauses sont valables, la déchéance pour réticence ou fausse déclaration sera prononcée sans qu'il y ait possibilité de rechercher si l'agent ne doit pas être responsable de la rédaction vicieuse de la police. Remarquons qu'en fait le contrat se formera comme par le passé. L'agent visitera les lieux et inscrira lui-même les déclarations prescrites, et néanmoins si des contestations se produisent, l'assuré, considéré comme l'auteur exclusif de la rédaction de la police, supportera les conséquences des fautes commises par l'agent. A la vérité des faits se substituera la vérité juridique qui sera entièrement différente. Toute demande de preuve tendant à éclairer le juge sera irrecevable : elle ne sera ni admissible puisque l'assuré y a renoncé en signant la police, ni pertinente puisque la réticence et la fausse déclaration est nécessairement imputable à l'assuré.

Plusieurs auteurs et notamment M. Chavegrin se sont élevés contre l'application de ces différentes clauses, mais jusqu'à présent la Cour de cassation malgré la résistance de certains tribunaux les a déclarées valables, comme ne portant atteinte ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs ni aux principes du contrat d'assurance. Les jugeant d'autre part claires et précises, elle a fait la stricte application. Il est à remarquer en outre qu'elle n'a pas rendu des arrêts d'espèce, mais qu'au contraire, elle a nettement posé le principe de leur validité.

La première décision rendue sur ce point, qui ait fait l'objet d'un pourvoi devant la Cour suprême, concer-

nait la compagnie *le Nord* et un sieur Strat. Ce dernier n'avait pas mentionné dans la police d'assurance qu'il avait subi un sinistre antérieur, circonstance que l'agent de la compagnie connaissait fort bien. Après un incendie la compagnie le Nord opposa la clause de déchéance, et comme Strat demandait à prouver que l'agent connaissait le sinistre antérieur, il lui fut répondu qu'aux termes de son contrat il ne pouvait exciper du rôle joué par cet agent, et qu'il devait nécessairement encourir la déchéance.

Les prétentions de la compagnie furent repoussées par le tribunal de Tourcoing et la Cour de Douai qui statua en ces termes :

« Attendu que les faits dont le tribunal a admis la preuve tendent à démontrer non seulement que le sieur Strat a déclaré qu'il avait déjà éprouvé un sinistre antérieur à la date de son contrat d'assurance avec la compagnie le Nord, mais que ces faits ont aussi pour but d'établir que ladite compagnie a eu connaissance de cette déclaration avant la rédaction du contrat ; que c'est en pleine connaissance de cause et librement que la compagnie a contracté puis exécuté la convention ; qu'elle est mal venue dès lors à opposer la non-validité d'un contrat qu'elle a exécuté sciemment lorsque le contrat lui permettait d'en toucher les primes que lui versait son adversaire.

« Attendu en outre que Strat prétend démontrer qu'il a fait selon le vœu de la police la déclaration du sinistre antérieur ; qu'il l'a faite à l'agent de la compagnie d'assurances le Nord, domiciliée à Tourcoing ;

que cet agent a été le rédacteur exclusif de la police, sur laquelle Strat n'a fait qu'apposer sa signature.

« Attendu que l'agent installé à Tourcoing par la compagnie, accrédité par elle, la représentait, qu'elle serait donc responsable elle-même de son préposé en faute de n'avoir pas consigné les déclarations que Strat lui avait faites.

« Attendu dès lors que la preuve offerte est admissible et également pertinente puisqu'elle tendrait à démontrer que l'assuré a accompli les agissements qui précèdent le contrat et que ce contrat était l'œuvre exclusive de l'assureur ou de son préposé ».

La Cour de Douai, on le voit, ne tranchait pas la question de la validité des clauses ; elle jugeait au contraire comme si elles n'existaient pas. Aussi la compagnie le Nord forma un pourvoi en cassation, moyen pris de la violation de l'article 1134 du Code civil, en ce sens que l'arrêt attaqué n'avait pas respecté les conventions librement formées entre les parties. La Cour de Cassation admit ce moyen et rendit l'arrêt suivant :

« Vu l'article 1134 du Code civil ;

« Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ;

« Attendu qu'aux termes de l'article 8 de la police d'assurance passée entre la compagnie le Nord et Strat, l'assureur est tenu sous peine de n'avoir droit en cas de sinistre à aucune indemnité, de déclarer et de faire mentionner dans la police s'il avait déjà éprouvé un ou plusieurs sinistres.

« Qu'aux termes de l'article 7 — la police est
« rédigée d'après les déclarations de l'assuré qui doivent
« toutes, à peine d'être réputées non avenues, être
« consignées par écrit, — et qu'il est dit en outre que
« l'assuré ne peut dans aucun cas exciper de ce que la
« police serait l'œuvre de l'agent de la Compagnie.

« Attendu que ces clauses sont claires et précises,
qu'il en résulte que la preuve de la déclaration exigée
ne pouvait résulter que d'une mention insérée dans la
police et que l'assuré avait renoncé à établir par tous
autres moyens que cette déclaration avait été réellement
faite ou que le sinistre était antérieurement connu par la
Compagnie.

« Que cette convention n'a rien de contraire aux
lois, à l'ordre public ni aux principes du contrat d'assu-
rance.

« Attendu que dès lors en refusant d'appliquer la
clause portant que l'assuré n'avait droit dans ce cas à
aucune indemnité, et en autorisant le demandeur à
prouver que l'agent de la Compagnie connaissait le
sinistre lors de la signature du contrat et qu'il était le
rédacteur de la police, sans relever d'ailleurs aucun fait
de fraude, l'arrêt attaqué a violé les dispositions de
l'article sus-visé. Par ces motifs casse (1) ».

Cet arrêt consacrait la jurisprudence des cours
d'appel et des tribunaux, qui faisait déjà une stricte appli-
cation des clauses litigieuses (2). Mais depuis, les pour-

(1) Cass. 16 janvier 1895. S. 1895. 1. 137.

(2) Bordeaux 31 mai 1877 sous Cass. 8 juillet 1878.

vois en cassation furent formés par les assurés et non plus par les compagnies. Ils invoquèrent à l'appui de leur pourvoi la violation de l'article 1134, al. 2, aux termes duquel les conventions doivent être exécutées de bonne foi, et aussi la violation des articles 1382, 1383, et 1384, en ce sens que les arrêts attaqués ne déclaraient pas les compagnies responsables de la faute de leurs préposés; enfin celle des articles 1341 et 1348 sur la preuve.

Mais la Cour de cassation n'admit aucun de ces moyens et rejeta tous les pourvois en employant sa formule habituelle relative à la liberté des conventions (1).

« Attendu dit-elle, dans son arrêt du 13 juillet 1896, (2) qu'il résulte de ces clauses que la preuve de la déclaration excipée ne pouvait résulter que d'une mention insérée dans la police, et que l'assuré avait renoncé à établir par tous autres moyens que cette déclaration avait été faite.

« Que cette convention n'a rien de contraire aux

S. 80. 1. 124. — Paris 24 avril 1885. Rec. pér. ass. 1885. p. 209. — Bordeaux 8 fév. 1889. Rec. pér. ass. 1889, p. 538 et 541. Trib. civ. Seine 23 déc. 1890. Rec. pér. ass. 1890, p. 265. — Aix 6 déc. 1893. Rec. pér. ass. 1893, p. 53. — Trib. comm. Seine 23 déc 1893. Rec. pér. ass. 1894, p. 178.

(1) Cass. 8 juillet 1878. S. 80. 1. 124. — Cass. 16 janv. 1895. S. 1895. 1. 137. — Cass. 13 juillet 1896. 17 mars 1897. 7 mars 1898. 6 août 1901. S. 1901. 1. 481. D. P. 1901. 1. 472. — Cass. civ. 30 nov. 1903. D. P. 1904. 1. 214. — Civ. 26 juillet 1904. D. P. 1907. 1. 262. — Civ. 26 nov. 1906. D. P. 1908. 1. 249 avec note de M. Paul Appleton.

(2) S. 1901. 1. 481.

lois, à l'ordre public, ni aux principes du contrat d'assurance ».

Ainsi donc, la validité des clauses litigieuses est reconnue par une jurisprudence constante.

Les annotateurs des répertoires sont loin d'approuver de semblables décisions (1). En particulier M. Chavegrin s'est efforcé de démontrer que ces clauses sont contraires aux lois et doivent être tenues pour non-écrites, par des arguments qui nous semblent décisifs.

Examinons tout d'abord les deux premières clauses qui interdisent à l'assuré de se prévaloir du fait que l'agent a visité les lieux et rédigé la police. Elles nous paraissent contraires 1° aux principes du contrat d'assurance, 2° à l'ordre public.

1° Elles font tout d'abord dans certains cas, disparaître au profit de l'assureur l'alea qui est l'essence même du contrat d'assurance. Il peut se produire en effet que l'agent de la compagnie ait connu avant la conclusion définitive du contrat la réticence ou la fausse déclaration commise par l'assuré, et qu'il ne la lui ait pas signalée de manière à garder en réserve la nullité du contrat. Bien plus, il est arrivé parfois que la réticence ou la fausse déclaration ont été provoquées par lui : Un agent engagera par exemple l'assuré à ne pas mentionner dans la police qu'il a conclu une assurance ou subi un sinistre antérieurs, sous prétexte que

(1) Chavegrin note au Sirey. S. et P. 1901. I. 481. — Paul Appleton note au Dalloz D. 1908. I. 250.

ce sont là des détails que la compagnie considère comme sans importance. Si ces manœuvres répréhensibles sont rares, il arrive tout au moins que les agents s'abstiennent de signaler à l'assuré quelles sont les déclarations qu'il doit faire et dressent la police sans relater, quoiqu'ils les connaissent les diverses circonstances dont la mention est obligatoire.

Cette attitude est dictée par un but facile à comprendre. Le contrat étant mal rédigé, l'assureur a la certitude de pouvoir opposer en cas de sinistre une clause de déchéance parfaitement valable. Pendant toute la durée du contrat, il percevra les primes, et si un sinistre se produit, « il pensera au petit incendie d'autrefois dont la police ne dit mot et il reprochera à l'assuré de n'en avoir pas révélé l'existence. La compagnie aura donc selon les temps deux procédés contradictoires ; après que son agent aura poussé le souscripteur à enfreindre les stipulations de la police, après qu'elle aura même fermé les yeux sur cette infraction, elle changera de tactique dès que changera son intérêt et deviendra aussi intraitable qu'elle avait été accommodante (1) ».

Or, en vertu des clauses litigieuses, la nullité de la convention sera inévitable, l'assuré s'étant interdit d'exciper du rôle de l'agent dans la rédaction de la police. Dès lors, qui pourrait prétendre qu'un tel contrat est aléatoire, alors qu'au moment même de sa formation, l'assureur avait la double certitude d'une part de perce-

(1) Chavegrin loc. cit. S. 1901. 1. 482. 1^{re} colonne.

voir les primes, et d'autre part de n'être tenu d'aucune obligation vis-à-vis de l'assuré en cas de sinistre ? Ces clauses ne peuvent donc se concilier avec les principes mêmes de l'assurance, pas plus d'ailleurs qu'avec les dispositions de l'article 1134 alinéa 2 du Code civil aux termes duquel les conventions doivent être exécutées de bonne foi.

2° En second lieu ces clauses sont en contradiction évidente avec les règles édictées par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil. Lorsque les agents inspectent les lieux ou rédigent la police, celle-ci ne peut contenir une réticence ou une fausse déclaration sans qu'ils aient commis une négligence. L'acte est leur œuvre. Les premiers coupables sont donc les agents eux-mêmes. En n'inscrivant pas dans la police ou en ne faisant pas inscrire ce qu'ils savaient, ils ont commis une faute dont la responsabilité doit remonter à leur mandant, c'est-à-dire à la compagnie qui ne peut dès lors en faire grief à l'assuré.

Celui-ci sans doute n'est pas à l'abri de tout reproche, mais ses torts ne sauraient se comparer à ceux de l'agent d'assurance qui ayant pris une part prépondérante dans la rédaction du contrat doit en assumer la responsabilité.

Or à qui doit nuire la faute commise par l'agent d'assurances ? A la compagnie qui l'a mal choisi ou mal surveillé ou bien aux tiers qui ont traité avec lui ? C'est la compagnie seule qui doit supporter le dommage que lui cause la réticence ou la fausse déclaration. Elle ne peut par des conventions particulières, décliner cette

responsabilité sans se mettre en contradiction avec une jurisprudence nettement établie : il n'est pas permis en effet de stipuler qu'on ne répondra pas de ses propres fautes ou de celles de ses préposés. Rien ne serait plus contraire à l'idée même d'obligation. L'ordre public s'y oppose (1). Ce principe doit évidemment recevoir son application en semblable matière ; l'agent d'assurances est en relations quotidiennes avec la compagnie ; il l'informe de ses actes et reçoit ses ordres. Or qu'est-ce que la stipulation qui défend à l'assuré d'invoquer la visite de l'agent ou son rôle dans la rédaction de la police sinon une convention par laquelle l'assureur se soustrait à la responsabilité des fautes ou fraudes commises lors de la conclusion du contrat par le préposé auquel il a donné mandat de traiter (2) ?

Sous cet aspect encore, les clauses litigieuses doivent être réputées non écrites.

Les compagnies il est vrai peuvent faire l'objection suivante : en admettant diront-elles qu'il faille tenir pour contraires à l'ordre public les clauses en vertu desquelles l'assuré s'interdit d'exciper de la visite des lieux ou de la rédaction de la police par l'agent d'assurances, la situation de l'assuré ne sera améliorée en rien, car la

(1) Cass. 14 mars 1877. S. 79. 1. 423. P. 1879-1901. — 2 avril 1878. S. 1878. 1. 292. P. 1878. 742. — 11 déc. 1888 et 2 juillet 1889. S. 1890. 1. 17. — 31 déc. 1900. S. et P. 1901. 1. 401. — 1^{er} déc. 1902 S. et P. 1903. 1. 147. 30 juil. 1903. S. et P. 1903. 1. 17.

(2) Chavegrin loc. cit. S. 1901. 1. 481.

troisième clause lui prescrit de « mentionner » dans la police les diverses particularités aggravant le risque et lui interdit de faire une preuve quelconque et par quelque moyen que ce soit outre et contre les énonciations du contrat. Il ne pourra donc pas établir que la réticence ou la fausse déclaration qui lui sont reprochées sont imputables non pas à lui mais à l'agent.

Mais cette dernière clause relative à la preuve, ne doit pas non plus être tenue pour valable. Sans doute en principe le juge ne peut former sa conviction que d'après les éléments de preuve déterminés par la convention, mais cette règle n'a rien d'absolu. Elle ne saurait avoir pour effet d'interdire à l'intéressé d'établir à la charge de son cocontractant l'existence de faits contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. C'est là ce que la Cour de cassation reconnaît elle-même dans une certaine mesure en cas de dol.

Lorsqu'un assuré allègue contre la compagnie l'emploi de manœuvres frauduleuses, rendues vraisemblables par les faits de la cause, elle en autorise la preuve nonobstant toute convention contraire. La Cour de Bourges dans un arrêt du 29 juillet 1896 avait autorisé au sieur Bord à prouver tant par titres que par témoins qu'un agent de la compagnie « La Foncière » l'avait incité à ne pas mentionner dans la police qu'il avait éprouvé un sinistre antérieur. Certaines circonstances de la cause donnaient lieu de croire que l'agent qui avait pleinement connaissance du sinistre, n'avait engagé l'assuré à commettre cette réticence que dans le but de procurer à sa compagnie le moyen d'opposer à

l'assuré le cas échéant la nullité du contrat. Devant la gravité des faits allégués, la Cour de Bourges déclara de nul effet la clause relative à la preuve. « La Foncière » forma un pouvoir contre le dit arrêt moyen pris de la violation des articles 1134 et 1341 du Code civil, en ce sens qu'il avait autorisé une preuve testimoniale formellement interdite par le contrat.

La Cour de cassation rendit l'arrêt suivant :

« Attendu qu'aux termes de l'article 4 de la police d'assurance passée entre le sieur Bord et la compagnie « La Foncière » l'assuré doit déclarer et faire mentionner sur la police, sous peine de n'avoir droit en cas d'incendie à aucune indemnité s'il a déjà éprouvé un sinistre » ; que l'article 12 « l'assurance est faite sur la déclaration de l'assuré et qu'aucune allégation ne peut après le sinistre, être adressée de la part de l'assuré contre et outre les dénunciations de la police » ; que la police sus-énoncée ne contient aucune mention d'un incendie antérieur dont le sieur Bord avait été la victime...

« Que le pouvoir soutient que ces clauses obligeaient la Cour d'appel à prononcer la déchéance contre l'assuré pour défaut de déclaration du sinistre antérieurement éprouvé par lui et ne permettaient pas de l'autoriser à faire la preuve que le sinistre était connu du mandataire de la compagnie rédacteur de la police.

« Attendu que cette prétention du pourvoi *ne pourrait être fondée qu'en l'absence de toute allégation de fraude ou de dol contre la compagnie ou ses mandataires* ; que l'arrêt appréciant la portée des faits déjà cons-

tants aux débats et ceux articulés par Bord, déclare qu'ils constituaient des manœuvres dont le caractère et la gravité n'échapperaient à personne.

« Attendu dès lors que l'arrêt a pu admettre la preuve par application de l'article 1348 du Code civil qu'il a expressément visé sans violer les articles de loi invoqués dans le pourvoi... Par ces motifs rejette (1) ».

Mais la Cour de cassation n'autorise la preuve par témoins moyennant toute stipulation contraire, que dans le cas de dol ou de fraude de la part de l'agent. Elle l'applique au contraire la clause sur la preuve dans le cas à l'assuré ne peut reprocher à ce dernier qu'une simple négligence.

« Attendu, dit-elle, dans son arrêt du 13 juillet 1896 que c'est à bon droit que la Cour d'appel *qui ne relève d'ailleurs aucun fait de fraude ou de dol* contre la compagnie a refusé d'admettre M. à prouver qu'il avait fait connaître verbalement à l'agent de la compagnie le sinistre antérieur (2) ».

C'est mettre l'assuré dans une situation très dangereuse, car le plus souvent la preuve de la fraude lui sera impossible, soit parce que nulle manœuvre dolosive n'aura eu lieu, soit parce que les manœuvres auront été habilement dissimulées.

(1) Cass. 29 juillet 1896, S. 1901. 1. 481. — En ce sens Bordeaux 21 mars 1899, D. P. 1900. 2. 13. — Cass. 20 novembre 1905, S. 1906. 1. 124.

(2) 1901. 1. 488.

La portée de l'arrêt du 1896 est donc très réduite. Il est difficile de comprendre pourquoi la Cour suprême fait une semblable distinction. De deux choses l'une : ou bien la clause sur la preuve a une valeur absolue et doit dès lors être appliquée même en cas de fraude ou de dol, ou bien elle n'a qu'une valeur relative, et s'il en est ainsi, il n'y a pas de raison pour ne pas la considérer de nul effet quand des agissements sont constitutifs de faute lourde sont articulés contre l'assuré. La faute lourde a toujours été assimilée au dol ; or, un agent d'assurances ne commet-il pas une faute lourde en ne mentionnant pas dans la police certains faits dont la réalité lui est connue et dont l'importance ne lui échappe pas, ou en n'y transcrivant pas fidèlement les déclarations qui lui ont été faites par l'assuré (1).

C'est en ce sens que sont conçues les dispositions de l'article 1348 du Code Civil. Il autorise la preuve par tous les moyens non seulement des délits, mais encore des quasi-délits. Ce sont là des faits générateurs d'obligations dont il est impossible de se procurer la preuve écrite. Peu importe qu'ils soient ou ne soient pas dolosifs. Puisqu'on ne peut valablement s'exonérer de sa faute lourde, toute convention interdisant d'en faire la preuve doit être frappée de nullité. M. Chavegrin est sur ce point particulièrement formel : « Nous ne sau-

(1) Voir Paul Appleton note au Dalloz, 1908. 1. 25.
2^{me} colonne.

rions, dit-il en parlant de ces clauses, concevoir une plus profonde atteinte à l'ordre public, aux mœurs, et aux principes fondamentaux de nos lois en ces matières. Appliquons donc l'article l'article 6, et anéantissons des stipulations aussi dangereuses. »

Néanmoins, la Cour de cassation à maintenu sa jurisprudence. Elle en a même aggravé la rigueur dans son arrêt du 26 mars 1906 (1) rendu par la Chambre civile, en cassant un arrêt de la Cour de Rennes qui avait autorisé un assuré à faire la preuve *par écrit* que la compagnie avait connu lors de la formation du contrat une assurance antérieure qu'elle lui reprochait de n'avoir pas mentionné. Cet arrêt fut cassé par la Cour suprême, moyen pris de la violation de la clause litigieuses et de l'article 1134 du Code civil. L'assuré avait, en effet, renoncé à faire aucune preuve contre et outre les énonciations de la police, par quelque moyen que ce fût. Cette décision, fait observer M. Paul Appleton est extrêmement importante : « Jamais une preuve autre que la police ne pourra être admise. Même avec un commencement de preuve par écrit l'assuré ne serait pas reçu à prouver la connaissance du fait par la compagnie, et sans doute, même une preuve complète et formelle ré-

(1) D. P. 1908. 1. 251. — En ce sens Riom, 21 nov. 1908. Rec. ass. p. 200 avec note. — Cass. Req. 14 fév. 1910. Rec. ass. 1910 . p. 151. — Comp. Bordeaux. 12 fév. 1906. Gaz. Pal. 1906. 2. 87.

sultant d'un acte écrit devrait être écartée parce que ce n'est pas la preuve par la police (1) ».

Convient-il de voir un revirement de la jurisprudence dans l'intéressant arrêt rendu par la Chambre des requêtes le 19 octobre 1908 ? Le sieur Barrau avait assuré à la campagne « La Paternelle », un immeuble loué à la manutention militaire, en déclarant qu'il subrogeait son assureur dans tous ses droits contre les personnes responsables en cas de sinistre, sans mentionner qu'il avait exonéré son locataire (l'Etat) de tout recours éventuel. Etait-ce là une réticence ? Non, car dans tous les baux passés avec l'Etat cette clause d'affranchissement est de style, et « La Paternelle » ne pouvait l'ignorer. Aussi la Cour de Pau dans son arrêt du 25 mars 1907 refusa-t-elle d'appliquer la déchéance édictée par l'article 7 de la police. La Cour de cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt : « Attendu, dit-elle, que la police litigieuse portait la déclaration formelle que le bâtiment assuré était loué à l'Etat pour la manutention militaire ; qu'il est apprécié par l'arrêt attaqué que cette mention équivalait dans la circonstance à une déclaration par Barrau de son abandon du recours qu'il aurait eu contre son locataire en cas d'incendie ; qu'en effet tous les baux passés par l'Etat contenant cette clause d'affranchissement, « La Paternelle » qui a la spécialité des assurances de manutentions militaires ne pouvait ignorer que par le seul fait que l'Etat était locataire de l'im-

(1) Paul Appleton : note sous l'arrêt précité.

meuble assuré, elle n'aurait pas plus que Barrau aucun recours contre lui... ».

Cet arrêt à notre avis n'est pas en contradiction avec les précédents. Si l'assuré a pu établir que la compagnie connaissait la particularité qu'il avait omis de mentionner dans la police, (en l'espèce l'abandon de tout recours contre l'Etat son locataire), c'est que cette preuve était faite « *intrinsicus* » et résultait non pas de témoignages ou d'écrits étrangers au contrat, mais bien de la police elle-même. Le fait d'y avoir mentionné que l'immeuble était loué à l'Etat, équivalait à une déclaration implicite que la compagnie n'aurait pas de recours contre lui. Il n'y avait pas eu de la part des juges du fond, violation de la clause sur la preuve ; le principe de sa validité ne se posait pas devant la chambre des requêtes.

Dans l'état actuel de la jurisprudence la seule ressource laissée à l'assuré en pareille matière, est donc d'établir la fraude de l'agent ; mais encorê est-ce là un moyen fort hasardeux. La mauvaise foi de celui-ci ne suffit pas pour que la preuve par tous les moyens soit admise contre et outre les énonciations de la police. Il faut de plus des manœuvres constitutives de dol :

« Attendu (dit la cour de Toulouse) que le dol s'entend de manœuvres pratiquées pour circonvenir, tromper, surprendre ; que de simples allégations ou promesses mensongères ne sauraient constituer des manœuvres, lesquelles ne peuvent résulter que de faits artisés et combinés, ou tout au moins d'un acte accompagné de manifestations extérieures susceptibles de donner crédit

à la parole de leur auteur et de faire impression sur la personne dont on cherche à surprendre le consentement (1) ». Il est certain que dans de semblables conditions, la preuve de la fraude est particulièrement difficile.

SECTION II

Renonciation de la compagnie de se prévaloir de la déchéance

Lorsque l'assureur s'aperçoit que l'assuré a commis soit au moment de la formation du contrat, soit au cours de son exécution des réticences ou des fausses déclarations, il a le choix entre deux partis. Il peut demander la nullité du contrat en vertu de l'article 348 du Code de commerce, ou invoquer la déchéance en vertu des clauses de la police, mais il peut aussi opter pour la continuation du contrat quitte à exiger de l'assuré un complément de primes.

Dans ce dernier cas, il sera censé avoir renoncé à se prévaloir de l'existence de la réticence ou de la fausse déclaration.

La renonciation de l'assureur peut s'opérer dans

(1) S. 87. 2. 117. — Cette décision est d'ailleurs absolument conforme à l'ensemble de la jurisprudence sur l'interprétation de l'article 1116 du Code civil. V. Dalloz. nouveau Code civil annoté art. 1116.

des conditions très différentes. Elle peut en premier lieu être expresse et écrite, et résulter d'une ratification formelle de l'obligation. Les formes de cet acte confirmatif varieront suivant qu'il s'agit pour l'assureur de renoncer à l'action en nullité ou à l'exception de déchéance. S'agit-il de la nullité ? Le contrat d'assurance était-il nul dans le sens des articles 1110 à 1116 du Code civil ou 348 du Code de commerce ? L'acte de confirmation devra en ce cas contenir les éléments exigés par l'article 1338 alinéa 1, du Code civil, c'est-à-dire la mention de l'acte à confirmer, la mention du vice dont cet acte est atteint, et l'intention de le réparer. Si au contraire il s'agit d'une renonciation à l'application d'une clause de déchéance, ces conditions de forme ne seront pas nécessaires, il suffira que tacitement ou expressément l'assuré manifeste son intention de ne pas s'en prévaloir.

En général, la renonciation de l'assureur résultera implicitement de la rédaction d'un acte destiné à être annexé à la police primitive, et que dans la pratique l'on nomme « avenant ». Cet acte constate les modifications apportées au contrat tant au point de vue des déclarations de l'assuré que relativement au taux de la prime. En acceptant l'avenant, l'assureur perd le droit de se prévaloir d'une déchéance encourue pour l'observation des clauses ainsi modifiées, et ne pourra par la suite demander la résiliation du contrat. Cela résulte d'un arrêt de la Chambre civile du 23 mai 1881 ainsi conçu :

« Attendu que l'arrêt ayant constaté que la com-

pagnie *le Nord* avait en consentant à Conquil l'avenant du 12 mai 1878, renoncé à son droit de résiliation de la police primitive, a pu conclure de là sans violer les textes de loi ni les articles de la police invoqués par le pourvoi, que la demanderesse avait renoncé à opposer la déchéance puisqu'elle avait même reconnu que la police loin d'être résiliée, devait au contraire produire tous ses effets (1) ».

Peu importe donc que les mentions exigées par l'article 1338 pour la ratification expresse de l'acte annulable ne soient pas contenues dans l'avenant.

Mais, en dehors de tout acte écrit, n'y a-t-il pas lieu d'estimer que la renonciation à l'action en nullité ou à l'exception de déchéance peut résulter de l'attitude de l'assureur pendant l'exécution du contrat ou après le sinistre au moment où l'on va procéder au règlement de l'indemnité ? Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 1338 « à défaut d'acte de confirmation ou de ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée ». Il est donc hors de doute que l'exécution volontaire de l'acte emporte renonciation à se prévaloir de sa nullité au moins quand elle résulte de faits personnels et positifs de la part de ceux à qui on l'oppose (2).

(1) Montpellier 8 juillet 1879 et Cass. civ. 23 mai 1881. D. P. 82. 1. 362. — Voir sur ce point Aubry et Rau cours de droit civil t. IV n° 337 texte et note 1.

(2) Civ. c. 12 juin 1839. J. G. obligations nos 4536 et 4589.

Mais de plus, il est admis en doctrine et en jurisprudence que l'article 1338 al. 2 ne doit pas être interprété dans un sens restrictif. En dehors de l'exécution volontaire du contrat, tous les agissements qui en impliquent l'approbation doivent être considérés comme comportant sa ratification tacite (1). Point n'est besoin pour cela de formalités particulières :

« Attendu dit un arrêt de la Cour de cassation du 12 janvier 1886 que la renonciation de l'assureur qui se manifeste après le sinistre par l'exécution volontaire du contrat n'est soumise par aucune loi à des formalités spéciales ou des conditions exceptionnelles (2) ».

Les conditions qui sont au contraire exigées par la jurisprudence pour la validité d'une ratification tacite sont au nombre de deux. Il faut 1° la connaissance du vice à purger ; 2° l'intention de le réparer.

Il faut en premier lieu que l'approbation de l'acte affecté d'un vice initial ait lieu en pleine connaissance de cause (3). L'existence de cette condition ne peut se présumer ; l'assuré aura à faire la preuve, qui nous le savons est particulièrement difficile lorsqu'elle ne résulte pas de la police elle-même, qu'au moment où l'assureur

(1) En ce sens Laurent t. 18 n° 620. — Planiol traité élémentaire de droit civil t. 2. n° 1354 — J. G. obligat. 4518. Req. 6 juin 1894 sol. impl.) D. 94 1. 524.

(2) Cass. 12 janv. 1886. S. 88. 1. 245. P. 88. 1600.

(3) Civ. c. 5 mars 1889. D. P. 89. 1. 342. — Req. 7 mars 1894. D. P. 94. 1. 398. — Req. 7 fév. 1899. D. P. 99. 1. 278. — Besançon 6 février 1901. D. P. 1902. 2. 119.

a manifesté qu'il tenait l'acte pour valable et entendait l'exécuter, il connaissait l'existence de la réticence ou de la fausse déclaration.

Quels seront en second lieu les faits qui d'une manière précise indiqueront de la part de l'assureur l'intention de couvrir le vice dont l'acte était entaché et d'en poursuivre l'exécution ? La question est intéressante pour l'assuré, car il peut redouter que la Compagnie, connaissant l'existence de la réticence ou de la fausse déclaration, reste dans l'expectative pendant le cours du contrat, perçoive les primes, et n'oppose la déchéance que lorsque le moment sera venu de payer l'indemnité.

Les décisions rendues sur ce point sont peu nombreuses. De leur ensemble il résulte cependant que l'assureur perd le droit d'invoquer la nullité ou la déchéance dans deux hypothèses principales : 1° Quand il a en connaissance de cause accepté le paiement des primes. 2° Quand après le sinistre il a reconnu le principe de sa dette envers l'assuré.

Il faut observer d'ailleurs que là encore les juges du fait ont un pouvoir souverain d'appréciation tant sur la nature et la portée des agissements de l'assureur que sur l'intention des parties. Leurs constatations à cet égard, échappent au contrôle de la Cour de cassation (1).

1° Acceptation du paiement des primes.

Les principes supérieurs d'équité et de bonne foi

(1) Voir *supra*, p. 52, n° 2 et *infra*, p. 136, n° 2.

interdisent évidemment à l'assureur de se prévaloir d'une clause de déchéance ou d'invoquer la nullité du contrat si connaissant l'infraction de l'assuré il a accepté sans faire de réserves le paiement des primes. L'on ne saurait admettre qu'une compagnie puisse ainsi conserver le bénéfice qu'elle retire du contrat alors qu'elle a la certitude de pouvoir le cas échéant se dérober à ses obligations. Elle ne saurait manifester plus clairement qu'en acceptant le paiement de la prime son intention de pour suivre l'exécution du contrat. C'est ce qu'a décidé la Cour de Limoges dans son arrêt du 1^{er} décembre 1836. Aux termes de cet arrêt, si l'assureur accepte la prime après l'échéance, et en délivre quittance à la date de cette échéance, il tient le paiement pour valable et renonce à l'application de la clause pénale relative au retard apporté dans le paiement par l'assuré (1).

De même l'arrêt de la Cour d'Orléans du 25 janvier 1907 est formel à cet égard (2).

« Considérant, dit-il, que l'assureur tant qu'il a ignoré l'infraction peut toujours l'invoquer lorsqu'elle vient de révéler tout à coup à lui, mais qu'il ne pourrait évidemment le faire si l'assurance avait été renouvelée depuis l'infraction pour vicier le nouveau contrat.

« Qu'il en serait de même après la perception d'une

(1) Limoges 1^{er} Déc. 1836. Dalloz. rép. V^s Assurances terrestres N^o 318 et la note.

(2) Orléans 25 janvier 1907. S. et P. 1908. I. 166. — La loi 24 av. 1907 avec note.

prime pendant le contrat en cours, parce que l'assureur en percevant la prime malgré l'infraction antérieure parvenue à sa connaissance, devait être réputé avoir renoncé à s'en prévaloir ultérieurement, la perception de la prime constituant dans l'hypothèse contraire un acte d'improbité... »

La solution serait-elle différente, si la compagnie n'avait accepté le paiement de la prime qu'en faisant d'expressés réserves, et en faisant connaître à l'assuré son intention de lui opposer éventuellement la déchéance si le contrat n'était pas modifié par un avenant ? Un intéressant arrêt de la Cour de Besançon a répondu à cette question par l'affirmative. Un sieur Lehmann avait en contractant une assurance avec la compagnie « Le Nord » inexactement déclaré que dans la construction assurée, la pierre dominait sur le bois. Un agent constata par la suite que la maison était construite en bois et en torchis. La compagnie en fit l'observation à Lehmann l'avertissant par lettre recommandée qu'elle se refuserait à payer l'indemnité en cas de sinistre s'il ne consentait pas à signer un avenant stipulant une certaine augmentation du taux de la prime. Lehmann ne signa pas l'avenant mais paya purement et simplement la prime déterminée par la police primitive. Un sinistre survint et la compagnie refusa de payer l'indemnité. Le tribunal de Belfort donna gain de cause à Lehmann estimant que la prétention de la compagnie de refuser l'indemnité après avoir touché la prime, « était en contradiction avec tous les principes d'équité »,

La Cour d'appel de Besançon réforma le jugement par l'arrêt suivant :

« Considérant qu'il ne suffit pas de reconnaître le vice dont le contrat est entaché pour faire disparaître ce vice...

« Considérant que la compagnie a pris soin non seulement de rappeler ce principe à Lehmann, dès que celui-ci a fait une déclaration de laquelle il semblait résulter que la déclaration de la police n'était pas exacte, mais de lui affirmer que ce principe lui serait impitoyablement opposé si un sinistre venait à se produire avant qu'il n'eût signé l'avenant qui lui avait été présenté.

« Que cette éventualité s'étant présentée à la date du 17 juillet suivant, la compagnie s'est empressée d'avertir l'intimé de son refus de payer et qu'elle a persisté d'invoquer soit devant le juge du référé soit plus tard devant le Tribunal, l'exception de déchéance; que la renonciation à ce moyen de défense ne peut résulter que d'actes qui manifestent d'une manière certaine le changement survenu dans une intention aussi énergiquement exprimée (1) ».

La Cour de cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt estimant que les juges du fond étaient les appréciateurs souverains de l'intention des parties (2).

Nous ne saurions pour notre part approuver plei-

(1) Besançon 4 mars 1882. S. 83. 2. 60. — P. 83. 2. 342,

(2) Cass. 2 Janv. 1883. S. 83. 1. 459.

nement l'argumentation de la Cour de Besançon. Il était certain en l'espèce que la compagnie avait toujours déclaré qu'elle ne paierait pas l'indemnité en cas de sinistre si un avenant n'était pas conclu en vue de l'augmentation de la prime ; mais la seule manifestation de sa volonté ne pouvait évidemment la soustraire à ses obligations. Puis que son intention était de ne pas payer l'indemnité en cas de sinistre, elle ne devait pas accepter la prime, en raison même de son insuffisance. En ce faisant, elle a à notre sens, clairement indiqué qu'elle renonçait à invoquer la déchéance. Comment le contrat pouvait-il être valable quand il s'agissait de recevoir et nul quand il s'agissait de payer ? Il fallait appliquer la formule « *Protestatio actui contraria non valet* » adage d'équité et de bon sens dont la jurisprudence fait ordinairement application en matière d'acquiescement (1).

II° Reconnaissance de la dette.

Après la réalisation du sinistre, des pourparlers s'engageront entre l'assuré et la compagnie au sujet du règlement de l'indemnité. A ce moment encore, les agissements de la compagnie pourront être interprétés comme une renonciation tacite à se prévaloir de la nullité du contrat ou de la clause de déchéance. Après avoir immédiatement donné connaissance à la compagnie que le sinistre est survenu, l'assuré doit dans un délai très

(1) V. Cass. 31 août 1852. S. 52. 1. 803. — P. 53. 1. 235. — Cass. 24 janv. 1854. S. 1. 648. — 29 mai 1902. S. et P. 1902. 1. 264.

court lui présenter un état estimatif des dommages (1). De son côté la compagnie envoie sur les lieux un inspecteur chargé de veiller à ses intérêts et qui rédige un rapport sur les diverses circonstances du sinistre, en signalant s'il y a lieu les divers moyens qu'elle peut invoquer pour opposer la déchéance. La compagnie est dès lors pleinement renseignée sur l'existence ou l'étendue de ses obligations. Si par la suite elle reconnaît le principe de sa dette envers l'assuré, elle ne pourra plus en refuser le paiement.

Il serait oiseux d'étudier en détail quels peuvent être les agissements de la compagnie qui équivalent à une renonciation à la déchéance. La correspondance qu'elle adresse à l'assuré fournira à ce sujet d'utiles indications, car elle pourra contenir une reconnaissance de dette dans le sens que donne à ces mots l'article 2248 du Code civil. De simples lettres missives peuvent en effet être considérées comme suffisantes à cet égard (2).

D'autre part, la jurisprudence estime qu'il n'est pas nécessaire que la reconnaissance de dette présente un

(1) Les compagnies ont soin de stipuler que cet état estimatif doit être sincère et exact sous peine de déchéance. Aucune difficulté ne s'est élevée sur la validité de cette clause. Req. 14 Déc. 1869. D. P. 71. 1. 102. — Req. 19 fév. 1894. D. P. 94. 1. 397. — Néanmoins si l'assuré est de bonne foi, il n'encourt pas la déchéance. Req. 15 mars 1880 D. P. 80. 1. 405. — Nancy 30 juin 1894 D. P. 95. 2. 232. — Req. 19 fév. 1894 précité.

(2) Aubry et Rau 5^m édit. t. 2. N° 215. — Laurent t. 32. N° 138. — Req. 23 mars 1883 D. P. 84. 1. 111.

caractère synallagmatique. Différents actes passés par l'assureur avec des tiers pourront être valablement invoqués par l'assuré. C'est là l'application pure et simple de l'article 2248 (1).

Une déclaration affirmative passée par la compagnie en matière de saisie-arrêt équivaut-elle à une renonciation à déchéance ? Il semble qu'il faille répondre par la négative en raison de son caractère obligatoire. La Cour de cassation paraît être de cet avis : « Attendu qu'en admettant que la déclaration affirmative passée par le tiers-saisi dans une instance en validité de saisie-arrêt puisse malgré son caractère obligatoire être assimilée à des offres et être considérée comme une reconnaissance de dette interruptive de prescription, il faudrait tout au moins que cette reconnaissance de dette n'ait point été accompagnée de réserves destinées à maintenir intacts tous les droits du débiteur (2) ».

La reconnaissance de dette pourra encore émaner de l'intervention de la compagnie dans les opérations qui précèdent le règlement de l'indemnité. Il est rare en effet que l'assureur s'en rapporte à l'état estimatif fourni par l'assuré. Une expertise sera nécessaire. Elle sera tantôt amiable tantôt judiciaire.

La jurisprudence estime avec raison que le fait par

(1) V. Dalloz. Code civil annoté art. 2248 N° 15 et suivants.

(2) Cass. 12 janvier 1886. S. 38. 1. 240. — En ce sens Nancy 30 mai 1856. 5. 56. 2. 617.

une compagnie d'assurance de provoquer une expertise, constitue une renonciation tacite à se prévaloir d'une infraction commise par l'assuré. C'est ce que décide la Cour de cassation dans son arrêt du 12 janvier 1886.

« Attendu que l'arrêt attaqué a constaté en fait que « La Mutuelle » avait provoqué une expertise pour l'évaluation du préjudice causé au propriétaire... et qu'elle avait accepté en principe une répartition proportionnelle de ces risques entre elle et l'autre assureur.

« Attendu que de ces constatations souveraines la Cour a pu conclure à bon droit que « La Mutuelle » avait renoncé à exciper de l'article 20 de la police (1) ».

Il est, en effet, certain que si l'assureur n'avait pas reconnu le principe de sa dette, il n'aurait pas pris une semblable initiative. Une expertise n'a évidemment aucun intérêt si le règlement ne doit pas avoir lieu. Mais la solution aurait été différente, si l'assureur en demandant l'expertise, avait fait d'expresses réserves au sujet de la réticence ou de la fausse déclaration.

A plus forte raison l'assureur sera-t-il réputé avoir renoncé à invoquer la déchéance, si après l'expertise, il se fait attribuer tout ou partie des objets assurés qui ont

(1) Cass. 12 janv. 1886. S. 88. 1. 240. — En ce sens Nancy 30 mai 1856. S. 56. 2. 617. — Par contre le fait par une compagnie d'assister à une expertise (sans la provoquer) alors qu'elle ignore l'existence d'une réticence, ou d'avoir assisté par mandataire à une enquête (en faisant toutes les réserves utiles n'implique pas de sa part une renonciation au droit d'invoquer la déchéance : Bourges 28 avril 1900. Le Droit 6 août 1902,

échappé à l'incendie (1). Dans une semblable hypothèse, il ne s'agit plus des préliminaires du règlement, mais bien du règlement lui-même. Aussi la jurisprudence estime-t-elle que c'est là une reconnaissance de dette présentant un caractère absolu. Quelles que soient les réserves faites antérieurement, l'assureur devra payer l'indemnité. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 26 mai 1908. Le pourvoi soutenait qu'il fallait distinguer parmi les actes de l'assureur ceux qui sont préparatoires ou conservatoires, et n'ont d'autre but que d'arriver à la détermination de l'indemnité, et ceux qui constituent des actes de véritable disposition. Le principe d'une semblable distinction est fort judicieux. L'expertise acceptée sous réserves, l'enlèvement du déblai ou même l'évaluation des dommages, n'indiquent pas d'une manière certaine que l'assureur reconnaît le principe de son obligation envers l'assuré. Mais le fait de prendre livraison du sauvetage est un acte de disposition : c'est l'exécution même du contrat. Aussi les réserves antérieures restent-elles sans valeur. Là encore, il convient d'appliquer l'adage « *Protestatio actui contraria non valet* ».

(1) Dans les petits incendies les compagnies d'assurances évaluent directement les pertes. Si l'incendie a au contraire détruit la plus grande partie des objets assurés, elles les évaluent tout d'abord dans leur ensemble en faisant la différence du neuf au vieux et un total ainsi obtenu elles déduisent le montant du « sauvetage ».

C'est encore en ce sens que fut rendu un arrêt de la chambre des requêtes ainsi conçu :

« Attendu que le 9 décembre 1902 Rachou a fait assurer contre l'incendie par la compagnie « The patriotic » une usine située à Camarès ; qu'un incendie ayant éclaté le 1^{er} juillet 1903 dans cette usine, la compagnie refusa de payer l'indemnité fixée par les experts sous prétexte que Rachou était déchu du bénéfice de l'assurance pour n'avoir pas déclaré un sinistre survenu dans l'immeuble le 6 septembre précédent.

« Mais attendu que des constatations du jugement du tribunal de Ste-Afrique il résulte que l'assureur qui avait dès le mois de juillet 1903 connaissance du sinistre antérieur, s'est au mois de septembre suivant, en vertu d'une clause de la police, fait attribuer la propriété du sauvetage et qu'il a pris livraison de celui-ci en novembre de la même année.

« Attendu que le jugement constate il est vrai que lors de l'expertise amiable en juillet et en septembre 1903 la compagnie a fait toutes réserves, et notamment en raison de la non-déclaration du sinistre de septembre 1902, mais qu'il ajoute que ces réserves sont inconciliables avec la prise de possession ultérieure du sauvetage par la compagnie et que celle-ci avait renoncé à opposer la déchéance puisqu'en prenant volontairement livraison dudit sauvetage en exécution d'une des clauses de la police, elle reconnaissait elle-même que le contrat loin d'être résilié devait recevoir son application et produire tous ses effets.

« Attendu qu'en appel les parties ont contradictoi-

rement conclu sur les faits retenus par le jugement pour établir cette renonciation ; que la Cour a sur ce chef de conclusions adopté les motifs donnés par les premiers juges, et s'est approprié leurs décisions, d'où il suit qu'en déclarant dans ces circonstances que la compagnie d'assurances avait renoncé à toute exception de déchéance contre l'assuré, et en la condamnant à payer à celui-ci l'indemnité fixée par les experts, la Cour de Montpellier dont l'arrêt est motivé n'a violé aucun des textes de loi sus-visés au moyen. Par ces motifs rejette (1) .

Enfin la compagnie sera considérée comme ayant reconnu le principe de sa dette envers l'assuré lorsque dans les assurances de responsabilité, elle prend fait et cause pour lui.

Lorsque le sinistre cause un préjudice non seulement au propriétaire des objets assurés mais encore à des tiers, il arrive fréquemment que deux ou plusieurs compagnies peuvent se trouver en présence, et qu'elles se substituent à leur client pour mieux défendre ses intérêts. Par exemple le propriétaire d'un immeuble sinistré assignera ses locataires en paiement de dommages-intérêts conformément aux articles 1733 et suivants du Code civil ; inversement les locataires qui sont parvenus à prouver qu'ils n'étaient pas responsables de l'incendie réclameront aux locataires demeurés responsables ou à leur bailleur la réparation du préjudice qui leur est causé par le sinistre. Les compagnies qui ont

(1) Cass. 26 mai 1908. S. 1909. 1. 260.

une grande expérience de semblables procès préféreront soutenir elles-mêmes la cause de leurs assurés dont les intérêts coïncident avec les leurs. Une compagnie après avoir ainsi plaidé pour un assuré, sera-t-elle recevable, si celui-ci est condamné à verser une indemnité aux personnes à qui le sinistre a été préjudiciable, à lui opposer une clause de déchéance au moment où il se retournera contre elle ?

Deux situations peuvent se présenter.

1° Si l'assureur ne s'aperçoit de l'infraction commise par l'assuré que dans le cours des débats il pourra se prétendre libéré envers lui. Il a agi en effet de bonne foi et n'a pu couvrir une déchéance qu'il ne connaissait pas. Même après le procès, il pourra décliner toute responsabilité (1).

2° Si au contraire l'assureur a connaissance de la réticence ou de la fausse déclaration dès le début du procès, il renonce à l'invoquer en persistant à plaider pour lui. C'est ce qui a été jugé par le tribunal civil de la Seine. Il déclare dans un jugement du 25 juin 1901 que la compagnie contracte l'obligation de rechercher les causes du sinistre dès qu'il lui est révélé, et de déclarer une fois cette enquête terminée si elle entend ou non se prévaloir de la déchéance.

« Attendu dit-il, que c'est en pleine connaissance de cause que *la Providence* s'est chargée de la défense des assurés et ne s'est pas prévalu de l'article 3 de ses statuts.

(1) Paris 22 janvier 1887. Pand. fr. 82. 2. 116.

« Attendu qu'elle a de la sorte renoncé au bénéfice de cet article et qu'elle ne peut par suite se retrancher derrière ses dispositions pour ne point opérer le remboursement des condamnations prononcées et payées par les demandeurs.

« Attendu que s'il en était autrement, les compagnies ne laisseraient jamais suivre leurs procès personnellement puisque la déchéance pouvant être constatée par les motifs de la condamnation, elles auraient tout intérêt à ne l'invoquer qu'après le jugement (1) ».

Là encore comme dans les hypothèses précédentes, il est indispensable que la compagnie ait eu connaissance de l'infraction commise par l'assuré pour qu'elle soit déclarée irrecevable à lui opposer l'exception de déchéance.

(1) Trib. civ. Seine. 25 juin 1901. 2. 114 (fascicule juillet).

CHAPITRE V.

Les réticences et les fausses déclarations d'après le projet de loi.

L'article 28 alinéa 2 du projet de loi sur les assurances terrestres impose expressément à l'assuré l'obligation de déclarer à l'assureur lors de la conclusion du contrat toutes les particularités qui sont de nature à influencer sur l'opinion qu'il se fait du risque. La sanction de cette obligation n'est pas toujours la même. Le projet établit une distinction très importante, suivant que l'assuré connaissait ou ignorait la circonstance qu'il n'a pas déclarée, ou qu'il a déclarée inexactement. Dans le premier cas l'assuré a agi de mauvaise foi, ou tout au moins il a commis une négligence ; aussi la sanction sera-t-elle sévère ; ce sera celle qui est établie par l'article 348 du Code de commerce, la nullité du contrat. En outre, les primes payées au cours de l'assurance seront acquises à l'assureur. Dans le second cas, au contraire l'assuré, n'a rien à se reprocher ; la réticence et la fausse déclaration sont indépendantes de sa volonté, aussi n'entraîneront-elles qu'une simple réduction de l'indemnité promise.

Cela résulte clairement des dispositions de l'article 36, ainsi conçu :

« Indépendamment des causes ordinaires de nullité, le contrat d'assurance est nul pour réticence ou pour

fausse déclaration de la part de l'assuré, qu'il y ait dol ou négligence, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur.

« L'assurance est nulle même dans le cas où soit la réticence, soit la fausse déclaration n'aurait pas influé sur la réalisation du sinistre.

« Les primes payées demeurent acquises à l'acquéreur.

« Le paiement des primes dues doit avoir lieu à titre de dommages-intérêts.

« L'omission ou la déclaration inexacte, sans qu'il y ait de la part de l'assuré connaissance du fait omis ou inexactement déclaré, n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

« Quand l'omission ou la déclaration inexacte est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, à moins que l'assureur ne consente à maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré.

« Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après le sinistre, l'indemnité est réduite en proportion de ce dont le taux des primes payées a été inférieur aux taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été exactement déclarés ».

Les principes formulés par l'article 36 ne constituent pas une innovation. Ils avaient déjà été adoptés au sujet de l'interprétation de l'article 348 du Code de com-

merce, par une partie de la jurisprudence qui refusait de prononcer la nullité du contrat lorsque l'assuré coupable d'une omission ou d'une inexactitude, ignorait la consistance réelle du risque (1).

L'article 36 n'indique pas si l'assuré est présumé avoir ignoré la circonstance ou le fait non déclaré, ou si au contraire, il doit pour échapper à la nullité, faire la preuve de son ignorance. La première solution semble être la plus conforme aux intentions de l'auteur du projet : en effet, les dispositions de l'article 36 alinéa 1, sont presque identiques à celles de l'article 348 du Code de commerce. Il convient donc de se reporter à ce sujet à la solution adoptée pour l'interprétation de ce dernier texte. D'ailleurs le dol ne se présume pas.

Le projet de loi détermine également dans son article 31 les obligations de l'assuré en cas d'aggravation du risque au cours du contrat.

« Quand par son fait l'assuré aggrave les risques de telle façon que si le nouvel état de choses avait existé lors du contrat, l'assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'assuré doit en faire préalablement la déclaration à l'assureur par lettre recommandée.

« Quand les risques se sont aggravés sans le fait de l'assuré, celui-ci doit en faire la déclaration dans le délai maximum de huit jours à partir du moment où il a eu connaissance du fait de l'aggravation. Dans l'un et dans

(1) V. ci-dessus p. 39 et suivantes.

l'autre cas, l'assureur a le droit de résilier le contrat, à moins que sur sa proposition l'assuré ne consente à une augmentation des primes ».

Cet article reproduit la distinction établie par les polices d'assurances entre les aggravations du risque qui proviennent du fait de l'assuré et celles qui lui sont étrangères. Il est à remarquer toutefois que dans le second cas, le délai de huit jours imparti à l'assuré pour faire la déclaration prescrite est véritablement trop court. Les compagnies sont à cet égard plus tolérantes et accordent à l'assuré un délai de quinze jours ou d'un mois.

Par contre les dispositions de l'article 31 du projet sont favorables à l'assuré aux deux points de vue suivants :

1° L'obligation de révéler l'aggravation du risque n'existe que dans le cas où cette aggravation est d'une certaine importance, lorsqu'elle est telle que si le nouvel état de choses avait existé au moment de la formation du contrat, l'assuré n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée. Les compagnies ne pourront donc pas, aux termes de cet article, refuser le paiement de l'indemnité, sous le prétexte que certaines particularités n'ayant modifié le risque que d'une façon insensible, ne lui ont pas été signalées.

2° Si l'assuré a ignoré l'existence de l'aggravation du risque, il n'a à redouter ni l'action en nullité du contrat, ni même une réduction de l'indemnité. En effet, aux termes de l'article 31, l'assuré doit faire sa déclaration

dans le délai maximum de huit jours *à partir du moment où il a eu connaissance du fait de l'aggravation*. C'est dire qu'il n'est tenu à aucune déclaration s'il l'a ignoré.

Le projet de loi n'indique pas expressément quelle sanction doit intervenir, si l'assuré commet une réticence ou une fausse déclaration au cours de l'exécution du contrat. Il ne s'est pas prononcé sur cette question importante qui nous l'avons vu au chapitre III, divise la doctrine et jurisprudence. Il est probable néanmoins que le projet a entendu édicter implicitement la nullité du contrat. L'article 36 n'établit, en effet, aucune distinction entre les réticences et les fausses déclarations contemporaines du contrat et celles qui lui sont postérieures, et il y a lieu de penser que le projet ne fait que consacrer législativement la solution admise par les tribunaux.

Pendant combien de temps l'assureur pourra-t-il opposer à l'assuré la nullité du contrat pour cause de réticence ou de fausse déclaration ? Le projet de loi contient à ce sujet deux dispositions particulièrement favorables aux assurés.

a) Aux termes de l'article 38 : « Toutes les actions dérivant du contrat d'assurance sont prescrites par un an à compter de l'événement qui y donne naissance.

« Toutefois ce délai ne court :

1° En cas de réticence ou de fausse déclaration, que du jour où elle a été découverte par l'assureur ».

Cet article mettra fin à une situation qui a pu engendrer de singuliers abus. En raison de la durée

très courte de la prescription, l'assureur ne pourra plus garder en réserve l'action en nullité pour ne l'opposer qu'après le sinistre au moment où doit s'opérer le règlement de l'indemnité.

Mais les compagnies pourront-elles par des clauses spéciales, déroger aux dispositions dudit article, et stipuler qu'elles seront recevables à opposer la nullité du contrat pendant une période de dix ans qui constitue le délai de droit commun en cette matière ? Le projet est muet à cet égard, il se borne à édicter dans son article 39 que le délai d'un an ne pourra pas être abrégé. Mais la jurisprudence considère que l'ordre public s'oppose à ce que la durée de la prescription soit augmentée par des conventions particulières (1).

L'assuré qui opposera la prescription à l'exception de déchéance, devra évidemment établir qu'à un moment donné la compagnie connaissait la particularité qui avait fait l'objet de la réticence ou de la fausse déclaration. Comme par le passé cette preuve sera difficile, car le projet ne prohibe pas les clauses que nous avons signalées au chapitre IV, aux termes desquelles il est interdit à l'assuré de faire aucune preuve outre et contre les énonciations de la police.

b) Le dernier alinéa de l'article 31 adopte les solutions de la jurisprudence en matière de renonciation à l'application des clauses de déchéance. L'assuré perd le droit de réclamer une augmentation du taux de la prime, ou

(1) Cass. 26 mars 1902. D. P. 1902. 1. 248.

de demander la résiliation du contrat quand ayant en connaissance de l'aggravation des risques, il a consenti expressément ou tacitement au maintien de l'assurance : « Toutefois, dit l'article 31 *in fine*, l'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques, quand après en avoir eu connaissance de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes, ou en payant après un sinistre une indemnité. Cette disposition n'est relative qu'à l'aggravation des risques au cours de l'assurance et non aux réticences et aux fausses déclarations contemporaines du contrat, mais l'analogie entre les deux hypothèses est tellement frappante qu'il convient de ne pas interpréter l'article 31 alinéa 4 dans un sens restrictif. Dans les deux cas l'assureur sera irrecevable à opposer la nullité du contrat, si en pleine connaissance de cause, il a perçu, les primes, consenti au règlement de l'indemnité, ou d'une manière générale, manifesté son désir de poursuivre l'exécution de la convention.

II

Nous sera-t-il permis en terminant, d'apprécier au point de vue spécial qui nous occupe, l'œuvre considérable qu'est le projet de loi sur les assurances terrestres, dont quelques articles seulement rentrent dans le cadre de notre étude. A examiner de près les travaux préparatoires, l'on constate que les points que nous avons abordés sont de ceux qui ont le plus vivement attiré l'attention des jurisconsultes appelés à légiférer,

La tendance générale du projet est évidemment de formuler en faveur des assurés des règles qui le protègent contre la toute-puissance des compagnies, et cependant il ne nous paraît pas résoudre d'une manière entièrement satisfaisante la question délicate des réticences et des fausses déclarations.

Certes, l'article 36 présente l'avantage de faire disparaître certaines obscurités qui subsistaient sur l'interprétation de l'article 348, trop laconique. La question de savoir dans quelle mesure la bonne foi de l'assuré le protège contre l'action en nullité en cas d'omission ou d'inexactitude, est désormais élucidée. Mais, par contre, la solution adoptée ne nous paraît absolument judicieuse. C'est à tort, à notre avis, que le projet fait une distinction aussi grave entre le cas où les erreurs de l'assuré proviennent de sa négligence, et celui où elles sont causées par son ignorance de la consistance réelle du risque. Il fallait au contraire rapprocher ces deux hypothèses pour les opposer à celle où l'assuré est de mauvaise foi, ne prononcer la nullité du contrat que dans ce dernier cas seulement, et ne frapper que d'une réduction partielle de l'indemnité, l'assuré coupable d'une simple négligence. En prononçant contre lui la déchéance pure et simple, le projet fait preuve à son égard d'une sévérité sans doute excessive.

Mais, de plus, cette disposition sera en pratique la source de nombreuses difficultés. La mauvaise foi n'est pas susceptible de plus ou de moins : elle existe ou n'existe pas.

Le mot *négligence*, au contraire, est un terme beaucoup plus vague ; les faits qui la constituent peuvent s'interpréter de manières fort diverses. Faudra-t-il admettre la nullité du contrat, même lorsque la faute de l'assuré est très légère ? Mais alors, c'est se rapprocher singulièrement du cas où l'assuré a péché par simple ignorance. N'est-ce pas en effet une faute, très légère si l'on veut, que d'ignorer l'état de ses propres affaires ? un assuré n'est-il pas répréhensible, quand il sait pas s'il a éprouvé des sinistres antérieurs, si sa maison est construite sur le terrain d'autrui, ou s'il ne peut dire exactement en quelle qualité il agit au moment où il conclut le contrat d'assurance ?

En somme, il y a là une distinction extrêmement subtile. N'est-ce pas revenir à l'ancienne conception romaine qui, suivant les contrats, envisageait tantôt la faute *in concreto*, tantôt la faute *in abstracto* ?

Ce sera pour le juge une mission particulièrement difficile que de rechercher si l'assuré est coupable de négligence ou d'ignorance ; sa conviction ne pourra se former que d'après des enquêtes minutieuses et délicates. Et cependant, si insaisissable que soit la nuance, l'assuré dans un cas conservera presque intégralement le bénéfice de son contrat, et dans l'autre, il perdra tous ses droits à l'indemnité stipulée. Il n'y a guère que des inconvénients à laisser ainsi au juge un pouvoir souverain d'appréciation. L'auteur du projet de loi semble avoir envisagé la difficulté et il s'efforce de la résoudre : « La situation de l'assuré dit-il, sa réputation bonne ou

mauvaise, l'état de ses affaires, et des circonstances très variées qu'on ne peut prévoir ni énumérer, seront de nature à éclairer les assureurs et les tribunaux! (1) » Mais, ces diverses considérations sont vagues et incertaines. Elles ne constituent pas un criterium suffisamment tangible et objectif.

Il y a donc lieu de regretter l'assimilation de la négligence au dol. Puisque la tendance du projet était de protéger l'assuré en ne l'exposant pas à la nullité du contrat pour des erreurs non substantielles, il fallait résolument aller jusqu'au bout et n'admettre la nullité que dans le seul cas de mauvaise foi. C'eût été plus simple, car cela coupait court à toute discussion ; c'eût été aussi plus équitable, car il est excessif de priver l'assuré de bonne foi de son droit à indemnité, en raison d'un moment d'inattention ou d'oubli. Comme le dit M. Maze « s'il est juste de réprimer le dol en matière d'assurance, plus sévèrement que dans tout autre contrat, par cette raison même qu'il y est plus facile, à l'inverse il ne serait pas moins équitable de tenir en cette matière la bonne foi pour une excuse suffisante de la négligence ou de l'inattention. » (2).

Ce n'est pas là d'ailleurs la seule critique que l'on puisse formuler contre le projet de loi. Il en est un autre

.....

(1) Travaux préparatoires : art. 36. Commission du contrat d'assurance, p. 27 et 28.

(2) Maze, étude juridique du risque dans le contrat d'assurance sur la vie, 1905, p. 125 et suiv.

plus grave à notre sens. L'article 36 du projet a le tort de ne pas déterminer restrictivement quelles sont les déclarations que l'assuré doit faire à peine de nullité ou de déchéance. Il laisse au contraire toute latitude aux compagnies d'insérer dans leurs polices toutes les clauses de déchéance qui leur sembleront utiles, et dès lors la situation ne sera améliorée en rien. Peu importe en effet qu'aux termes de l'article 36, la nullité du contrat soit subordonnée à la diminution de l'opinion du risque et que l'assuré coupable de n'avoir pas signalé à l'assureur une particularité qu'il ignorait, ne soit frappé que d'une simple réduction de l'indemnité, si les compagnies peuvent aggraver ces sanctions à leur guise, et stipuler la déchéance totale dans tous les cas.

Il eût fallu donner un caractère impératif à l'article 36, en prohibant toute convention contraire. Les compagnies soucieuses de leur réputation, ne pouvaient y voir d'inconvénients. Malheureusement, les dispositions de cet article sont formulées purement et simplement. Les assureurs pourront donc, comme par le passé, imposer aux assurés des clauses d'une excessive rigueur, réduisant de beaucoup les avantages de l'assurance.

Aucun doute n'est possible à cet égard. M. Lyon-Caen ne dit-il pas dans son rapport adressé à M. le Ministre du Commerce, au nom de la Commission, après avoir fait observer cependant que le législateur remplit une mission sociale, et qu'il doit intervenir pour protéger le faible contre le fort : « Toutefois, respectueux de la liberté des conventions qui est nécessaire au

développement si souhaitable du commerce des assurances et souvent à l'intérêt bien entendu, des assurés eux-mêmes, on s'est efforcé de réduire le plus possible le nombre des dispositions impératives et prohibitives, en ne se préoccupant que des abus graves et caractérisés ? »

Et M. Lyon-Caen ajoute : « Afin d'éviter toute difficulté sur la détermination des dispositions impératives ou prohibitives, le projet les indique expressément, soit en édictant que la règle consacrée est admise nonobstant toute convention contraire, soit en prononçant la nullité des clauses ou conventions contraires à certaines dispositions. Toutes les fois, par suite qu'une disposition est formulée purement et simplement, elle a le caractère interprétatif, et admet par suite les clauses contraires (1) ».

Or, l'article 36 ne contient pas la mention : « nonobstant toute convention contraire », et d'autre part, les conventions qui sont frappées de nullité, ne concernent pas celles qui sont relatives aux réticences et aux fausses déclarations. Ce sont uniquement celles qui frappent l'assuré de déchéance, 1^o dans le cas où il y a eu de sa part, au cours du contrat, violation des lois et règlements; 2^o dans le cas où il n'a pas prévenu les autorités compétentes de l'événement du sinistre, dans le délai parfois extrêmement restreint qui lui est accordé par les compagnies pour le faire (art. 37 du projet). Les com-

(1) Commission du contrat d'assurance, p. 7.

pagnies ont donc toute latitude de modifier à leur guise les dispositions de l'article 36. Nous avons d'autant plus le droit de le regretter que M. Beer, dans son rapport préparatoire, en signalait les inconvénients.

« Nous concluons, disait-il, à la suppression des stipulations absolument abusives des clauses des polices refusant tout pouvoir d'appréciation aux tribunaux, que les termes formels de la convention obligent à appliquer la déchéance, à défaut de déclarations par les héritiers du décès de l'assuré, du transfert des objets assurés dans un lieu autre que celui désigné dans la police, ou de modifications dans la réception de l'assurance, par suite de la résiliation de la police, ou de remplacement d'un co-assureur par un autre.

« Pleinesatisfaction serait donnée au droit et à l'équité si sous un titre imprimé en gros caractères : « des déclarations à faire au cours de l'assurance à peine de déchéance », les compagnies étaient tenues d'introduire dans les conditions imprimées de la police les prescriptions suivantes : L'article 348 est applicable nonobstant toute convention contraire aux réticences et aux fausses déclarations portant sur des faits postérieurs au contrat, dont la survenance *aurait diminué ou pu diminuer l'opinion du risque...* (1) ».

Nous sommes convaincu, et c'est là la conclusion de notre étude, que le législateur devrait au moins par-

(1) Beer, rapport préparatoire, sur le projet de loi les assurances contre l'incendie. Commission du contrat d'assurance.

tiellement conserver à l'assuré de bonne foi le bénéfice de son contrat, si par simple négligence, il a commis en faisant les déclarations requises, une erreur ou un oubli ; et que surtout, il convient de subordonner la validité des clauses de déchéance, à cette condition que les réticences et les fausses déclarations aient effectivement diminué l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur.

Il serait à notre avis à la fois rationnel et équitable d'introduire dans ce sens certaines modifications dans le monument juridique élaboré par MM. Lyon-Caen, Beer, et Lefort. De la sorte, il ne tarderait pas à mettre fin aux graves conflits qui se sont élevés entre les puissantes compagnies, et les assurés trop souvent incapables de se défendre sur le terrain juridique.

APPENDICE

Projet de Loi RELATIF AU CONTRAT D'ASSURANCE

présenté

AU NOM DE M. FALLIÈRES,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PAR M. GASTON DOUMERGUE,
MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Journal Officiel, Séance du 14 Juin 1906.
DOCUMENTS PARLEMENTAIRES : Chambre
des Députés 1906, Page 578.



PROJET DE LOI

TITRE I^{er}

Des assurances en général

SECTION I

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER.— L'assurance est un contrat aux termes duquel l'assureur s'oblige moyennant une rémunération appelée prime ou cotisation à indemniser l'assuré des pertes ou dommages que peut éprouver celui-ci par suite de la réalisation de certains risques relatifs à ses biens ou à sa personne.

ART. 2.— La présente loi régit les assurances à primes. Elle s'applique aussi aux assurances mutuelles sauf dans celles de ses dispositions qui sont contraires aux lois ou aux décrets qui régissent ces assurances.

Sous cette réserve les articles de la présente loi qui visent les primes s'appliquent aux contributions à payer par les sociétaires en matière d'assurance mutuelle, qu'elles soient désignées sous le nom de cotisations ou de primes.

ART. 3.— Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent point aux assurances maritimes ; elles demeurent exclusivement régies par le Code de commerce et par les lois qui leur sont propres.

ART. 4.— La loi répute acte de commerce pour l'assureur toute entreprise d'assurances à primes, pour l'assuré, toute assurance à prime mutuelle conclue par un commerçant et se rattachant aux risques de sa profession.

ART. 5. — Le profit espéré ne peut être assuré que dans les assurances contre les risques de transport par terre et par eau et dans les assurances de récoltes contre la grêle et contre les autres fléaux naturels.

L'assureur peut obtenir une réduction de la somme assurée quand il établit que le profit espéré a été évalué à un chiffre d'une exagération notable eu égard aux prévisions normales qui pouvaient être faites à la date de la conclusion du contrat.

ART. 6. — L'assuré peut faire assurer le coût de l'assurance.

ART. 7. — L'assureur peut se faire réassurer contre les risques qu'il a assurés. Les risques de l'assurance régissent la réassurance.

La réassurance peut s'appliquer soit à un contrat d'assurance déterminé soit à un certain nombre ou à la totalité des contrats d'assurance conclus par l'assureur.

La prime de réassurance peut être différente de celle de l'assurance.

Le réassureur est mis au lieu et place du réassuré, mais seulement dans ses rapports avec celui-ci.

Le réassuré peut sans consulter le réassureur régler tous sinistres, traiter et transiger avec l'assuré. Le réassureur est tenu d'indemniser le réassuré dans la proportion de son engagement, sans pouvoir critiquer ses actes sauf en cas de fraude.

ART. 8. — L'assurance ne peut être qu'un contrat d'indemnité ; elle ne doit pas placer l'assuré en cas de sinistre dans une situation pécuniaire meilleure que si aucun risque ne s'était réalisé.

ART. 9. — Un contrat d'assurance consenti pour une somme supérieure à la valeur de la chose assurée est nul à l'égard seulement de la partie convaincue de dol ou de fraude.

S'il n'y a ni dol ni fraude, le contrat est valable jusqu'à concurrence du dommage éprouvé.

Dans le cas de dol et de fraude des dommages-intérêts peuvent être alloués à la partie au profit de laquelle la nullité est prononcée.

S'il n'y a ni dol ni fraude l'assureur n'a pas droit aux primes pour l'excédent sauf en ce qui concerne les primes échues et la prime de l'année courante. Il peut en outre obtenir une indemnité qui ne doit pas dépasser le montant d'une prime annuelle.

ART. 10. — Par dérogation à l'article 8, en matière d'assurance sur la vie (assurance en cas de décès et assurance en cas de vie) les sommes assurées sont définitivement fixées par la police, sauf ce qui est dit à l'art. 48, relativement à l'assurance contractée sur la tête d'un tiers.

La fixation des sommes assurées faites dans la police ne peut non plus être contestée en matière d'assurances contre les accidents.

ART. 11. — Une même personne ne peut contracter plusieurs assurances sur une même chose, contre les mêmes risques, pour une somme excédant la valeur de la chose assurée.

Quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude soit à la même date soit à des dates différentes, pour une somme totale supérieure à la valeur de la chose assurée, elles sont toutes valables et chacune d'elles produit ses effets en proportion de la somme à laquelle elle s'applique jusqu'à concurrence de l'entière valeur de la chose assurée.

Cette disposition peut être écartée par une clause des polices adoptant la règle de l'ordre des dates ou stipulant la solidarité entre les assureurs.

Le présent article ne s'applique ni aux assurances sur la vie ni aux assurances contre les accidents.

ART. 12. — Si l'assurance ne couvre qu'une partie de la chose assurée, l'assuré est considéré comme restant son propre assureur pour l'excédent et supporte, en conséquence une part proportionnelle du dommage, à moins qu'il ne soit expressément stipulé, que dans les limites de la somme assurée, l'assuré obtiendra une indemnité complète, dès l'instant où le dommage ne dépassera pas cette somme.

ART. 13. — Toute personne ayant intérêt à la conservation d'une chose peut la faire assurer.

Il en est ainsi notamment du propriétaire, de l'usufruitier, du créancier hypothécaire, privilégié ou antichrésiste et de toute personne exposée à être déclarée responsable de la perte ou de la détérioration de la chose qu'elle détient.

ART. 4.— L'assurance peut être contractée en vertu d'un mandat général ou spécial, ou même sans mandat pour le compte d'une personne déterminée. Dans ce dernier cas l'assurance profite à la personne pour le compte de laquelle elle a été conclue alors même que la ratification n'aurait lieu qu'après le sinistre.

L'assurance peut aussi être contractée pour le compte de qui il appartiendra.

Dans ce cas le souscripteur est seul tenu du paiement de la prime envers l'assureur.

Les exceptions se rattachant à l'assurance souscrite pour le compte de qui il appartiendra qui seraient opposables au souscripteur, peuvent être opposées par l'assureur au bénéficiaire de la police quel qu'il puisse être.

ART. 15. — La durée du contrat d'assurance est fixée par la police.

Il peut être stipulé qu'à défaut de déclaration de l'assuré avant l'expiration de la police actuelle, le contrat sera prolongé de plein droit. Cette prolongation ne peut être stipulée pour un délai excédant une année après l'expiration du contrat en cours. Si elle a été stipulée pour une durée plus longue elle est réduite à cette durée.

SECTION II

De la preuve du contrat d'assurance

De la forme et de la transmission des polices

ART. 16. — Le contrat d'assurance est rédigé par écrit. Il peut être passé devant notaire ou fait sous seing-privé. L'acte sous seing privé doit être dressé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct et chaque original doit contenir la mention du nombre total d'originaux qui ont été faits conformément à l'art. 1325 du Code civil,

Toute addition ou modification au contrat d'assurance primitif doit être constatée par un avenant, par la correspondance ou par tout autre écrit.

ART. 17.— Le contrat d'assurance est daté du jour où il est souscrit.

Il indique :

Le nom et domicile de l'assureur ;

La chose assurée ;

La nature des risques garantis ;

Le moment auquel les risques doivent commencer et finir ;

La somme assurée ;

La prime ou coût de l'assurance ;

La soumission des parties à des arbitres en cas de contestation si elle a été convenue.

ART. 18.— La police d'assurance peut être à personne dénommée, à ordre ou au porteur.

Les polices à ordre se transmettent par voie d'endossement même en blanc.

ART. 19.— L'assureur peut opposer au porteur de la police, même à ordre ou au porteur, les exceptions se rattachant à cette police qui auraient été opposables à l'assuré originaire si la transmission de la police n'avait pas eu lieu.

SECTION III

Des obligations de l'assureur et de l'assuré

Des nullités et des résiliations

ART. 20.— Les pertes et les dommages occasionnés par des cas fortuits ou causés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur.

Toutefois l'assureur ne répond pas nonobstant toute convention contraire des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou d'une faute lourde de l'assuré.

ART. 21.— L'assureur est garant des pertes et dommages causés même par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

ART. 22. — Les déchets, diminutions et pertes qui arrivent par le vice propre de la chose ne sont pas à la charge de l'assureur.

ART. 23. — L'assureur ne répond pas des pertes et dommages occasionnés soit par la guerre civile soit par des émeutes ou des mouvements populaires.

La preuve que les pertes ou dommages proviennent d'une de ces causes incombe à l'assureur.

Toute clause obligeant l'assuré à prouver que les pertes et dommages ne proviennent pas de ces causes, est nulle.

ART. 24. — L'assureur ne peut être tenu au-delà de la somme assurée.

Mais dans les limites de cette somme l'assureur est obligé de rembourser à l'assuré les dépenses faites pour atténuer le dommage en cas de réalisation des risques. Cette obligation existe pour l'assureur indépendamment du résultat obtenu. Les tribunaux peuvent l'écarter ou le réduire s'ils jugent que les dépenses ont été faites sans motif suffisant ou exagérées.

ART. 25. — En cas de perte totale de la chose assurée l'assurance prend fin de plein droit et l'assuré ne peut réclamer aucune restitution sur la prime de l'année courante.

ART. 26. — L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé de plein droit dans tous les droits ou actions de l'assuré contre les tiers qui par leur fait ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur.

L'assureur peut être déchargé en tout ou en partie de sa responsabilité envers l'assuré, quand la subrogation ne peut plus, par le fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur.

Par dérogation aux dispositions précédentes, l'assureur n'a aucun recours contre les enfants, descendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers ou domestiques, demeurant habituellement chez l'assuré, sauf le cas de fraude commise par l'une de ces personnes.

ART. 27. — L'assuré ne peut faire aucun délaissement des objets assurés,

ART. 28.— L'assuré est obligé :

- 1° De payer la prime aux époques convenues ;
- 2° De déclarer exactement à l'assureur, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances qui sont de nature à faire apprécier par celui-ci les risques qu'il prend à sa charge ;
- 3° De déclarer à l'assureur conformément à l'art. 31 les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence d'augmenter les risques ;
- 4° De faire tout ce qui est en lui pour éviter la réalisation des risques ou pour en diminuer les conséquences dommageables ;
- 5° De donner avis à l'assureur dans les trois jours qui suivent celui où il en a eu connaissance, de tout sinistre de nature à entraîner la responsabilité de l'assureur.

Les dispositions des paragraphes 3°, 4° et 5° ci dessus ne sont pas applicables aux assurances sur la vie.

ART. 29. — A l'exception de la première prime, les primes sont payables au domicile de l'assuré.

Que la prime soit quérable ou portable, à défaut de paiement à l'échéance de l'une de ces primes, l'effet de l'assurance est suspendu dix jours après la mise en demeure de l'assuré. Cette mise en demeure résulte de l'envoi d'une lettre recommandée, adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu de l'assureur.

Cette lettre doit indiquer expressément qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappeler la date de l'échéance de la prime et reproduire le texte du présent article.

L'assureur a droit, vingt jours à partir de l'expiration du délai fixé par l'alinéa précédent, de résilier la police ou d'en poursuivre l'exécution en justice. La résiliation peut se faire par une déclaration de l'assureur contenue dans une lettre recommandée adressée à l'assuré.

L'assurance non résiliée reprend pour l'avenir ses effets à midi le lendemain du jour où la prime arriérée, et s'il y a lieu, les frais ont été payés à l'assureur.

Les délais fixés par le présent article ne comprennent pas le jour de l'envoi de la lettre recommandée. Quand le dernier jour d'un de ces délais est férié le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

Ces délais ne sont pas augmentés en raison des distances ; toutefois lorsque la mise en demeure doit être adressée dans un lieu situé hors du territoire continental de la France le délai de dix jours fixé par le deuxième alinéa du présent article ne court que du jour de la présentation de la lettre recommandée constatée sur les registres de l'administration des postes.

Toute clause réduisant les délais fixés par les dispositions précédentes ou dispensant l'assureur de la mise en demeure est nulle.

ART. 30. — L'assureur a pour la créance de la prime un privilège sur la chose assurée.

Ce privilège est, alors même qu'il porte sur un immeuble dispensé de toute inscription.

Il prend rang immédiatement après le privilège des frais de justice établi par l'article 2101 du Code civil.

Il n'existe que pour une somme correspondant aux primes des deux dernières années.

ART. 31. — Quand par son fait l'assuré aggrave les risques de telle façon que si ce nouvel état de choses avait existé lors du contrat, l'assureur n'aurait pas contracté, ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'assuré doit en faire préalablement la déclaration à l'assureur par lettre recommandée.

Quand les risques sont aggravés sans le fait de l'assuré, celui-ci doit en faire la déclaration dans un délai maximum de huit jours à partir du moment où il a eu connaissance du fait de l'aggravation.

Dans l'un et dans l'autre cas l'assureur a le droit de résilier le contrat à moins que sur sa proposition l'assuré ne consente à une augmentation de prime.

Toutefois l'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques, quand après en avoir eu connaissance de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement

au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant, après un sinistre, une indemnité.

ART. 32.— Si pour la fixation de la prime, il a été tenu compte de circonstances spéciales de nature à aggraver les risques, et si ces circonstances viennent à disparaître au cours de l'assurance, l'assuré a le droit nonobstant toute convention contraire, de résilier le contrat si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante.

ART. 33.— En cas de décès de l'assuré ou d'aliénation de la chose assurée, l'assurance profite de plein droit à l'héritier ou à l'acquéreur, à raison des risques pour lesquels la prime a été payée au moment de la mort de l'assuré ou de l'aliénation.

L'assurance prend fin pour l'avenir à moins que l'assureur n'ait agréé l'héritier ou l'acquéreur comme assuré par une convention expresse ou en continuant à exécuter le contrat, notamment en recevant en connaissance de cause une ou plusieurs primes de cet héritier ou acquéreur.

Est nulle toute clause par laquelle l'assuré s'obligerait à payer à l'assureur à titre de dommages intérêts une somme excédant le montant de la prime d'une année, pour le cas où l'aliénation de la chose assurée ayant lieu, ou l'assuré venant à décéder, l'acquéreur ou l'héritier ne consentirait pas à continuer l'assurance.

Dans le cas où l'assurance continue après une aliénation, l'aliénateur ne demeure pas tenu même comme garant du paiement des primes à échoir.

Lorsqu'il y a plusieurs héritiers ou plusieurs acquéreurs, si l'assurance continue, ils sont tenus solidairement du paiement des primes.

ART. 34.— Dans le cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assuré avant l'expiration des délais de l'assurance, l'assureur après sommation restée infructueuse faite au domicile de l'assuré, d'avoir à fournir caution bonne et solvable dans les huit jours, peut résilier l'assurance. La sommation ou la résiliation peuvent avoir lieu par lettre recommandée.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assureur avant la fin des risques, l'assuré a les mêmes droits.

ART. 35.— L'assurance est nulle si au moment du contrat, la chose assurée a déjà péri ou ne peut être exposée aux risques.

Dans ce cas, l'assuré dont la mauvaise foi est prouvée, doit à l'assureur une somme double de la prime d'une année. En cas de preuve de la mauvaise foi de l'assureur celui-ci paie une somme égale à l'assuré.

ART. 36.— Indépendamment des causes ordinaires de nullité, le contrat d'assurance est nul pour réticence ou pour fausse déclaration de la part de l'assuré, qu'il y ait dol ou négligence quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur.

L'assurance est nulle même dans le cas où soit la réticence, soit la fausse déclaration, n'aurait pas influé sur la réalisation du sinistre.

Les primes payées demeurent acquises à l'assureur. Le paiement des primes dues doit avoir lieu à titre de dommages-intérêts.

L'omission ou la déclaration inexacte, sans qu'il y ait eu de la part de l'assuré, connaissance du fait omis ou inexactement déclaré, n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Quand l'omission ou la déclaration inexacte est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, à moins que l'assureur ne consente à maintenir le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion de ce dont le taux des primes payées a été inférieur au taux des primes qui auraient été dues si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ART. 37.— Sont nulles :

1. Toute clause générale frappant de déchéance l'assuré en cas de violation des lois ou des règlements, à moins que

cette violation ne constitue un crime ou un délit correctionnel ou n'implique une faute lourde de l'assuré.

2° Toute clause frappant de déchéance l'assuré à raison du simple retard apporté par lui à la déclaration du sinistre aux autorités, ou à des productions de pièces, sans préjudice du droit pour l'assureur de réclamer une indemnité proportionnée au dommage que ce retard lui a causé.

La disposition de l'alinéa 1^{er} du présent article ne met pas obstacle à ce que la déchéance soit stipulée à raison de la violation des dispositions de lois ou de règlements dont le texte est intégralement reproduit dans la police.

SECTION IV

De la prescription

ART. 38. — Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par un an à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois ce délai ne court :

1° En cas de réticence ou de fausse déclaration que du jour où elle a été découverte par l'assureur.

2° En cas de sinistre que du jour où l'assuré en a eu connaissance, s'il prouve qu'il l'a ignoré jusque là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

ART. 39. — La durée de la prescription ne peut être abrégée par une clause de la police

Toutefois il peut être convenu en matière d'assurance sur la vie, que l'assureur renonce à se prévaloir absolument ou après le paiement d'un certain nombre de primes, des

omissions ou des déclarations inexactes provenant d'une simple négligence de la part de l'assuré.

ART. 40. — La prescription annale court même contre les mineurs, les interdits et tous autres incapables.

Elle peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription.

L'interruption de la prescription de l'action en paiement de la prime, peut en outre résulter de l'envoi d'une lettre recommandée adressée par l'assureur à l'assuré.

TITRE II.

Des assurances contre l'incendie

ART. 41. — L'assureur contre l'incendie répond de tous dommages causés par conflagration, embrasement ou simple combustion. Toutefois, il ne répond pas de ceux occasionnés par la seule action de la chaleur ou par le contact direct et immédiat du feu ou d'une substance incandescente, s'il n'y a eu ni incendie, ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable.

ART 42. — Les dommages matériels résultant immédiatement et directement de l'incendie sont seuls à la charge de l'assureur.

ART. 43. — Sont assimilés aux dommages matériels et directs les dommages matériels occasionnés aux objets compris dans l'assurance par les secours et par les mesures de sauvetage.

ART. 44. — L'assureur répond nonobstant toute stipulation contraire de la perte ou de la disparition des objets assurés survenue pendant l'incendie à moins qu'il ne prouve que cette perte ou cette disparition est provenue d'un vol.

ART. 45. — L'assureur ne répond pas des pertes et des détériorations de la chose assurée provenant de son vice propre, mais il garantit les dommages d'incendie qui en sont la suite, à moins que le vice propre n'ait été connu de l'assuré seul lors de la conclusion du contrat.

ART. 46. — L'assurance ne couvre pas les incendies occasionnés par les éruptions de volcans, les tremblements de terre, les ouragans, les trombes et autres cataclysmes.

Vu :

Lyon, le 18 Juillet 1912

Pour le Doyen, l'Assesseur,

L. JOSSERAND.

Vu : le 17 Juillet 1912

Le Président de la Thèse

Em. COHENDY

Permis d'Imprimer :

Lyon, le 18 Juillet 1912

Le Recteur de l'Académie,

JOUBIN

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — De l'opinion du risque; son importance.	19
CHAPITRE II. — Les réticences et les fausses déclarations lors de la formation du contrat.	25
SECTION I. — <i>Les réticences et les fausses déclarations d'après le code civil. — Action en nullité. — Action en dommages-intérêts</i>	27
SECTION II. — <i>Les réticences et les fausses déclarations d'après l'article 348 du code de commerce : Influence de la mauvaise foi de l'assuré. — Diminu- tion de l'opinion du risque</i>	36
SECTION III. — <i>Les réticences et les fausses déclarations d'après les polices d'assurance. — Validité de ces clauses. Tempéraments apportés par la ju- risprudence</i>	55
CHAPITRE III. — Les réticences et les fausses déclarations au cours du contrat: Silence des polices ; clauses des poli- ces relatives à l'aggravation du risque ; déclarations de l'assuré au sujet des mutations de propriété concernant les objets soumis aux risques et aux assu- rances multiples.	73
CHAPITRE IV. — Les diverses répliques de l'assuré à l'exception de déchéance SECTION I. — <i>De la connaissance par l'assureur de la consistance réelle du</i>	93

<i>risque.</i> — Inspection des lieux et rédaction de la police par l'agent de la compagnie. Clauses des polices interdisant à l'assuré de se prévaloir du rôle joué par l'agent. Validité de ces clauses. Critique de la jurisprudence	95
<i>SECTION II.</i> — <i>Renonciation de la compagnie à se prévaloir de la déchéance.</i> Rédaction d'un avenant. Acceptation du paiement des primes. Reconnaissance de la dette	129
CHAPITRE V. — Les réticences et les fausses déclarations d'après le projet de loi. Modifications introduites par le projet. Examen critique de ses dispositions	146
APPENDICE	161



